

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1982-1983

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

YUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1983



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 603

YOUGOSLAVIE

JUIN 1983

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1983

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Évolution intérieure jusqu'à la fin de 1982	8
Évolution à moyen terme	8
Demande, production et emploi	11
L'économie face à l'inflation	16
II. Balance des paiements et dette extérieure	20
Évolution des échanges	24
Opérations invisibles et mouvements de capitaux	26
Dette extérieure	28
III. Politique monétaire et budgétaire en 1982	30
Politique monétaire	30
Politique budgétaire	34
IV. La stabilisation à court terme et l'ajustement à plus long terme	37
La stabilisation à court terme	38
Les problèmes à moyen terme	47
V. Conclusions	53
<i>Annexe</i> : Notes techniques	56
Annexe statistique	68

TABLEAUX

Texte

1. La configuration de la croissance	8
2. Compte des ménages	11
3. Demande et production	12
4. Évolution des prix	17
5. Gains moyens	18
6. Exportations et importations	22
7. Commerce extérieur	23
8. Balance des paiements	25
9. Dette extérieure	29
10. Masse monétaire et crédit	31
11. Taux d'intérêt	32
12. Structure des dépôts	33
13. Budget fédéral	35

14. Recettes et dépenses consolidées du secteur public	36
15. La Résolution économique pour 1983 et les perspectives	42
16. Indicateurs de conjoncture	44

Annexe statistique

A. Produit social	68
B. Produit national et dépenses	69
C. Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité	70
D. Formation brute de capital fixe	71
E. Le revenu national et le compte des particuliers	72
F. Agriculture	73
G. Production industrielle	74
H. Population active et emploi	75
I. Prix et salaires	76
J. Bilan consolidé du système bancaire	77
K. Importations et exportations par groupes de produits	78
L. Importations et exportations par zones	79
M. Balance des paiements	80

GRAPHIQUES

1. Indicateurs de conjoncture	13
2. Évolution du marché du travail	15
3. Indicateurs de l'inflation	19
4. Taux de change	21
5. Échanges internationaux	27
6. Évolution des dépenses publiques	34
7. Structure de l'investissement	51

STATISTIQUES DE BASE DE LA YOUGOSLAVIE

LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (1 000 km ²)	256	Accroissement net de la population, 1971-1982 (1 000), moyenne annuelle	193
Superficie cultivée (1 000 km ²) 1980	99.4	Emploi rémunéré, total (1982, 1 000)	5 980
Superficie forestière (1 000 km ²) 1978	92.4	dont :	
Population (31-12-1981, 1 000)	22 474	Industrie	2 313
Républiques :		Construction	612
Serbie	9 332	Agriculture (secteur socialisé)	210
Croatic	4 606	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (recensement du 31-3-1971, 1 000)	3 892
Bosnie et Herzégovine	4 136		
Macédoine	1 919		
Slovénie	1 895		
Monténégro	586		
Villes principales (recensement du 31-3-1971) :			
Belgrade	1 209		
Zagreb	602		
Skopje	389		
Sarajevo	292		
Ljubljana	258		

LA PRODUCTION

PNB au coût des facteurs (1981, milliards de dinars)	2 304.5	Origine du PIB en 1981 (pourcentage du PIB) :	
PIB par habitant (1980, dollars E.-U.)	3 030	Agriculture, forêts, pêche	13.9
Formation brute de capital fixe : en 1981 (milliards de dinars)	685.0	Industries extractives et manufacturières	37.2
en 1981 (pourcentage du PNB)	27.2	Construction	10.3
		Divers	38.6

LES INSTITUTIONS

Consommation publique (1981, pourcentage du PIB)	15.8	Recettes de l'État, y compris la Sécurité sociale (1981, pourcentage du PIB)	33.1
---	------	--	------

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	Structure des exportations en 1982 (en pourcentage)	Structure des importations en 1982 (en pourcentage)
Produits alimentaires, boissons et tabac	11.2	5.2
Matières premières et produits semi-manufacturés	39.6	64.3
Produits manufacturés finis	49.2	30.5

LA MONNAIE

Unité monétaire : le dinar	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne journalière :	
	Année 1982	49.3
	Mars 1983	75.2

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel Yougoslavie par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 17 mai 1983.

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 31 mai 1983.

INTRODUCTION

En 1982, la politique économique a été de nouveau très restrictive et le Produit social a été stationnaire. Le durcissement de l'action des pouvoirs publics annoncé dans la Résolution économique pour 1982 et une série de mesures prises dans le courant de l'année ont contribué à faire baisser fortement, pour la deuxième année de suite, la demande intérieure, qui a ainsi diminué au total de 5½ %. L'investissement fixe, dont la forte réduction est un objectif important des autorités depuis 1980, a été particulièrement déprimé. Le recul de la demande intérieure est un peu plus marqué qu'il n'était prévu à l'origine, mais il s'accorde avec la volonté de transférer des ressources substantielles de l'économie interne au secteur extérieur afin de faciliter l'ajustement de la balance des paiements et d'atténuer les distorsions qui affectent depuis longtemps le fonctionnement de l'économie. Très sérieusement touché par les mesures restrictives, le volume des importations a beaucoup diminué tandis que celui des exportations, en raison, notamment, de la récession mondiale, s'est également contracté alors qu'on s'attendait à le voir augmenter. Le déficit de la balance des opérations courantes a été réduit de moitié et ramené à un demi-milliard de dollars malgré l'augmentation des intérêts payés sur la dette extérieure, et la Yougoslavie a été aussi en mesure de continuer à verser des sommes très importantes au titre de l'amortissement de cette dette. Le programme de stabilisation, qui implique de lourds sacrifices de la part de la population, a contribué également à ralentir le rythme de l'inflation, mais, avec un taux d'environ 30 %, celle-ci reste très forte.

La politique suivie en 1983 cherche s'appuyer sur les résultats obtenus en 1982 non seulement dans l'optique de la stabilisation à court terme mais encore pour améliorer les perspectives à moyen terme. L'important train de mesures adopté en 1982, qui comprend une dévaluation notable du dinar, des dispositions pour une meilleure utilisation des ressources de change et un relèvement des taux d'intérêt, influera considérablement sur l'évolution de l'économie en 1983. Depuis lors, le dinar a encore été dévalué un certain nombre de fois et les taux d'intérêt majorés de nouveau. En même temps, des accords ont été pris avec la communauté financière internationale pour un montage financier destiné à faciliter la réalisation du programme de stabilisation. Dans la ligne de ces accords, la politique économique garde en 1983 une orientation restrictive, et des objectifs ambitieux sont fixés pour les principales composantes de la demande intérieure et pour la balance des paiements. Il est prévu que la demande intérieure totale, cette année encore, diminuera fortement. Les autorités, fermement résolues à honorer les obligations découlant de la dette extérieure, visent à obtenir l'équilibre approximatif de la balance des opérations courantes avec les pays à monnaie convertible. Les lourds sacrifices qu'exige la réalisation des objectifs ainsi fixés impliquent une nouvelle et importante baisse des revenus moyens en termes réels. Il n'a pas été annoncé d'objectif officiel en matière d'inflation; cependant, en raison, notamment, de la dévaluation et des mesures prises en janvier pour augmenter fortement les prix d'un certain nombre de biens et services importants, on peut s'attendre à une certaine accélération en 1983.

Le chapitre I de la présente étude expose succinctement les tendances à moyen terme qui expliquent les déséquilibres que présente l'économie et que le programme de

stabilisation vise à corriger, puis il analyse l'évolution de la demande, de la production et de l'emploi en 1982. La balance des paiements et la dette extérieure, qui revêtent une importance capitale pour la politique économique, sont analysées au chapitre II, tandis que le chapitre III est consacré à l'examen des politiques monétaire et budgétaire suivies en 1982. Le chapitre IV expose les perspectives à court terme et la politique de stabilisation en 1983 avant d'étudier les principaux problèmes qui se posent à moyen terme. Le chapitre V fait la synthèse des conclusions.

I. ÉVOLUTION INTÉRIEURE JUSQU'À LA FIN DE 1982

Évolution à moyen terme

La période allant de 1973 à 1979 s'est caractérisée par une croissance exceptionnellement rapide mais déséquilibrée, l'évolution de l'économie yougoslave se trouvant déphasée par rapport à celle du reste du monde¹. Après le premier choc pétrolier, l'économie ne s'était pas adaptée à l'évolution rapide de la conjoncture mondiale, de sorte que les importants bénéfices de la croissance qui avait, jusque-là, caractérisé

Tableau 1. La configuration de la croissance

	1973	1979	1982
	1965	1973	1979
Pourcentages annuels de variation			
PIB de la zone de l'OCDE	4½	2½	½
PIB des pays européens de l'OCDE	4½	2½	½
<i>Yougoslavie</i>			
Produit social	5½	6½	1½
Demande intérieure	5½	6½	-1½
<i>dont :</i>			
Investissements fixes	6½	9	-5½
Exportations de biens et services	(8)	(1)	(5½)
Importations de biens et services	(10)	(2½)	(-8½)
Productivité ¹			
Ensemble des secteurs (agriculture non comprise)	4	2½	-1½
Industrie (construction non comprise)	4½	3½	-
Coût de la vie	12½	17½	34½
Moyennes, en pourcentage du PIB			
Balance des paiements			
Déficit des opérations courantes	½	3	2
Déficit commercial	5½	9½	6½

1. Par salarié.

Note : Les données concernant la demande intérieure ainsi que les exportations et importations en volume ont été partiellement corrigées pour tenir compte de l'important écart statistique. Les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'erreur importante.

Sources : *Annuaire statistique de la Yougoslavie* ; chiffres communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

1. On trouvera une analyse détaillée de l'évolution structurelle intervenue entre 1973 et 1979 dans l'Étude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de mai 1981, pages 20 à 34.

l'ensemble des secteurs, n'ont pas été consolidés. Alors que la majorité des pays de l'OCDE ont réduit leur consommation d'énergie et entrepris d'autres ajustements qui ont entraîné une nette décélération de l'accroissement tendanciel du PIB de la zone, dont le taux s'est établi à quelque 2¾ % par an entre 1973 et 1979, le volume des importations de pétrole de la Yougoslavie a augmenté de moitié environ et le taux de croissance du produit social (PS) s'est accéléré pour s'établir au voisinage 6¼ % par an. Cette évolution s'est accompagnée d'un fléchissement marqué du secteur extérieur au profit du marché intérieur : le taux de croissance annuel des exportations (biens et services) est tombé à 1 % à peine entre 1973 et 1979 (alors que, en longue période, il était de l'ordre de 8 % avant 1973), tandis que la demande intérieure progressait plus rapidement que le PS. La croissance de l'investissement fixe s'est considérablement accélérée, son taux annuel passant d'environ 5½ % avant 1973 à 9 % au cours des six années suivantes. La part de l'investissement fixe dans le PS, qui était d'environ 30 % en 1973, a atteint près de 35 % en 1979, cette évolution étant l'un des principaux facteurs à l'origine des distorsions de plus en plus graves observées au cours de la seconde moitié des années 70. La croissance de la consommation publique était, elle aussi, supérieure à celle du PS.

Les effets inflationnistes et les autres distorsions liés à une croissance déséquilibrée basée sur un processus de remplacement des importations ne se sont pas immédiatement manifestés. Après le premier choc pétrolier, les autorités n'avaient pas jugé nécessaire de réviser radicalement les objectifs de la politique économique, les contraintes extérieures qui apparaissaient alors étant dissimulées, pour un temps, par un certain nombre d'éléments favorables :

- i) Le tourisme mondial a été beaucoup moins touché que le commerce, de sorte que les recettes nettes de la Yougoslavie au titre du tourisme ont plus que doublé au cours de la seconde moitié des années 70. Les envois de fonds, notamment ceux des travailleurs émigrés, ont augmenté dans des proportions considérables. La Yougoslavie a également profité de l'expansion rapide de la demande des pays de l'OPEP dans le secteur de la construction.
- ii) Une certaine limitation des importations a permis, du moins jusque dans les débuts de 1977, de maintenir le déficit des opérations courantes dans des limites acceptables.
- iii) Les marchés internationaux de capitaux ont connu une expansion considérable au cours de cette période, ce qui a facilité et, dans une certaine mesure, stimulé le recours à l'emprunt par les pays en voie d'industrialisation, et le ratio du service de la dette est resté faible en raison, dans une certaine mesure, du niveau relativement bas des taux d'intérêt jusqu'en 1979.

Compte tenu de ces circonstances et du fait que les républiques et les collectivités locales se trouvaient dans une phase de forte expansion et que les populations aspiraient à un niveau de vie plus élevé, il a été difficile d'ajuster la politique et de modifier la dynamique de la croissance à la suite du second choc pétrolier. A la fin de 1979 encore, alors que les grands déséquilibres de l'économie étaient pour la plupart manifestes, la Résolution économique pour 1980 comportait, pour le PS, un objectif de croissance de 5 %, l'investissement constituant le principal facteur d'expansion.

Les grands déséquilibres – dont témoigne l'important accroissement du déficit commercial et de celui des opérations courantes, qui ont atteint 10 % et 5½ % du PIB respectivement en 1979 – ne sauraient s'expliquer uniquement par l'élargissement du déficit net au titre des importations de pétrole². L'accroissement rapide de la dette

2. Alors que la facture nette des importations de pétrole a augmenté d'environ 1.6 milliard de dollars entre 1973 et 1979, le déficit des opérations courantes est passé de 1.2 milliard à 3.7 milliards.

extérieure et l'accélération de l'inflation, dont le taux a presque triplé pour avoisiner 40 % dans les premiers mois de 1980, ont conduit le gouvernement à prendre d'urgence des mesures correctrices et à modifier notablement les objectifs et la politique économiques. A partir du milieu de l'année 1980, l'objectif prioritaire a été de réduire le déficit de la balance des paiements en limitant la demande intérieure. L'évolution qu'avaient connue jusque là l'investissement fixe et la consommation publique s'est inversée à la fin de 1980 et, sous l'effet conjugué de l'action gouvernementale et de l'accélération de l'inflation, les gains réels moyens ont subi une importante compression. La Résolution économique pour 1981 a conservé une orientation restrictive, l'accent étant mis sur la réaffectation des ressources en faveur du secteur extérieur et des bénéfiques, et aux dépens de l'investissement et des gains réels moyens, qui ont les uns et les autres accusé une forte baisse pour la deuxième année consécutive. La demande intérieure totale a, de ce fait, fléchi en 1981, ce qui, conjugué à la limitation des importations, s'est traduit par une nette diminution du déficit extérieur courant. Ces résultats, quoique importants en eux-mêmes, se sont révélés insuffisants pour contenir les forces inflationnistes qui s'étaient accumulées depuis 1978. Les mécanismes mis en place pour réaffecter les ressources en faveur des bénéfiques et aux dépens des gains (l'accent étant mis sur leur évolution relative) expliquent dans une large mesure l'accélération de l'inflation, dont le taux a atteint le niveau record de près de 50 % au premier semestre de 1981, avant de redescendre à un peu moins de 40 % vers la fin de l'année.

L'inflation et, plus encore, l'augmentation de la dette extérieure, dont le coût du service s'est rapidement accru, ont conduit le gouvernement à resserrer encore son action dans la Résolution économique pour 1982. La dette extérieure avait plus que doublé entre le début de 1978 et la fin de 1981, ce qui, conjugué à la forte hausse des taux d'intérêt internationaux, avait porté le ratio du service de la dette de moins de 20 % des recettes totales d'exportation à 25 % au cours de cette période. Les objectifs de croissance ont, en conséquence, été abaissés pour 1982, les autorités tablant sur une contraction de la demande intérieure, accompagnée d'une nette diminution du taux d'inflation et d'un retour de la balance extérieure courante à une situation proche de l'équilibre. En même temps, le Plan 1981-1985 a fait l'objet d'une première révision dans le sens d'objectifs de croissance moins ambitieux, et une Commission de stabilisation, composée de hauts fonctionnaires, a été chargée d'étudier et de proposer des mesures destinées à corriger les déséquilibres structurels qui faisaient obstacle au retour à une croissance capable de s'alimenter d'elle-même.

Cependant, l'évolution observée au premier semestre de 1982 s'est considérablement écartée des prévisions officielles, surtout en ce qui concerne la balance des paiements. De surcroît, après la mise en place de nouvelles institutions et de nouveaux dispositifs depuis la fin des années 70, la gestion économique est devenue plus difficile, le rôle et les pouvoirs des autorités fédérales se trouvant notablement réduits au profit de ceux des autorités et institutions établies au niveau des Républiques, ainsi qu'aux niveaux régional et local, d'où, corrélativement, un affaiblissement des mécanismes d'équilibrage du marché à l'échelon national. C'est dans les domaines des échanges extérieurs et intérieurs et de la formation des revenus et des prix que ces difficultés ont été le plus sensibles. L'instabilité des marchés internationaux de capitaux et la difficulté d'obtenir les types de financement souhaités ont obligé les autorités à prendre, au second semestre, de nouvelles mesures restrictives. Sous l'effet des mesures décrites ci-après, l'écart entre les résultats effectifs et les objectifs de la politique économique s'est quelque peu resserré à la fin de 1982.

Demande, production et emploi³

Contrairement aux objectifs de stabilisation, les gains réels moyens ont augmenté au cours des quatre premiers mois de 1982, l'inflation se ralentissant plus fortement que la croissance des gains nominaux moyens. Pour corriger cette évolution et inverser le mouvement ascendant de la consommation des ménages, les autorités ont, au début de l'été, fait pression sur les organismes socio-politiques et les agents économiques pour qu'ils freinent notablement la croissance des gains nominaux durant le reste de l'année. Sous l'effet de cette mesure et aussi d'une légère accélération de l'inflation, les gains moyens ont accusé une forte baisse en termes réels pendant le reste de l'année, leur recul étant de l'ordre de 3¼ % sur l'ensemble de 1982. A l'exception de l'auto-consommation qui, du fait de l'abondance de la production agricole, a augmenté dans des proportions considérables, toutes les principales autres composantes du revenu des ménages n'ont

Tableau 2. Compte des ménages¹

	1978	1979	1980	1981	1982 Estimations
Salaires nets et autres revenus des ménages					
dans le secteur socialisé ²	364.5	457.1	570.6	798.1	1 057.0
Transferts de Sécurité sociale	99.6	127.2	158.5	209.1	278.8
Salaires et traitements nets dans le secteur privé	49.2	59.0	77.9	113.4	148.6
Auto-consommation	39.5	49.6	65.2	97.9	137.1
Envois de fonds de l'étranger	58.6	65.6	110.3	156.2	} 399.4
Autres revenus	49.0	72.4	104.1	152.8	
Revenu total	660.4	830.9	1 086.6	1 527.5	2 020.9
Moins : Impôts ³ et charges	16.5	21.8	29.0	39.2	48.3
Revenu disponible	643.9	809.1	1 057.6	1 488.3	1 972.6
Consommation des ménages	525.0	670.1	878.2	1 218.7	1 600.4
Épargne	118.9	139.0	179.0	269.6	372.2
Encaisses et dépôts d'épargne	86.9	87.6	118.3	151.0	255.2
Épargne logement	43.9	56.9	71.8	101.3	127.6
Divers	-1.3	-0.3	-12.3	} 17.3	-10.6
Moins : Crédit net à la consommation	10.6	5.2	1.2		
Taux d'épargne ⁴ (pourcentage)	18.5	17.2	16.9	18.1	18.9
<i>Pour mémoire :</i>					
Variations réelles en pourcentage, aux prix de 1980					
Revenu disponible réel	7	3½	—	-½	1
Consommation des ménages	7	5½	½	-1½	—

1. Le compte des ménages est basé sur la définition SCN.

2. Les impôts et cotisations assis sur les salaires et traitements sont versés directement par les entreprises et autres organismes à l'Etat et aux diverses caisses (caisses de sécurité et d'action sociales principalement); aussi les salaires et traitements sont-ils donnés nets d'impôts et cotisation.

3. Impôts payés par les seuls titulaires de revenus supérieurs à 300000 dinars par an en moyenne, chiffre qui équivaut à deux fois et demi le salaire ou traitement moyen.

4. Le revenu des ménages et le taux d'épargne ne sont pas calculés ici sur la même base que dans le tableau F de l'annexe statistique. La contre-valeur en dinars des dépôts en devises n'est pas prise en compte dans le tableau E, qui fait apparaître en conséquence un taux d'épargne nettement inférieur.

Sources : Chiffres communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

3. Comme on l'a expliqué dans les Études économiques précédentes sur la Yougoslavie, la mode d'élaboration de certains comptes nationaux et de certaines statistiques relatives au commerce et aux paiements extérieurs pose constamment des problèmes qui rendent souvent difficile toute évaluation précise de l'évolution économique. Il est par exemple assez problématique de ventiler l'important écart statistique entre les diverses composantes de la demande. On trouvera dans les Notes techniques présentées en annexe un examen des principaux problèmes statistiques.

Tableau 3. Demande et production¹

	Milliards de dinars aux prix courants	Pourcentages de variation en volume et aux prix de 1980				
		1978	1979	1980	1981	1982 ²
Dépenses de consommation	1 143	7.0	5.2	0.7	-1.0	0.5
Consommation collective	198	5.0	7.9	2.7	-0.7	-1.6
Investissements fixes	664	13.5	6.4	-1.7	-9.3	-6.2
Demande intérieure finale	2 005	9.1	5.9	0.0	-3.9	-2.0
Formation de stocks ³	262	-4.6	4.3	1.4	3.0	-3.1
Demande intérieure totale	2 267	4.0	9.7	1.3	-0.8	-4.8
Solde des échanges avec l'extérieur ³	-76	-0.1	-2.4	5.3	3.2	2.7
Exportations	469	-1.9	3.3	8.9	13.1	-3.7
Importations	545	-1.3	9.6	-9.9	-2.1	-13.5
Ecart statistique	17	2.8	-0.7	-4.4	-1.0	3.0
Produit social	2 208	7.1	7.0	2.2	1.4	0.9
Secteur socialisé	1 934	9.1	7.2	2.4	1.3	0.3
Secteur privé, dans son ensemble	274	-4.6	5.8	0.8	2.3	5.3
Agriculture non comprise	53	4.2	6.3	3.8	1.3	1.3
Agriculture et sylviculture	313	-5.2	5.3	-0.1	2.8	6.6
Autres activités	1 895	9.4	7.3	2.6	1.2	0.1
Industrie	847	8.6	8.2	4.1	4.1	0.1
Construction	223	11.6	9.6	0.2	-4.7	-6.0
Services	825	9.5	5.9	1.7	-0.1	1.0
<i>Pour mémoire :</i>						
Concepts utilisés dans le SCN ⁴						
PIB aux prix du marché ⁵	2 410	7	6	1	1	1
Consommation des ménages	1 226	7	5	1	-1	0.0
Consommation des administrations publiques	381	6	5	2	-5	-1

1. Définitions et concepts yougoslaves. Pour les données détaillées correspondant aux définitions yougoslaves et à celles du SCN, se reporter à l'annexe statistique. La formation de stocks, les exportations et les importations ne sont pas calculées sur la même base que dans l'annexe statistique, ce qui s'explique par les difficultés de mesure de ces agrégats.

2. Estimations provisoires.

3. Contribution en points à la croissance du produit social mesurée par la variation de la formation de stocks (du solde des échanges avec l'extérieur ou de l'écart statistique) exprimé en pourcentage du PIB de l'année précédente.

4. Les variations en volume ont été estimées par le Secrétariat.

5. Les recettes nettes des facteurs s'élèvent à environ 5 % du PIB.

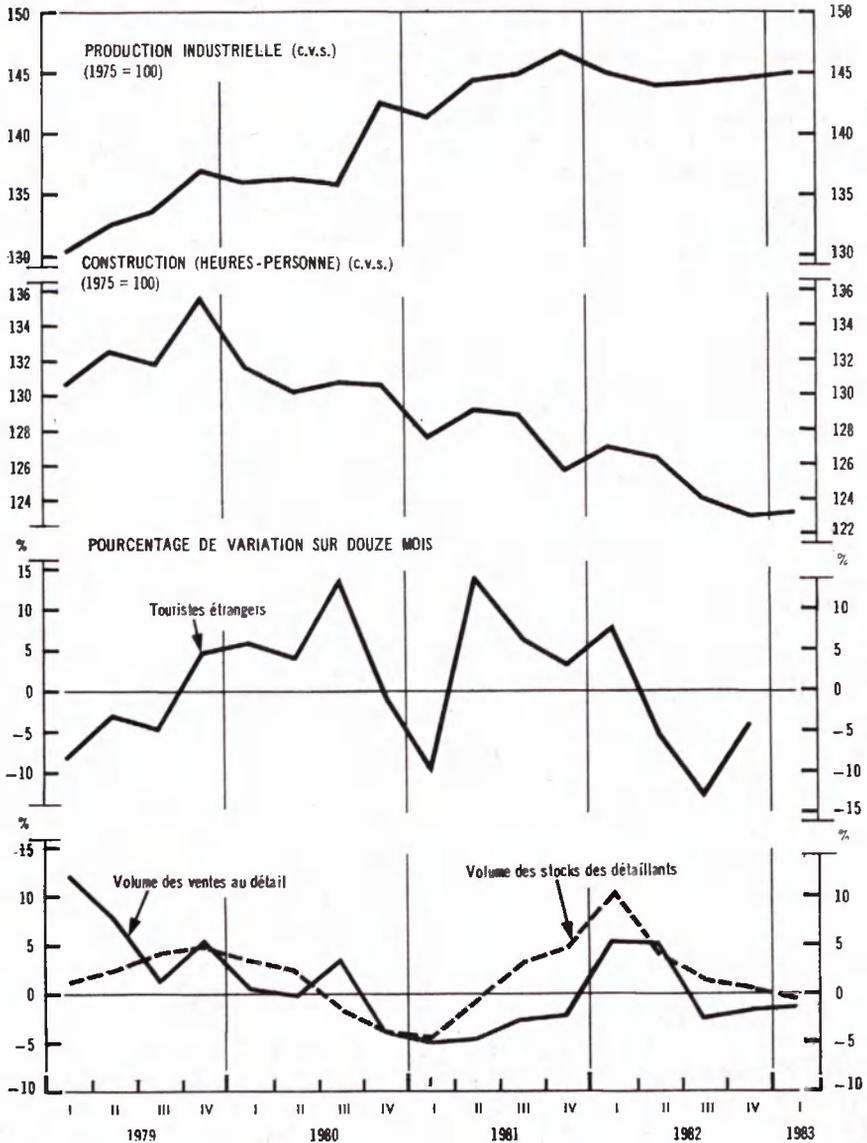
Sources : Chiffres communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

guère varié en termes réels. Par suite de la hausse du revenu disponible réel des ménages (tableau 2), les dépenses de consommation paraissent aussi avoir légèrement progressé (tableau 3)⁴. De plus, il semble que les achats de biens durables, surtout de véhicules particuliers, aient augmenté considérablement en termes réels, en raison sans doute de certaines craintes concernant l'évolution de l'inflation, et du fait aussi que les prix de ces produits ont augmenté beaucoup moins vite que la moyenne des prix de détail. Sous l'effet des mesures restrictives adoptées à partir du milieu de 1982, la consommation générale et collective du secteur public a accusé une baisse plus importante que celle qui avait été prévue pour l'ensemble de l'année 1982⁵.

4. Sur la base des définitions yougoslaves, les dépenses de consommation ont légèrement augmenté, tandis que la consommation des ménages sur la base du SCN (définitions de l'OCDE) (qui comprend aussi les dépenses de santé, d'éducation, de sécurité sociale, etc.) est restée stationnaire.

5. Sur la base du SCN la consommation des administrations publiques en termes réels a légèrement moins diminué.

Graphique 1. Indicateurs de conjoncture



Source : Index, renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

Comme en 1981, on a observé l'année dernière une forte baisse généralisée de l'investissement fixe, dont la part dans le PS est tombée à à peine plus de 28 % alors qu'elle était de 35 % trois ans auparavant. C'est de nouveau l'investissement public dans les domaines de l'administration, de la santé, de l'éducation et des activités sociales et autres qui a marqué le recul le plus important (environ 25 %). Outre les directives données aux organismes publics, le blocage d'une partie de leurs recettes et les restrictions imposées en matière de crédit expliquent la diminution plus forte que prévu de l'investissement dans le secteur public. De nombreux investissements consacrés à des

bâtiments neufs et à d'autres travaux de construction ont été supprimés, quitte à laisser certains projets inachevés. L'investissement résidentiel a également marqué une baisse plus forte que prévu en raison surtout, semble-t-il, d'une diminution de l'investissement privé dans ce secteur. En revanche, bien qu'importante, la baisse (5½ %) accusée par l'investissement « productif » (des entreprises, principalement) en 1982 semble avoir été un peu moins prononcée que prévu⁶. Apparemment, l'investissement productif a été plus vigoureux que prévu au premier semestre de 1982 et ce n'est qu'après l'intervention directe des autorités, au deuxième semestre, qu'il s'est notablement contracté. La majeure partie de l'investissement brut des entreprises en 1982 semble avoir été affectée au remplacement ou à l'extension des capacités existantes, seule une part relativement faible étant consacrée à de nouveaux projets.

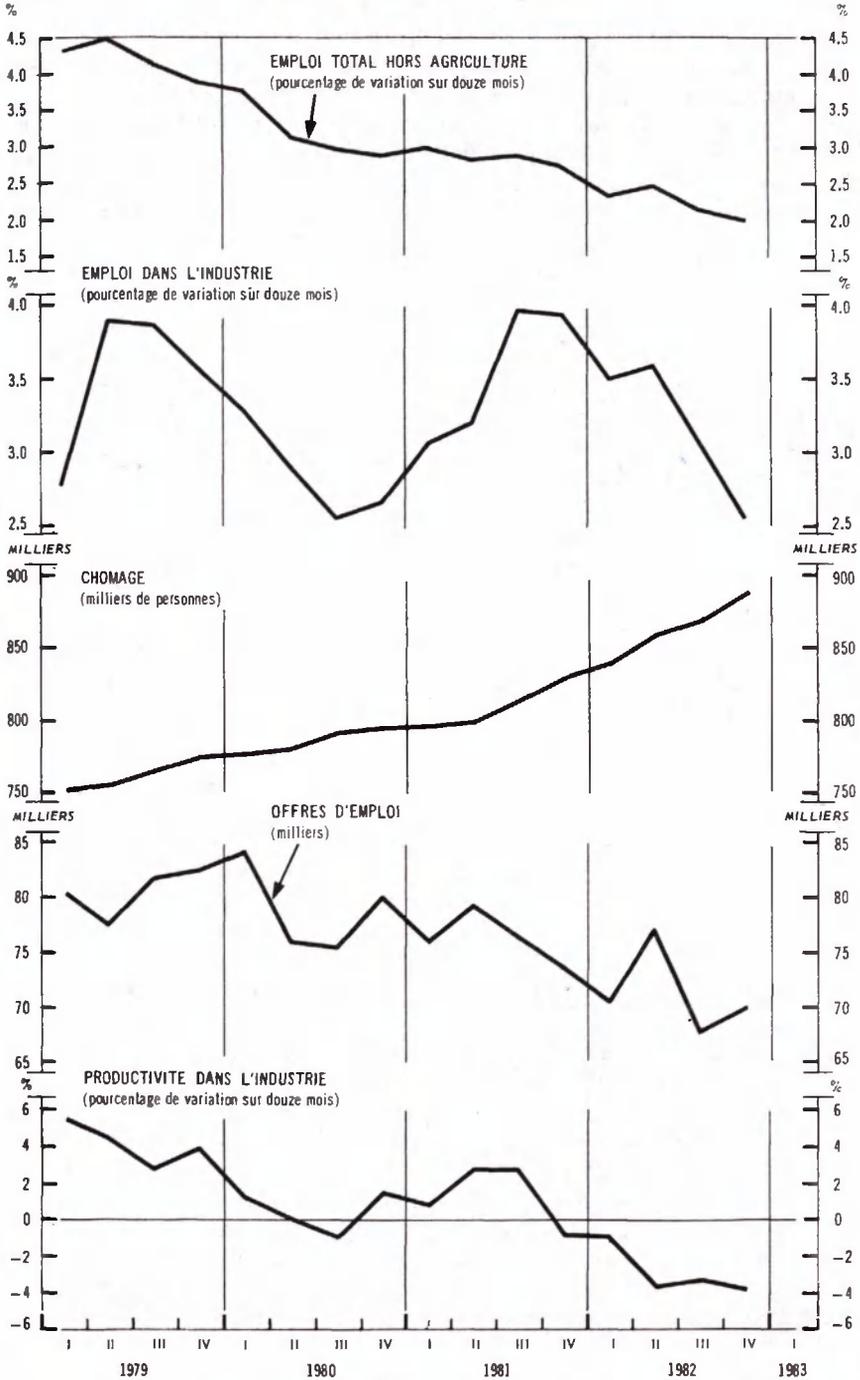
La demande intérieure finale a de nouveau fléchi en 1982, sa baisse cumulée atteignant environ 6 % depuis 1980 (tableau 3). Bien que la marge d'erreur concernant les données relatives à la formation de stocks soit importante, l'accumulation totale de stocks s'est probablement ralentie en 1982. Les stocks de produits importés ont légèrement diminué (en raison des restrictions à l'importation) et ceux de certains produits d'origine nationale ont rapidement augmenté du fait du fléchissement de la demande intérieure et de l'abondance de la production agricole. Du fait de la contribution négative de la variation des stocks, la demande intérieure totale a reculé d'environ 4¼ % l'année dernière, ce qui représente le fléchissement le plus important des trente dernières années. Cependant, le volume des importations a accusé une baisse substantielle (tableau 3) qui a plus que compensé celle de la demande totale, de sorte que le PS a, en fait, légèrement augmenté l'an dernier.

La production industrielle (construction non comprise) est restée à peu près stationnaire sur l'ensemble de l'année 1982, en partie à cause de difficultés d'approvisionnement (énergie et matières premières importées) et en partie à cause de la faiblesse de la demande. La production des industries extractives s'est accrue de quelque 2½ % tandis que celle du secteur manufacturier a accusé une légère baisse. Du fait de la contraction de l'investissement fixe, en particulier dans le bâtiment et les travaux routiers, la production du secteur de la construction a également enregistré un net recul. Dans le secteur des services, la production a augmenté un peu malgré le recul du tourisme étranger. A la faveur de bonnes conditions météorologiques et aussi d'une politique des prix très stimulante, l'agriculture a été le seul secteur dynamique, la croissance de la production ayant atteint près de 7 % l'an dernier. La production de toutes les cultures végétales (sauf le tournesol) et de l'élevage a fortement progressé.

Malgré la stagnation de la production et la faible croissance de l'emploi dans le secteur public (en raison de restrictions financières), l'emploi total hors agriculture a augmenté d'environ 2¼ % en 1982; cette croissance a été légèrement supérieure à la moyenne dans le secteur privé et légèrement inférieure dans le secteur socialisé. Si l'emploi a augmenté plus vite dans le secteur privé, c'est notamment parce qu'il est

6. Étant donné les imperfections des instruments macro-économiques du système décentralisé de la Yougoslavie, les autorités fédérales peuvent beaucoup moins agir sur l'investissement des entreprises que sur celui des organismes socio-politiques. Il a été difficile d'amener les entreprises à modifier rapidement leurs plans d'investissement pour les conformer à la Résolution économique, à moins que les pouvoirs publics n'interviennent directement. Ce n'est que lorsque la situation est devenue critique et que les autorités se sont senties obligées d'intervenir directement en mettant en œuvre des moyens importants, comme cela s'est produit au deuxième semestre de 1982, que des résultats ont pu être obtenus rapidement. De surcroît, étant donné les liens étroits d'ordre économique et souvent institutionnel qui unissent les entreprises et les banques locales (ces dernières s'étant toujours efforcées de satisfaire la demande de crédit des entreprises) et le développement rapide du crédit inter-entreprises, les problèmes de liquidités n'ont pas suffisamment pesé sur les décisions d'investissement des entreprises.

Graphique 2. Évolution du marché du travail



Source : Index ; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

difficile de trouver des emplois dans le secteur socialisé et que, à leur retour au pays, de nombreux travailleurs immigrés choisissent le secteur privé. Suivant la tendance observée en longue période, l'emploi féminin a augmenté beaucoup plus vite que l'emploi masculin (3½ % et 1¾ % respectivement). L'accroissement de l'emploi total s'est accompagné d'une baisse importante de la productivité dans les secteurs autres que l'agriculture, et ce pour la troisième année consécutive; dans l'industrie, la productivité a accusé un recul de 3 % pour la première fois depuis trente ans⁷. La construction est le seul secteur où l'emploi a diminué (de 1¾ %), mais cela n'a pas été suffisant pour empêcher une baisse de productivité de 4½ %.

La légère progression de l'emploi dans le secteur socialisé et dans les entreprises privées a contribué à maintenir à un rythme relativement lent la croissance du chômage, dont le taux était déjà élevé. En outre, les récoltes ayant été bonnes pendant deux années consécutives et les revenus agricoles ayant augmenté, l'exode des travailleurs du secteur agricole privé s'est probablement ralenti. Au total, le nombre des demandeurs d'emploi s'est établi l'année dernière à 860 000 personnes environ, soit à peu près 9 % de la population active totale (y compris la main-d'œuvre agricole). Abstraction faite des quelque 230 000 personnes qui ont un emploi mais qui souhaitent en changer, le nombre effectif de chômeurs pourrait s'établir au voisinage de 630 000 personnes, soit 6½ à 7 % de la population active. Si l'on ne tient pas compte du secteur agricole privé, le taux de chômage est de l'ordre de 10½ %. Ces chiffres sont élevés, mais, de surcroît, le chômage touche de façon inégale les différents groupes, certains étant plus gravement atteints. Les travailleurs qui ont déjà un emploi ne pouvant pratiquement pas le perdre, le chômage est principalement concentré sur les jeunes de moins de 25 ans qui, selon des estimations approximatives, représenteraient environ les quatre cinquièmes du nombre total de «vrais» chômeurs. A peu près la moitié des chômeurs sont des travailleurs qualifiés et des diplômés de l'enseignement supérieur. La plupart étant des jeunes qui n'ont jamais travaillé, moins de la moitié des chômeurs déclarés perçoivent des indemnités.

L'économie face à l'inflation

Le taux d'inflation s'est nettement ralenti au premier semestre de 1982, la hausse du coût de la vie d'une année sur l'autre tombant notamment de 38 % au quatrième trimestre de 1981 à 30 % au milieu de 1982. Cette évolution tient aux facteurs suivants :

- i) Les variations limitées que le taux de change «effectif» a accusées pendant plus d'un an jusqu'au début de l'automne 1981 ont commencé à produire leurs effets.
- ii) Les cours des produits de base sur le marché mondial ont nettement fléchi pendant la majeure partie de l'année 1982, et cette évolution s'est répercutée essentiellement sur les prix à la production des produits industriels, dont la hausse d'une année sur l'autre est tombée de 39 % au quatrième trimestre de 1981 à quelque 25 % au début de 1982.
- iii) Les effets inflationnistes des directives qui avaient régi, les deux années précédentes, l'évolution relative des revenus (et selon lesquelles la valeur ajoutée devait augmenter beaucoup plus que la masse salariale afin de favoriser l'accumulation de capital) se sont atténués, et la hausse des prix a commencé à se rapprocher davantage de l'évolution des coûts salariaux.

7. Dans un système où les entreprises sont autogérées, les licenciements sont extrêmement rares (en principe, les variations de la production et des bénéfices se répercutent sur les revenus des travailleurs) et les forces d'expansion, conjuguées aux pressions sociales qui s'exercent en faveur de la lutte contre le chômage, amènent les entreprises à continuer d'embaucher même si la production stagne.

Tableau 4. **Evolution des prix**
Pourcentages de variation

	1978 1975	1979	1980	1981	1982	Déc. 81 Déc. 80	Juin 82 Juin 81	Déc. 82 Déc. 81
Prix à la production								
Produits industriels,								
indice global	7.9	13.2	27.3	44.6	25.0	37.4	24.0	24.5
Biens d'équipement	9.5	6.1	12.3	24.6	15.8	18.7	16.2	18.1
Produits intermédiaires	7.2	16.1	34.3	48.1	27.1	40.8	26.0	26.1
Biens de consommation	8.5	11.1	21.1	44.2	24.8	36.3	23.2	24.5
Produits agricoles	12.9	25.6	35.6	51.5	34.9	38.5	44.1	37.8
Prix de détail, indice global	11.9	21.9	30.4	46.0	29.5	39.3	28.0	30.4
Produits agricoles	15.7	20.4	34.1	39.2	43.8	36.0	40.2	42.5
Produits industriels	11.3	22.9	31.6	49.4	28.6	41.5	26.0	29.5
Services	13.4	21.7	22.7	29.2	20.3	27.0	18.6	20.6
Coût de la vie, indice global	14.2	20.4	30.3	40.7	31.7	36.2	29.7	33.0
Biens	13.6	20.4	31.8	42.9	32.9	37.8	31.7	33.6
<i>dont :</i>								
Alimentation	16.0	18.3	31.5	42.9	38.8	38.0	37.9	40.7
Biens de consommation durables	11.9	22.1	29.4	52.1	27.8	49.4	28.0	23.9
Services	13.7	20.5	20.5	27.1	22.0	25.5	22.0	21.3
Prix à l'exportation¹	8.6	15	19	9	7			
Prix à l'importation¹	7.1	19	19	10	2			

1. En dollars des Etats-Unis. Ces pourcentages de variation sont assortis d'une marge d'erreur importante (surtout pour 1980 et 1981).
Sources : Indexs, *Bulletin statistique mensuel* de l'Office fédéral de statistiques et chiffres communiqués directement à l'OCDE.

- iv) Les taux de certaines taxes sur les ventes ont été abaissés et la hausse de certains prix réglementés limitée.
- v) La progression des gains moyens d'une année sur l'autre s'est légèrement ralentie en termes nominaux après le troisième trimestre de 1981.

Malgré le ralentissement substantiel enregistré au premier semestre de 1982, le taux d'inflation est resté nettement supérieur aux 20 % retenus comme objectif. Avec la disparition progressive de certains facteurs temporaires qui avaient exercé une influence favorable sur l'inflation, cela a conduit les autorités à prendre au deuxième semestre des mesures propres à limiter l'écart entre le taux effectif et l'objectif. Ainsi, en vertu d'une loi votée en juillet 1982, presque tous les prix de biens et services ont été placés sous le contrôle des autorités fédérales⁸, la « Communauté » fédérale des prix devenant la principale institution chargée de transmettre les demandes de relèvements de prix et les décisions prises en la matière. Malgré ces mesures et un ralentissement de la progression des gains moyens (tableau 5), la hausse des prix s'est accélérée au second semestre; d'une année sur l'autre, la hausse du coût de la vie atteignait près de 33 % à la fin de 1982, ce qui signifie que ce pourcentage a été nettement dépassé au cours du second semestre. Cette forte accélération découle directement de l'évolution des prix des produits agricoles, qui avaient déjà commencé à augmenter au début de 1982; afin de stimuler la production agricole, les autorités ont fixé au début de l'année des prix élevés (pour les denrées produites en 1982) et les agriculteurs privés opérant sur le marché « vert » ont aligné leurs prix sur les prix officiels de façon à compenser la forte hausse des

8. Cette loi suspendait provisoirement les pouvoirs des « Communautés » chargées de la fixation et du contrôle des prix au niveau des Républiques et aux échelons régional et local, lesquelles avaient été créées en 1981 dans le but de décentraliser la fixation des prix.

Tableau 5. **Gains moyens**
Pourcentage de variation sur un an

	1982 ¹ En milliers de dinars	1978 1975	1979	1980	1981	1982	Déc. 81 Déc. 80	Juin 82 Juin 81	Déc. 82 Déc. 81
<i>Variations nominales</i>									
Gains moyens nets dans l'ensemble du secteur socialisé	12 542	18.4	20.4	20.5	33.6	27.4	34	28.4	23.2
Secteur des entreprises dans son ensemble	12 329	18.1	20.7	20.9	35.0	27.4	35	29.0	23.3
Industrie et activités extractives	12 153	17.4	20.2	22.3	37.4	27.2	37	28.4	22.8
Agriculture	12 454	16.0	18.3	24.4	41.4	33.1	36	35.1	28.1
Construction	11 719	18.7	20.0	18.8	31.6	26.8	35	29.4	25.4
Transports	13 430	18.7	21.1	20.6	33.9	26.9	37	28.1	20.3
Commerce	11 962	18.9	21.9	17.6	30.1	28.2	30	29.8	25.8
Logement et services d'utilité publique	12 216	19.8	21.2	19.9	31.3	27.8	34	30.2	21.8
Services financiers et autres	15 547	20.1	20.2	16.7	29.3	25.7	31	26.6	20.5
Activités non économiques dans leur ensemble	13 658	19.8	19.6	18.9	27.5	27.1	28	25.7	23.1
Enseignement et activités culturelles	13 856	20.3	22.0	18.7	27.9	26.5	31	26.8	24.2
Santé et Sécurité sociale	12 966	19.3	20.9	17.6	28.8	27.1	31	28.1	22.1
Administrations publiques ²	14 269	19.6	15.2	20.8	25.6	27.9	23	21.6	22.6
<i>Variations en termes réels³</i>									
Gains moyens nets dans l'ensemble du secteur socialisé		4.3	0.0	-7.5	-5.0	-3.3	-1	-1.0	-7.4
Secteur des entreprises dans son ensemble		4.1	0.2	-7.2	-4.1	-3.3	-1	-0.5	-7.3
dont : Industrie		3.5	-0.2	-6.1	-2.3	-3.4	1	-1.0	-7.7
Agriculture		1.2	-1.7	-4.5	0.5	1.1	—	4.2	-3.7
Activités non économiques dans leur ensemble		5.3	-0.7	-8.7	-9.4	-3.5	-6	-3.1	-7.4
dont : Administrations publiques		5.6	-4.0	-7.3	-11.0	-2.9	-10	-6.2	-7.8
Coûts salariaux unitaires, indice global ⁴		16.0	17.3	21.3	36.0	31			
dont : Industrie		13.3	15.4	20.7	37	32	40	34	30

1. En milliers de dinars par mois.

2. Y compris les organisations socio-politiques.

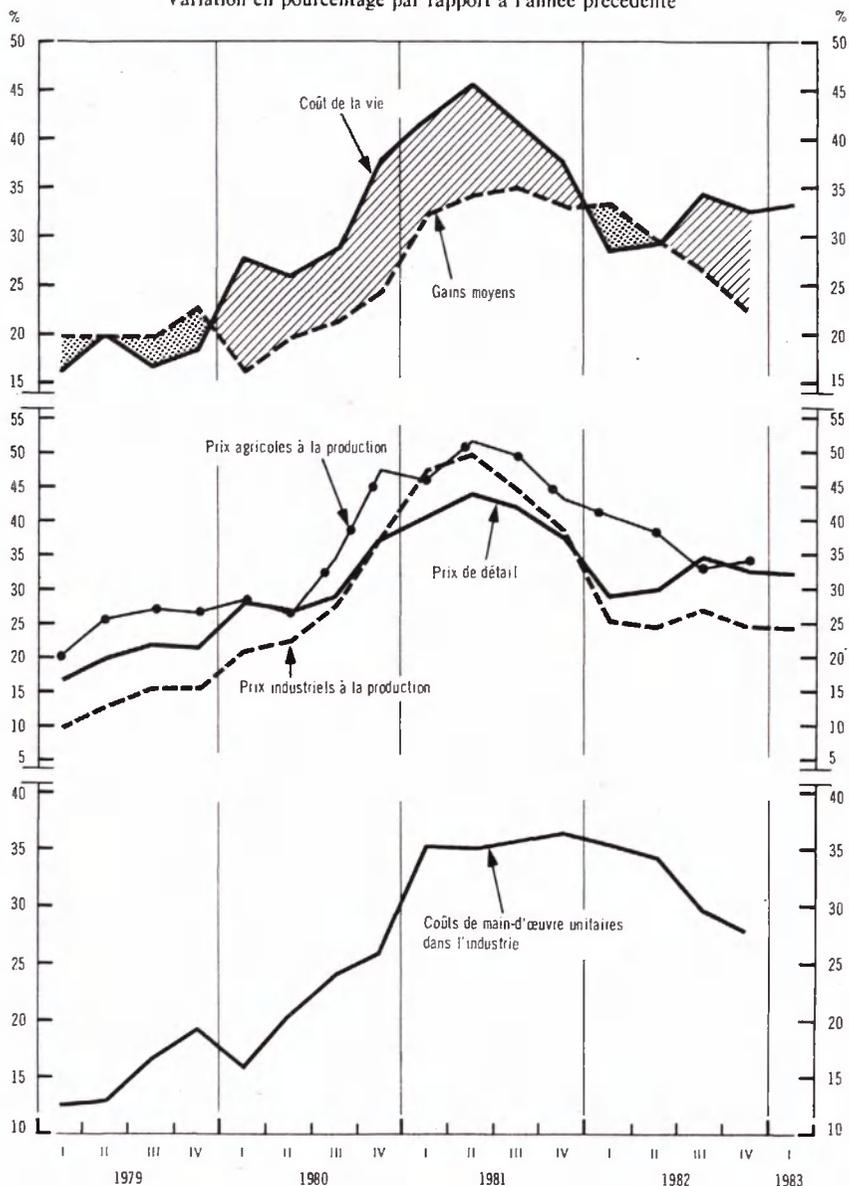
3. Après prise en compte de la variation de l'indice du coût de la vie.

4. Non compris l'agriculture; chiffres provisoires pour 1981.

Sources : Indeks, Bulletin statistique mensuel, Office fédéral de statistique.

coûts des facteurs de production (en particulier des engrais et des produits chimiques) depuis 1979. La baisse persistante du taux de change effectif et la quasi-interruption de la baisse des cours mondiaux des produits de base ont également commencé à influencer sur les prix intérieurs au second semestre de l'année. Les industries ne semblent pas avoir respecté la directive des autorités visant à limiter à un tiers environ de l'augmentation des coûts résultant de la dévaluation d'octobre 1982 le montant pouvant être répercuté sur leurs prix à la production.

Graphique 3. Indicateurs d'inflation
Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente



Source : Indeks ; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

Certains relèvements nécessaires de prix qui avaient jusqu'alors été maintenus à un niveau stationnaire ont également eu lieu au second semestre (par exemple les prix de l'énergie à la production ont augmenté d'environ 35 % entre août et octobre 1982). Le seul élément positif de l'évolution, par ailleurs décevante, observée sur le plan de l'inflation a été le léger ralentissement continu de la hausse des gains moyens d'une année sur l'autre, qui a été ramené de 28½ % au milieu de 1982 à 23 % environ à la fin de l'année. Cependant, la croissance de la production s'étant aussi ralentie et s'étant accompagnée d'un recul de la productivité, la décélération de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre d'une année sur l'autre a été légèrement plus faible dans l'ensemble des secteurs. Dans l'industrie, cette décélération a été relativement forte, le taux tombant de 40 % à la fin de 1981 à environ 30 % à la fin de l'année dernière. Ce freinage, conjugué à la faiblesse de la demande, a largement contribué à maintenir la hausse des prix industriels à la production d'une année sur l'autre au voisinage de 25 % tout au long de 1982. Le ralentissement de la hausse des prix des services (environ 20 %) s'explique principalement par l'augmentation relativement faible des loyers résultant en partie des décisions gouvernementales (18 % sur l'ensemble de l'année) et à la faible progression des salaires dans certains secteurs comme la santé et les transports.

II. BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTÉRIEURE

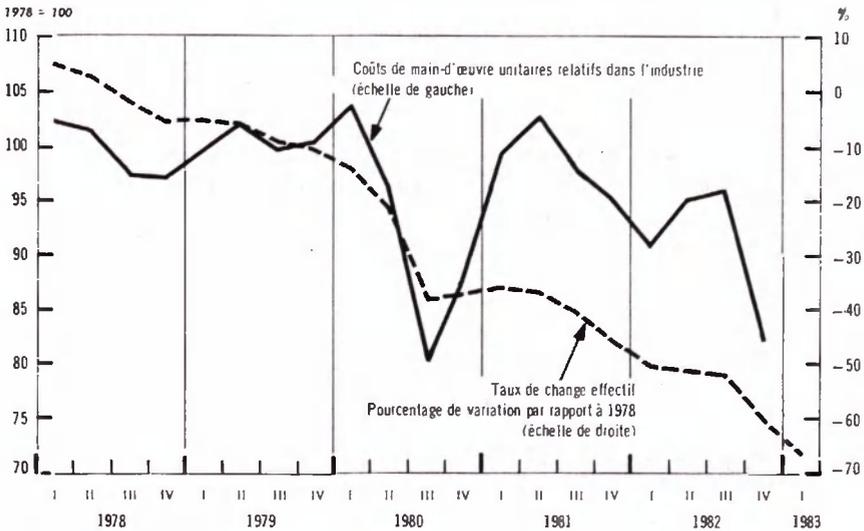
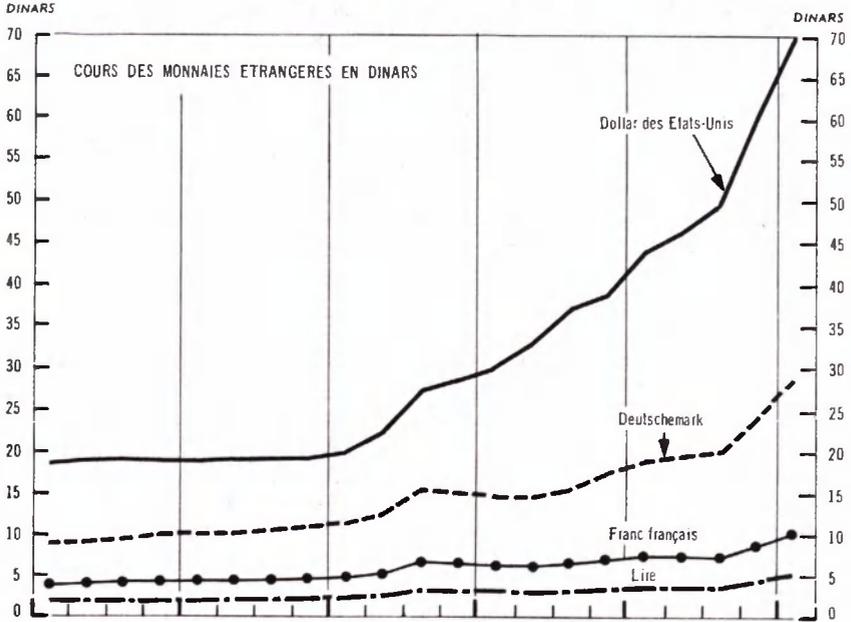
Comme on l'a vu dans la première partie, la situation de la balance des paiements ainsi que les problèmes connexes de la dette extérieure et du service de cette dette sont, depuis 1980, au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Or, malgré les mesures rigoureuses qui ont été prises, il s'est révélé plus long et plus difficile que ne l'avaient initialement prévu les autorités de ramener le déficit extérieur courant à un niveau plus acceptable. Cela s'explique, dans une certaine mesure, par la conjoncture internationale défavorable. La récession mondiale a ralenti la croissance des exportations, a pesé sur les recettes touristiques et a provoqué un renversement des flux migratoires nets, qui s'est accompagné d'une stagnation des envois nets de fonds des travailleurs expatriés. En outre, la forte hausse des taux d'intérêt internationaux a probablement contribué pour près de 1 milliard de dollars par an au déficit de la balance extérieure courante ces dernières années. Des facteurs d'origine interne ont, eux aussi, joué un rôle important. La mise en œuvre de mesures économiques à court terme n'a pas toujours été facile étant donné la résistance que ne pouvaient manquer de susciter les sacrifices considérables qui étaient demandés, et les délais d'ajustement des principaux moyens d'intervention, tels que les taux de change et les taux d'intérêt, ont compliqué le processus d'ajustement. La croissance rapide enregistrée entre 1973 et 1979, axée sur l'expansion de la demande intérieure, a eu non seulement des effets inflationnistes directs, mais s'est aussi traduite par de graves défauts d'efficacité dont les conséquences défavorables continuent de se faire sentir. La facilité d'accès au crédit et le coût fortement réduit du capital (les taux d'intérêt réels étant négatifs) sont en partie responsables de l'évaluation insuffisante des projets d'investissement, ce qui a inéluctablement abouti à un gaspillage considérable des ressources limitées, y compris des ressources en devises. Un grand nombre de projets d'investissement faisaient double emploi, notamment d'une république à l'autre, de sorte que de nombreuses branches d'activité travaillaient à un niveau nettement inférieur à leur capacité, avant même que ne s'amorce la récession, en 1980⁹. En outre,

9. Au sommet du cycle précédent, en 1979, la marge de capacité inutilisée dans l'industrie était de 20 %.

comme les différentes républiques avaient tendance à privilégier leurs propres industries, la concurrence à l'échelon national s'en est trouvée nettement affaiblie, tandis que s'opérait simultanément un cloisonnement des marchés intérieurs.

Le pays ayant un marché intérieur réduit, un développement axé principalement sur le remplacement des importations a entraîné la mise au point d'une gamme trop étendue de produits et de processus, et ce, au détriment de la spécialisation, des

Graphique 4. Taux de change



Source : OCDE. Principaux indicateurs économiques et estimations de l'OCDE.

économies d'échelle et du progrès technique. De ce fait, dans de nombreux secteurs industriels les coûts de production sont relativement élevés et, bien que le coefficient de capital ait fortement augmenté après 1973, le taux annuel de croissance de la productivité du travail dans l'industrie a fléchi, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, au cours de la seconde moitié des années 70, pour s'établir aux deux tiers environ de son niveau précédent en longue période. L'un des effets paradoxaux de la politique de remplacement des importations menée entre 1973 et 1979, et qui n'est pas sans rapport avec les difficultés actuelles, est que la dépendance à l'égard de l'étranger au lieu d'avoir diminué, s'est peut-être accentuée avec le temps, ainsi que le montre la part croissante des achats de matières premières et de produits intermédiaires (pétrole non compris) dans les importations totales (pétrole non compris) (graphique 5). Le rapport entre les importations de matières premières et de produits intermédiaires et la production industrielle a augmenté lui aussi, passant de 0.31 dans la période triennale qui a pris fin en 1979 à 0.34 dans les trois années suivantes.

Cette forte dépendance à l'égard de l'étranger a été démontrée par le fait que, ces trois dernières années, les limitations imposées aux importations de matières premières ont eu un effet nettement négatif sur la production industrielle et les exportations. De plus, pour se prémunir contre des pénuries, l'industrie a dû conserver des stocks importants de matières premières importées, ce qui a considérablement accru les coûts en devises. Un autre aspect du problème, qui n'est pas sans rapport avec le précédent, est que l'indice de dispersion des exportations de marchandises est presque aussi élevé en Yougoslavie que dans certains grands pays industrialisés de l'OCDE. En conséquence, du fait de leur extrême diversité, les produits fabriqués ont souffert d'un manque de compétitivité tant au niveau des prix que de la qualité, notamment sur les marchés très exigeants des pays de l'OCDE; en valeur, les exportations de marchandises vers les pays à monnaie convertible stagnent depuis 1980, malgré les efforts faits pour accroître la pénétration sur ces marchés. En volume, les ventes de marchandises dans ces pays ont peut-être en fait diminué depuis 1980; en 1982, les exportations à destination de la zone de l'OCDE ont probablement été inférieures à leur niveau de 1978. Les exportations réalisées dans le cadre d'accords de compensation, principalement vers les marchés des pays de l'Europe de l'Est, ont dans une certaine mesure contre-balanqué la baisse des exportations vers les pays à monnaie convertible, mais cela n'est qu'un pis-aller et souligne les problèmes actuels de l'économie yougoslave.

Malgré les obstacles conjoncturels et structurels évoqués plus haut, la balance des paiements s'est considérablement redressée au cours de la période de trois ans se

Tableau 6. Exportations et importations¹

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Exportations						
Valeur totale	7½	8	19	32½	13½	½
Volume	-3	-1	3½	10½	4½	-6½
Valeur moyenne	11	9	15	19½	9	7
Importations						
Valeur totale	30½	3½	34½	7½	-3½	-8½
Volume	15	-1½	12½	-10	-12½	-10
Valeur moyenne	13½	5	19	19½	10	2
Termes de l'échange	-2½	3½	-3½	-½	-1	5

1. Les valeurs totales et moyennes sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Note: Du fait de l'emploi d'un « taux de change statistique », les données sur les échanges comportent une forte marge d'erreur, notamment pour ce qui concerne les chiffres en volume et les valeurs moyennes à partir de 1980.

Sources: Chiffres communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

Tableau 7. Commerce extérieur
En milliards de dollars

	1981					1982					Janvier/février	
	T1	T2	T3	T4	Année	T1	T2	T3	T4	Année	1982	1983
Exportations, total	2.1	2.5	2.4	3.2	10.2	2.2	2.7	2.3	3.1	10.2	2.1	2.3
En monnaies convertibles	1.2	1.3	1.4	1.8	5.7	1.2	1.5	1.4	1.8	5.9	1.2	1.4
En monnaies non convertibles	0.9	1.1	1.2	1.3	4.5	1.0	1.2	0.9	1.3	4.4	0.9	0.9
Pays développés												
(zone de l'OCDE principalement)	0.6	0.6	0.7	0.9	2.8	0.7	0.7	0.7	0.8	2.9	0.7	0.7
Pays en développement												
CAEM	1.2	1.4	1.3	1.6	5.4	1.1	1.4	1.1	1.6	5.2	1.0	1.1
Importations, total	3.4	4.1	3.4	3.6	14.5	3.1	3.5	3.1	3.6	13.3	3.1	2.8
En monnaies convertibles	2.7	2.9	2.4	2.6	10.6	2.4	2.6	2.1	2.5	9.6	2.4	1.9
En monnaies non convertibles	0.7	1.2	1.0	1.0	3.9	0.7	0.9	1.0	1.1	3.7	0.7	0.9
Pays développés												
Pays en développement	1.8	1.9	1.7	1.7	7.2	1.6	1.9	1.4	1.9	6.8	1.6	1.2
CAEM	0.7	0.7	0.5	0.7	2.5	0.6	0.5	0.5	0.3	1.9	0.6	0.4
Solde commercial												
En monnaies convertibles	-1.3	-1.6	-1.0	-0.4	-4.3	-0.9	-0.8	-0.8	-0.5	-3.1	-1.0	-0.5
En monnaies non convertibles	-1.5	-1.6	-1.0	-0.8	-4.9	-1.2	-1.1	-0.7	-0.7	-3.7	-1.2	-0.5
Pays développés												
Pays en développement	0.2	-0.1	0.2	0.3	0.6	0.3	0.3	-0.1	0.2	0.7	0.2	0.0
CAEM	-1.2	-1.3	-1.0	-0.8	-4.4	-0.9	-1.2	-0.7	-1.1	-3.9	-0.9	-0.5
Pays en développement												
CAEM	-0.4	-0.2	0.1	-	-0.5	-0.2	0.1	-	0.3	0.2	-	0.1
CAEM	0.3	-0.1	-	0.4	0.5	0.1	0.3	-	0.2	0.6	-0.1	-0.1

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

terminant en 1982. Le déficit commercial a fortement diminué pour s'établir à 3 milliards de dollars environ en 1982, ce qui représente moins de la moitié du maximum enregistré en 1979 (tableau 8) et un peu moins de la moyenne observée entre 1976 et 1978. Compte non tenu des importations nettes de pétrole et de gaz, le déficit commercial est tombé l'année dernière à 175 millions de dollars, chiffre le plus bas enregistré depuis quinze ans. De même, le déficit de la balance des opérations courantes, après avoir culminé à 3½ milliards de dollars en 1979, a accusé une baisse régulière, s'établissant à ½ milliard de dollars l'année dernière. Les résultats enregistrés avec la zone à monnaies convertibles ont, en revanche, été moins satisfaisants. La réduction du déficit commercial a été moins importante et, en raison aussi du coût élevé des paiements d'intérêts et des évolutions défavorables des recettes provenant du tourisme et des envois de fonds nets des travailleurs émigrés, le déficit de la balance courante avec les pays de la zone à monnaies convertibles s'est établi, l'année dernière, à 1½ milliard de dollars environ, soit à un niveau presque deux fois plus élevé que l'objectif officiel et légèrement supérieur à celui de 1978.

Évolution des échanges¹⁰

Ces dernières années, l'évolution des échanges a été influencée par un certain nombre de facteurs dont les effets sont difficilement dissociables. Les variations du taux de change ont eu, à différentes reprises, des effets déstabilisateurs, le taux de change effectif accusant d'importantes fluctuations en termes réels. Immédiatement après la dévaluation du milieu de 1980, des gains de compétitivité importants ont été réalisés. Toutefois, dans l'année qui a suivi, ces gains ont pratiquement tous été neutralisés malgré la dépréciation continue du dinar; l'inflation a été beaucoup plus forte en Yougoslavie que chez ses partenaires commerciaux et a amplement compensé les effets de la dépréciation de la valeur nominale du dinar. Après le milieu de l'année 1981, la monnaie yougoslave s'est de nouveau légèrement dépréciée en termes réels, mais cette tendance s'est inversée au début de 1982; à la mi-octobre 1982, le niveau du taux de change effectif en termes réels était nettement défavorable à la compétitivité, empêchant ainsi l'ajustement souhaité de la balance des paiements. La dévaluation de 17 % qui est intervenue le 21 octobre 1982 n'a pas pu avoir une incidence sensible sur les échanges en 1982; les effets positifs de cette dévaluation sur la balance commerciale se feront sentir essentiellement en 1983 et en 1984. Bien que modéré, le redressement temporaire de la demande intérieure observé au premier semestre de 1982 a eu, lui aussi, des effets négatifs sur les échanges, avec une augmentation du déficit commercial par rapport au second semestre de 1981. La politique économique plus restrictive menée à partir du milieu de 1982, la limitation des importations et, à un moindre degré, les mesures prises en octobre 1982 (se reporter à la quatrième partie) ont permis de ramener progressivement le déficit commercial à 2¼ milliards de dollars (taux annuel désaisonnalisé) au quatrième trimestre de l'année dernière, contre 3,4 milliards pendant les neuf mois précédents.

Après avoir rapidement progressé en 1980 et en 1981, les exportations de marchandises ont stagné en valeur en 1982, ce qui implique une forte contraction de leur volume (tableau 6). Outre les raisons mentionnées plus haut, des facteurs d'ordre

10. Les problèmes statistiques posés par l'analyse quantitative des échanges extérieurs sont examinés dans les Notes techniques de l'annexe. Ils tiennent surtout à l'utilisation de taux de change fixes, d'où des variations considérables dans les chiffres mesurant les échanges; c'est ainsi que, dans les tableaux K et L de l'annexe statistique, le taux de change statistique retenu (suivant les statistiques yougoslaves) est de 27.30 dinars pour 1 dollar, ce qui donne pour 1981 des chiffres d'importations et d'exportations un peu supérieurs à ceux du tableau 8 (fournis par la Banque Nationale de Yougoslavie) qui sont fondés sur un taux de change de 41,80 dinars pour 1 dollar.

Tableau 8. **Balance des paiements**
En milliards de dollars

	1978		1979		1980		1981		1982	
	Total	Pays à monnaie convertible	Total	Pays à monnaie convertible	Total	Pays à monnaie convertible	Total	Pays à monnaie convertible	Total	Pays à monnaie convertible
Exportations	5.8	4.0	6.8	4.8	9.0	5.6	10.2	5.7	10.2	5.8
Importations	10.4	8.4	14.0	11.4	15.1	11.3	14.5	10.6	13.3	9.6
Solde commercial	-4.6	-4.4	-7.2	-6.6	-6.1	-5.7	-4.3	-4.9	-3.1	-3.8
Recettes touristiques nettes	1.0		1.0		1.5		1.6		1.4	1.4
Envois nets de fonds des émigrants	1.7		1.7		1.5		1.7		1.2	1.2
Recettes nettes au titre des transports	0.6		0.7		0.8		0.9		1.0	0.9
Versements d'intérêts nets	-0.3		-0.6		-1.1		-1.6		-1.8	-1.7
Divers	0.3		0.8		1.1		0.8		0.8	0.6
Recettes invisibles nettes	3.3	3.1	3.6	3.3	3.8	3.5	3.4	3.1	2.6	2.3
Solde des opérations courantes	-1.3	-1.3	-3.6	-3.3	-2.3	-2.2	-1.0	-1.8	-0.5	-1.4
Mouvements nets de capitaux à long terme	1.6	1.4	1.3	1.2	1.9	1.8	0.7	0.7	0.7	0.7
Mouvements de capitaux à court terme	0.1	0.1	0.2	0.2	0.7	0.7	0.2	0.2	-0.5	-0.5
Soldes bilatéraux	-0.1		0.7		0.4		-0.8		} 0.1	0.2
Divers, y compris erreurs et omissions	0.1	0.2	-	0.5	-0.9	-0.5	0.5	0.5		
Variation de réserves officielles (accroissement = -)	-0.4	-0.4	1.4	1.4	0.2	0.2	0.4	0.4	0.2	1.0
<i>Pour mémoire :</i>										
Solde des opérations courantes en pourcentage du PIB	2 ₁	2 ₁	5 ₁	5	3 ₁	3 ₁	1 ₁	2 ₁	1	2 ₁
<i>Non compris les échanges de pétrole et de gaz</i> (en milliards de dollars)										
Déficit des opérations courantes	-0.0		-1 ₁		-1 ₁		2 ₁		2 ₁	
Déficit commercial	-3 ₁		-5 ₁		-3		-1		-1	

Note : Les chiffres entre parenthèses sont des estimations approximatives.
Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

conjoncturel et les mesures protectionnistes ont aussi contribué à la légère perte de parts de marchés extérieurs. Les ventes aux pays de la zone de l'OCDE ont été médiocres (tableau 7), en raison, dans une certaine mesure, de la faiblesse de la demande de matières premières et de produits alimentaires qui représentent une part importante des exportations yougoslaves vers cette zone. Le fléchissement des exportations à destination des pays du CAEM s'explique en grande partie par les restrictions instituées dans certains pays, notamment en Pologne. En outre, afin d'encourager l'exportation vers les pays à monnaie convertible, les autorités n'ont pas déprécié le taux de change « comptable » appliqué aux transactions avec les pays à monnaie non convertible dans les mêmes proportions que le taux officiel (appliqué aux transactions avec les pays à monnaie convertible), de sorte que les ventes aux pays à monnaie non convertible sont devenues un peu moins intéressantes. En valeur, les exportations de biens de consommation (produits agricoles y compris) ont, en fait, légèrement diminué, tandis que les exportations de machines ont fortement progressé, du fait principalement des ventes aux pays de l'Europe de l'Est qui constituent un marché important d'exportation de machines.

Les importations de marchandises ont diminué de 8 % environ en valeur et d'un peu plus de 10 % en volume. Les importations en provenance de toutes les grandes zones se sont contractées, en valeur, notamment celles provenant des pays en développement (d'un quart environ). Cela s'explique dans une certaine mesure par la diminution des achats de pétrole et de produits alimentaires, imputable aux restrictions et aux récoltes exceptionnellement abondantes de l'année dernière. Les importations de pétrole sont tombées de 11¼ millions de tonnes environ en 1979 à 8½ millions l'année dernière, soit une baisse de 28 % environ dont 9 % en 1982. Ce sont les importations en provenance des pays industrialisés (principalement des pays de l'OCDE) qui, en valeur, ont accusé la baisse la plus faible, ce qui témoigne de la forte dépendance de l'économie yougoslave à l'égard des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Les importations de biens de consommation finale ont reculé de 13 % environ en valeur et, en volume, d'approximativement 20 %; toutefois, comme leur part dans les importations totales est faible, cette diminution a eu des effets relativement limités sur l'ensemble des achats à l'étranger.

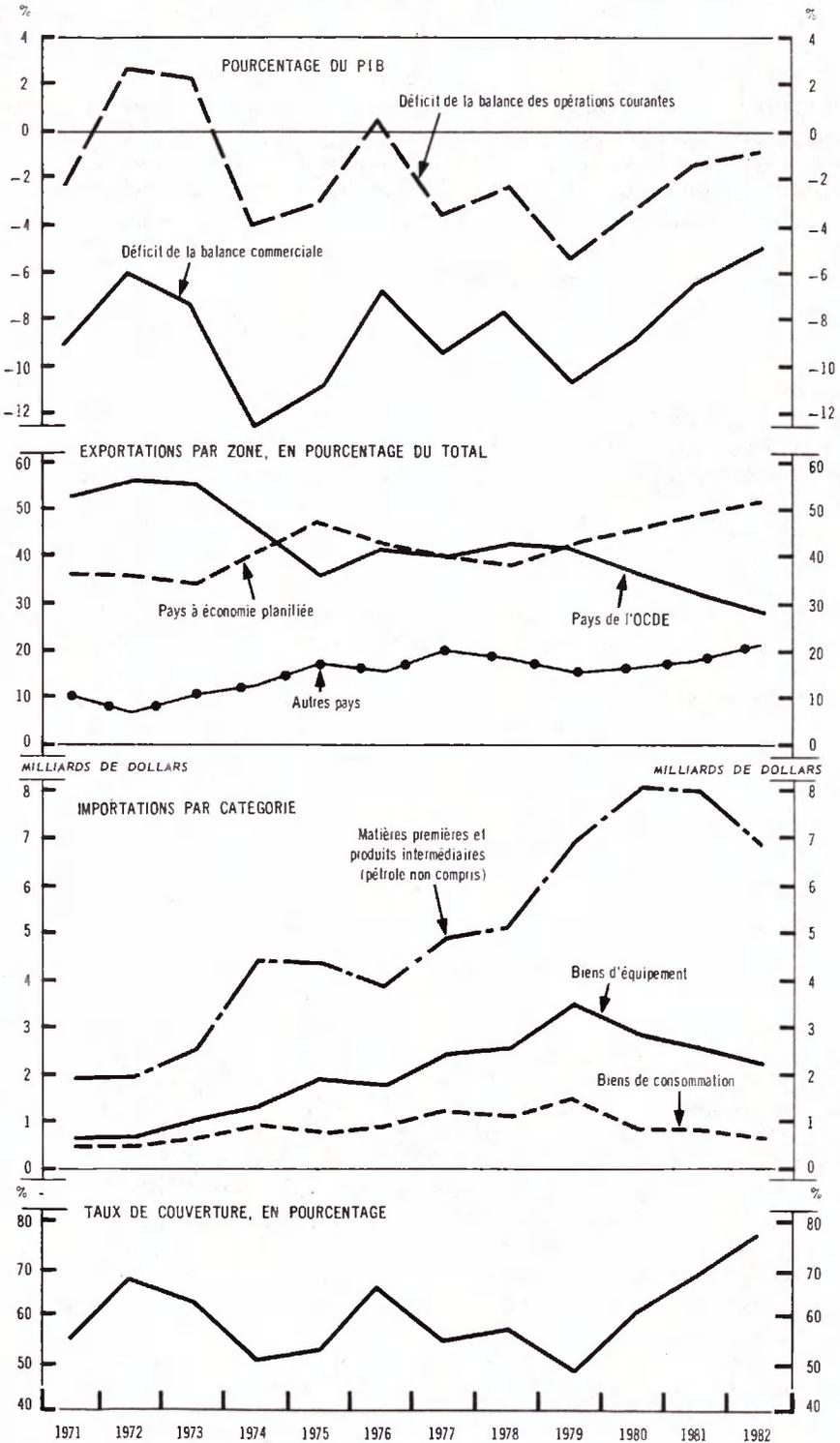
Opérations invisibles et mouvements de capitaux

En 1981 et 1982, les principales composantes de la balance des invisibles ont connu une évolution défavorable, le mouvement régulièrement ascendant de l'excédent net de ce poste s'inversant pour la première fois depuis le début des années 50; l'année dernière, cet excédent a diminué d'environ un quart (tableau 8), revenant ainsi à son niveau de 1975. Le solde net des envois de fonds des travailleurs expatriés a fortement diminué¹¹; du fait des incertitudes concernant la situation financière intérieure ainsi que des variations irrégulières du taux de change, les entrées brutes de fonds ont fortement fléchi et les sorties brutes ont, de leur côté, nettement augmenté¹². La baisse des recettes nettes tirées du tourisme s'explique par une diminution, estimée à 10 %, du nombre de touristes étrangers. En outre, la contraction des revenus des particuliers dans la zone de l'OCDE, la crainte de pénuries d'essence, des coupures d'électricité, l'absence de revues et journaux étrangers, liée au souci d'économiser des devises, et les rumeurs de l'éventualité d'autres pénuries ont eu une influence très défavorable sur le tourisme l'année dernière. Les recettes tirées des transports ont subi, elles aussi, les effets de la

11. Cette baisse est encore plus marquée si, au lieu des taux bilatéraux fixes appliqués aux statistiques, on utilise les taux de change effectifs. Voir notes techniques en annexe.

12. Sont compris dans ces sorties de capitaux les transferts directs à l'étranger, les frais de voyage des touristes yougoslaves, les paiements au titre d'achats directs de biens à l'étranger, etc.

Graphique 5. Échanges internationaux



Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

crise mondiale dans le secteur des transports maritimes. Enfin, les paiements d'intérêts ont enregistré une nouvelle et forte progression, atteignant près de 2 milliards de dollars.

Les incertitudes croissantes qui se sont manifestées sur les marchés internationaux de capitaux et la lourde charge représentée par le service de la dette ont eu une incidence importante sur les mouvements de capitaux. Les banques étrangères s'efforçant de réduire leurs risques, les prêts commerciaux à moyen terme sont devenus plus difficiles à obtenir. Le volume des prêts à long et à moyen terme provenant de sources privées a été à peine supérieur à celui des paiements effectués au titre de l'amortissement de la dette de sorte que l'endettement net en monnaies convertibles auprès du secteur privé a légèrement progressé. La position vis-à-vis des banques commerciales a fait apparaître un certain excédent des remboursements sur les concours obtenus. En revanche, la dette à court terme, qui avait rapidement augmenté entre 1979 et 1981 (du fait, notamment qu'il était difficile d'obtenir des prêts à échéance plus longue), a diminué de 1/2 milliard de dollars environ en 1982. Les banques commerciales étrangères ont retiré une proportion considérable de leurs dépôts à court terme dans les banques yougoslaves, et il se pourrait également que les remboursements des crédits fournisseurs aient légèrement dépassé le montant des crédits obtenus (compte tenu, aussi, d'un accroissement des crédits fournisseurs yougoslaves à l'étranger).

La réduction de la dette à court terme s'est inscrite dans la ligne d'action des autorités qui souhaitent avoir un calendrier d'échéances plus favorable en réduisant la part de la dette à court et à moyen terme. Le recours aux crédits de la BIRD et du FMI a légèrement augmenté, ce qui a à peu près compensé la légère diminution du montant net des emprunts publics ou assortis d'une garantie publique. Au total, pour la première fois depuis de nombreuses années, le solde net des mouvements de capitaux (erreurs et omissions comprises) a été légèrement déficitaire en 1982 (crédits du FMI non compris). Le déficit du compte des opérations en capital, en devises convertibles, s'est chiffré à un quart de milliard de dollars environ pour donner, avec le déficit de la balance des opérations courantes, un déficit total en monnaies convertibles de l'ordre de 1 1/2 milliard de dollars. Ce déficit a été financé par des prélèvements sur les réserves officielles pour un peu plus de 1 milliard de dollars et par le recours aux crédits du FMI à hauteur d'un peu plus de 1/2 milliard de dollars. En devises non convertibles, les sorties de capitaux ont été amplement compensées par l'excédent de la balance courante, de sorte que le solde combiné des opérations courantes et des opérations en capital en monnaies non convertibles a dégagé, l'année dernière, un excédent de trois quarts de milliard de dollars.

Dettes extérieures

La progression des emprunts à l'étranger pour financer l'expansion rapide de la demande intérieure et l'ajustement tardif de l'économie après les deux chocs pétroliers ont entraîné un gonflement important de la dette extérieure nette en devises convertibles, qui est passée de 4 milliards de dollars environ en 1973 à 18 1/2 milliards de dollars en 1982, plus de la moitié de cette augmentation étant intervenue au cours des quatre dernières années. Les principales catégories de crédits ont toutes enregistré une augmentation rapide – qu'il s'agisse des crédits financiers, des crédits à moyen terme et des crédits fournisseurs pour financer les importations de marchandises, ou des crédits et des dépôts bancaires à court terme. Ces crédits sont, dans une proportion d'environ trois quarts, libellés en dollars des États-Unis et un peu plus de la moitié d'entre eux sont assortis de taux d'intérêt flottants (surtout les prêts les plus récents). Les emprunts contractés auprès de sources extérieures privées représentent un peu moins des deux-tiers de l'endettement extérieur de la Yougoslavie, le reste étant constitué par des emprunts auprès de sources publiques (ou assortis de garanties publiques), dont un peu

plus de 1½ milliard de dollars auprès de la BIRD. Le calendrier d'échéances s'est considérablement raccourci ces dernières années, en partie en raison de l'évolution générale sur les marchés internationaux, mais aussi en raison de l'accroissement de la part des dépôts à court terme dans les banques yougoslaves, en particulier depuis 1978. Le montant de la dette extérieure en monnaies non convertibles a très peu varié et les charges y afférentes, qui se chiffrent à 1½ milliard de dollars, ne posent pas de problème.

Tableau 9. Dette extérieure
Monnaies convertibles, en milliards de dollars

	1973	1975	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Endettement brut total	4½	6½	9½	11½	15	18½	20	20
à déduire : Créances	½	½	1	1	1½	1½	1½	1½
Endettement net total	4	5½	8½	10½	13½	17½	18½	18½
dont :								
Dette publique totale		2½	2½	3½	3½	4½	6	6½
envers : FMI	½	½	½	½	½	½	1½	1½
BIRD	½	½	½	1	1½	1½	1½	1½
Divers	1	1½	1½	2½	2	2½	3½	3
Exigibilités des banques commerciales	½	½	1½	2½	4½	6½	6½	6½
Versements d'intérêts	½	½	½	½	½	1½	2	2
Amortissement	½	1	1½	1½	2	2½	2	2
Service de la dette, total	1	1½	1½	1½	2½	3½	4	4
(En pourcentage du total des recettes extérieures courantes)	(19)	(19)	(19)	(18)	(20)	(20)	(21)	(24)

Note : Ces chiffres ne sont pas des estimations précises ; la marge d'erreur maximale est, au maximum, de ½ milliard de dollars en plus ou en moins pour les dernières années. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : OCDE, *Endettement extérieur des pays en développement* ; *Annuaire du FMI* ; *Rapport annuel* de la Banque nationale de Yougoslavie et estimations de l'OCDE.

Ces dernières années, le coût du service de la dette extérieure en monnaies convertibles a progressé plus rapidement que la dette totale ; de 1¾ milliard de dollars en 1978, le service de la dette est passé à 4 milliards en 1982, soit respectivement, 18 et 24 % des recettes totales courantes. Le taux est un peu plus élevé en monnaies convertibles. Alors que, en 1978, l'amortissement représentait environ les trois quarts du service de la dette, sa part est tombée à un peu moins de la moitié l'année dernière. A cela deux raisons : d'une part, la forte hausse des taux d'intérêt nominaux depuis 1980 s'est conjuguée au gonflement de l'encours de la dette ces dernières années et, d'autre part, une proportion substantielle des nouveaux emprunts contractés ces dernières années n'est pas encore venue à échéance. Cependant, étant donné que la plupart des emprunts contractés récemment sont des emprunts à moyen terme, les remboursements deviendront de plus en plus importants au fil du temps, entraînant un alourdissement du poids de l'amortissement au cours des deux prochaines années, aussi bien par rapport au coût total du service de la dette qu'en valeur absolue. D'après les indications dont on dispose actuellement, le ratio du service de la dette devrait continuer d'augmenter en 1984. Mais son évolution au cours des deux ou trois prochaines années dépendra naturellement du niveau des taux d'intérêt sur les marchés internationaux de capitaux, de la part des crédits à long terme dans les crédits qui seront consentis à la Yougoslavie à l'avenir et du degré de réussite des politiques de stabilisation sous l'angle du développement des exportations de biens et services à destination des pays à monnaie convertible.

III. POLITIQUES MONÉTAIRE ET BUDGÉTAIRE EN 1982¹³

Politique monétaire

La régulation de la demande fait largement appel à la politique monétaire, le principal instrument utilisé étant le plafonnement du crédit. Or, jusqu'à ces dernières années, l'expansion du crédit avait, en général, été excessive, du fait notamment que les taux d'intérêt nominaux avaient été maintenus à un faible niveau, ce qui, compte tenu de l'inflation rapide, impliquait des taux réels fortement négatifs. Cependant, depuis 1980, une meilleure maîtrise de l'expansion du crédit a permis d'améliorer la régulation monétaire. En 1982, les autorités ont relevé la plupart des taux d'intérêt, dont les niveaux sont toutefois restés inférieurs au taux d'inflation, et de nouvelles hausses importantes sont intervenues au début de 1983.

En 1982, dans le cadre de leur politique de stabilisation, les pouvoirs publics ont décidé de mettre en œuvre une politique monétaire assez restrictive. Les objectifs de croissance du crédit intérieur et de la masse monétaire pour la période de 12 mois s'achevant en décembre 1982 ont été fixés à 17 % environ. Les prêts des banques commerciales ont été soumis à un plafonnement trimestriel, mais, certaines d'entre elles ayant dépassé leur contingent de crédits au premier semestre, les autorités ont fixé des plafonds mensuels. La croissance du crédit intérieur a été légèrement supérieure à l'objectif retenu. Ce glissement est dû pour l'essentiel à une accélération des opérations de crédit à la fin de 1982, liée elle-même à l'abondance inattendue des récoltes – les crédits affectés aux stocks agricoles n'étant pas plafonnés. Comme en 1981, la croissance du crédit bancaire a été nettement plus lente que l'augmentation nominale du Produit Social (tableau 10), celle-ci ayant été plus forte qu'on ne le prévoyait au moment de la fixation des objectifs¹⁴. Cela donne à penser que les conditions d'octroi des crédits bancaires ont été particulièrement strictes. Toutefois, les crédits inter-entreprises, qui ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'expansion du crédit, ont, semble-t-il, progressé plus vite que le produit social en termes nominaux. Néanmoins, même si on en tient compte, on observe un resserrement du crédit.

La progression rapide des crédits inter-entreprises traduit probablement de sérieuses difficultés de trésorerie dans le secteur des entreprises en 1982. L'augmentation des crédits bancaires aux entreprises étant limitée à 17¼ %, nombre de firmes ont eu du mal à honorer leurs engagements financiers. Le relèvement des taux d'amortissement¹⁵ à compter de fin 1981 a exercé une contrainte supplémentaire sur la position de liquidité des entreprises. De ce fait, les retards de paiement sur les dettes échues se sont accrus et un volume important d'effets de crédit inter-entreprises ont été émis. Ces évolutions, s'ajoutant au plafonnement du crédit à long terme décidé par la Banque nationale, ont fortement contribué à la baisse des investissements. Les crédits à l'investissement n'ont progressé que de 14 % en 1982; toutefois, comme en 1981, d'autres types de crédits ont, semble-t-il, été affectés à l'investissement. En dehors du secteur des entreprises, les crédits aux ménages ont augmenté de 31½ % en 1982, soit à peu près au même rythme que l'année précédente. Leur composition s'est toutefois

13. Les changements intervenus dans la politique des prix et des revenus en 1982 sont évoqués dans la première partie. La politique en matière de taux de change, dont les effets seront surtout sensibles en 1983, est examinée dans la quatrième partie.

14. D'après les projections officielles, le Produit Social devait augmenter de 23 % en termes nominaux.

15. Les taux d'amortissement obligatoires ont été fortement relevés en 1982; les entreprises ont dû par conséquent consacrer une part accrue de leur revenu aux provisions spéciales pour investissement.

Tableau 10. Masse monétaire et crédit

	Position à la fin de 1982, en milliards de dinars	1978	1979	1980	1981	1982
		Variation pendant l'année, en milliards de dinars				
Expansion du crédit intérieur ¹	2 369.2	213.1	258.4	350.7	359.4	328.2 ²
Crédits	2 233.0	181.6	236.4	320.8	333.6	330.2
Emission de titres	136.2	31.5	22.0	29.9	25.8	-2.0
Dépôts non monétaires (accroissement = -)	-1 041.5	-129.5	-120.1	-116.6	-123.6	-40.1
Opérations en devises	-587.9	-19.4	-79.5	-147.6	-113.2	-212.8
Disponibilités monétaires (M1)	739.8	64.2	59.8	86.5	122.6	155.5
Disponibilités quasi-monnaies	1 386.7	117.7	119.0	209.4	258.0	356.7
dont :						
Dépôts en devises	671.8	55.8	44.9	118.1	135.5	205.2
Masse monétaire (M3)	2 126.5	181.9	178.9	295.8	380.7	512.2
		Pourcentages de variation pendant l'année				
Crédits	2 228.2	25.4	26.3	28.3	23.0	18.3 ³
Crédits à court terme	660.7	24.2	29.5	31.4	53.4	29.4
Crédits à long terme	1 567.5	25.7	25.4	27.4	14.0	13.9 ²
dont :						
Total des crédits au logement	306.4	49.5	40.2	42.1	31.4	20.9
Concours aux ménages	273.1	38.7	29.7	33.9	32.0	31.5
dont :						
Crédits à la consommation	48.9	22.0	6.7	0.4	-7.8	2.3
Crédits au logement	170.4	69.2	55.1	57.9	44.9	24.0
Concours aux entreprises	1 784.9	26.5	28.0	29.5	24.7	17.8 ²
dont :						
Crédits au logement	109.6	40.7	36.7	27.3	28.5	12.6
<i>Pour mémoire :</i>						
Disponibilités monétaires (M1)	739.8	25.6	19.0	23.0	26.6	26.6
Disponibilités quasi-monnaies	1 386.7	34.7	26.0	36.0	33.0	34.6
Masse monétaire (M3)	2 126.5	30.8	23.1	31.2	30.5	31.7
Produit social nominal	2 915.0 ³	22½	29½	33½	43.0	32.0

1. Banques et institutions financières.

2. Après défalcation de 113.2 milliards de dinars représentant l'incidence de la dévaluation.

3. Produit social pour 1982 dans son ensemble.

Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

nettement modifiée : le crédit à la consommation, qui avait baissé en 1981, s'est quelque peu redressé en 1982 tandis que le rythme de croissance du crédit au logement a continué de se ralentir fortement, pour la deuxième année consécutive (tableau 10).

Si l'objectif d'expansion du crédit intérieur a été, dans l'ensemble, respecté, l'expansion de la masse monétaire au sens étroit (M1) a largement dépassé le taux de croissance prévu de 17 % sur l'ensemble de 1982; en effet M1 a augmenté de quelque 26½ % environ, soit au même rythme qu'en 1981, mais plus lentement, toutefois, que le produit social en termes nominaux. Cette croissance relativement rapide de M1 s'explique dans une large mesure par le fait que les sorties au titre des engagements nets à l'étranger ont été moins importantes que prévu, d'où un accroissement de la masse monétaire. Il semble y avoir eu également une évolution des préférences en matière de liquidité : la demande d'encaisses s'est accrue et la quantité de monnaie en circulation a augmenté fortement au second semestre de l'année. Les disponibilités quasi-monnaies

ont aussi progressé à un taux très voisin de celui observé en 1981 (tableau 10), l'objectif retenu étant dépassé en raison des effets de la dévaluation du dinar sur les dépôts en devises. Le taux de croissance de M3 (tableau 10) en 1982 a été très voisin (environ 30 %) des niveaux observés en 1980 et 1981, mais, étant donné que la progression du produit social nominal s'est fortement ralentie, cette évolution donne à penser que malgré le resserrement du crédit bancaire la politique monétaire a, dans l'ensemble, accompagné l'évolution de la conjoncture. Ce paradoxe tient au fait que les dépôts en devises représentent une fraction substantielle de M3, dont le volume augmente lorsque le dinar est dévalué. Les dépôts en devises rendent difficile la régulation monétaire.

L'intention d'agir fermement sur les taux d'intérêt pour les aligner progressivement sur le taux d'inflation, annoncée dans la Résolution économique pour 1981, représente le principal changement intervenu ces dernières années en matière de régulation monétaire. Toutefois, les premiers relèvements sensibles de ces taux n'ont eu lieu qu'en février 1982, date à laquelle le taux d'escompte officiel a été porté de 6 % à 12 %, tandis que les taux de certaines catégories de crédits étaient eux aussi majorés. De nouveaux ajustements ont été opérés en mars et au second trimestre de 1982, l'ensemble des taux débiteurs devenant ainsi légèrement supérieurs à ceux qui étaient pratiqués les années précédentes (tableau 11). Les taux de rémunération des dépôts des entreprises ont aussi été relevés, mais ceux des dépôts à vue des particuliers sont restés inchangés. Comme l'indique le tableau 11, de nouvelles majorations ont été opérées au quatrième trimestre de 1982 et au premier trimestre de 1983. Mis à part les taux d'intérêt de certains prêts à court et à long terme et les taux de rémunération de certains dépôts à terme des ménages, les taux d'intérêt restent en général nettement inférieurs au taux de l'inflation. Les relèvements effectués sont incontestablement importants, même s'ils n'ont pas encore eu tous les effets souhaités. Cela tient au fait que la majoration des taux s'applique uniquement aux prêts nouveaux tandis que les crédits en cours continuent d'être régis par des accords conclus à un moment où les taux étaient plus bas. Les nouveaux taux ne s'appliquent pas de façon uniforme à toutes les banques, chacune d'elles pratiquant des taux différents à l'intérieur de fourchettes déterminées en fonction de la structure de ses dépôts. Mais certains indices montrent que le comportement des

Tableau 11. Taux d'intérêt
En pourcentage

	1979	1980	1981	1982		1983
				T2	T4	T1
Banque centrale						
Taux d'escompte officiel	6	6	6	12	14	22
Concours aux banques à des fins privilégiées	1-6	1-6	1-6	4-8	4-9	8-12
Taux débiteurs						
Prêts à court terme	6-11	6-12	6-12	12-17	13-20	24-30
Prêts à long terme	7½-11	7-12	7-12	9-18	11-21	14-32
Crédits à la consommation	12	12	12	16	18	20-25
Crédits privilégiés	2-7	2-7	2-7	8-12	9-17	8-28
Taux créditeurs						
Dépôts à terme des OTC¹						
A un an au plus	2	2	2	2-4	2-4	7-9
A plus d'un an	3-6	3-6	3-6	8-12	8-15	17-23
Dépôts des ménages						
Dépôts à vue	7½	7½	7½	7½	7½	7½
Dépôts à terme	9-10	9-10	9-10	11-15	13-20	12-28

1. Organisations de travail en commun (= entreprises).

Source : Bulletin trimestriel de la Banque nationale et chiffres communiqués directement à l'OCDE.

entreprises commence à être influencé par le coût plus élevé des crédits nouveaux et que même les entreprises efficaces ont récemment révisé en baisse leurs plans d'investissement du fait de l'augmentation du coût du crédit. L'évolution des taux d'intérêt semble aussi avoir affecté la structure des dépôts.

D'après la Banque nationale, la hausse des taux d'intérêt et les restrictions concernant l'utilisation des devises ont eu pour conséquence favorable d'accroître le volume des dépôts libellés en monnaie nationale. De fait, en 1982, le total des dépôts en dinars a augmenté plus vite que le Produit social nominal et ce, pour la première fois depuis 1978 (tableaux 10 et 12). La croissance des dépôts des ménages en dinars s'est quelque peu accélérée par rapport à 1981, mais ceux des entreprises ont légèrement fléchi, comme cela avait été le cas en 1981. En dépit de la progression des dépôts en monnaie nationale, la contre-valeur en dinars des dépôts en devises a de nouveau augmenté à un rythme plus rapide (tableau 12). Cette évolution s'explique dans une

Tableau 12. Structure des dépôts

	Position à fin 1982, en milliards de dinars	Pourcentages de variation pendant l'année				
		1978	1979	1980	1981	1982
Dépôts en dinars ¹	1 592.8	26.7	27.8	27.2	31.4	34.3
<i>dont :</i>						
Ménages	338.1	40.1	24.2	11.9	27.8	32.3
Entreprises (OTC)	716.0	18.7	28.5	37.5	33.3	31.1
Dépôts en devises ¹	670.2	55.8	28.9	59.1	46.3	43.9
(en milliards de dollars E.U.)		(53.4)	(25.6)	(4.2)	(7.0)	(-7.0) ²
Ménages	484.1	45.8	38.5	55.9	38.9	51.4
(en milliards de dollars E.U.)		(43.6)	(34.9)	(2.1)	(1.6)	(-3.0) ²
Entreprises (OTC)	186.1	83.1	8.0	68.1	66.2	27.3
(en milliards de dollars E.U.)		(80.3)	(5.2)	(10.1)	(21.5)	(-19) ²
Total des dépôts	2 263.0	32.1	28.0	34.2	35.3	37.0

1. Dépôts dans les banques et les institutions financières.

2. Estimations imprécises indiquant l'ordre de grandeur.

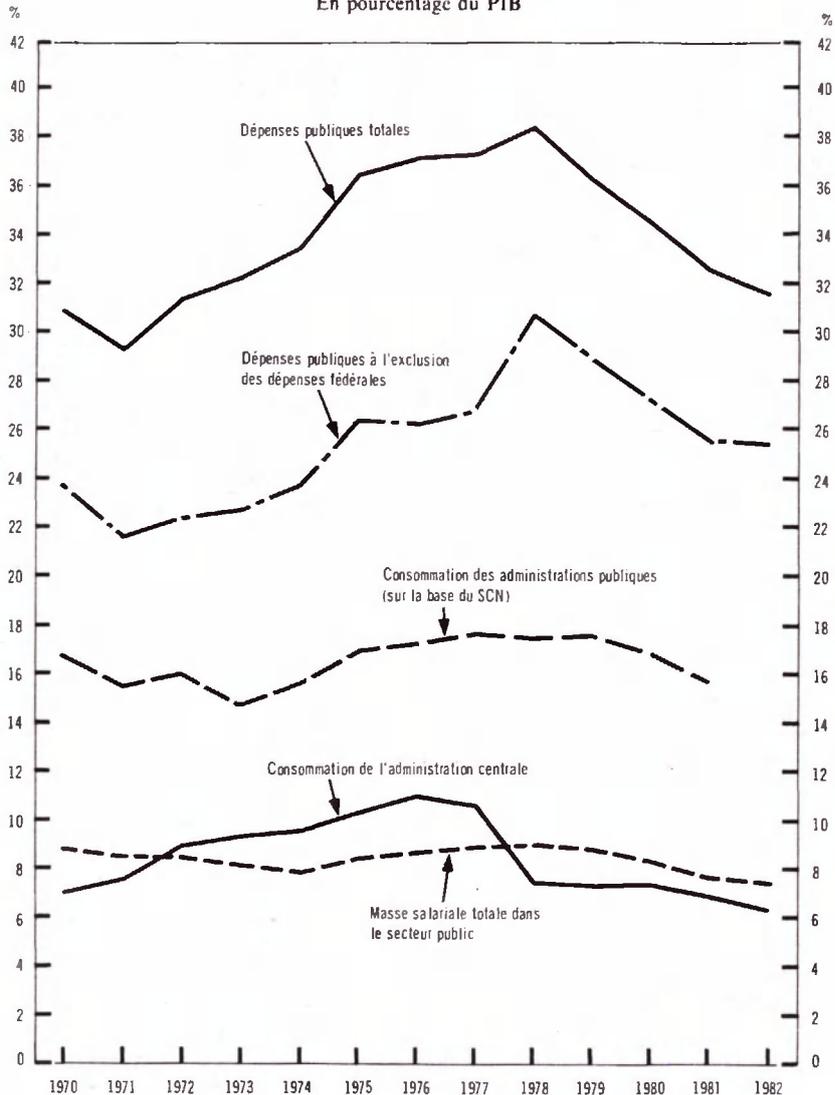
Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

large mesure par la progression des dépôts des ménages en devises ; ceux-ci représentaient en effet, à la fin de 1982, 60 % environ de l'ensemble des dépôts des ménages, soit 4 points de plus qu'à la fin de 1981. L'augmentation de la contre-valeur en dinars des dépôts en devises ayant été largement contrebalancée par les effets de la dévaluation, la valeur de ces dépôts exprimée en devises a en fait diminué. Cette baisse a été particulièrement prononcée dans le cas des entreprises, du fait de la contraction des recettes en devises, des modifications apportées à la réglementation des changes et des difficultés générales de trésorerie des entreprises. L'adoption de textes législatifs exonérant certains achats en devises de la taxe sur les ventes ainsi que la faible progression des envois de fonds des travailleurs émigrés ont probablement incité les ménages à puiser dans leurs avoirs en devises. Les retraits sur les comptes en devises ont progressé plus vite pendant la plus grande partie de 1982 qu'en 1981, mais cette tendance s'est inversée en novembre et décembre, à la suite des mesures restreignant l'utilisation des devises, qui ont été prises à l'occasion de la dévaluation du dinar le 21 octobre 1982 (voir ci-après). Ces mesures ont consisté notamment à relever les taux applicables aux dépôts en devises, ce qui a encore accentué l'écart avec les taux des euro-monnaies.

*Politique budgétaire*¹⁶

Étant donné que le budget fédéral ne représente que 6¼ % environ du Produit social, et que, aux termes de la loi, les budgets des Républiques, des Provinces et des autres niveaux d'administration doivent être en équilibre¹⁷, la politique budgétaire ne joue qu'un rôle limité dans la régulation de la demande. Par ailleurs, depuis 1979, l'un

Graphique 6. Évolution des dépenses publiques
En pourcentage du PIB



Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

16. Pour une description succincte des dispositions institutionnelles régissant la conduite de la politique budgétaire, voir l'Étude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie, juillet 1982, pages 37 et 38.

17. Les déficits ou les excédents enregistrés sur un trimestre doivent être compensés le trimestre suivant.

des objectifs de la politique économique est de réduire la part du secteur public dans le produit social. Les dépenses publiques¹⁸ ont augmenté durant la plus grande partie des années 70 pour atteindre un maximum (43¼ % du Produit social en 1978). Depuis cette date, la part de ces dépenses a notablement diminué, pour revenir aux alentours de 34¼ % du Produit social en 1982. A l'origine, les principales réductions, opérées dans le cadre des Résolutions économiques annuelles et des « conventions », portaient sur la part de la consommation générale et collective, mais en 1981 et en 1982 elles semblent avoir affecté essentiellement les investissements et la masse salariale du secteur public. En application de la loi fédérale d'intervention de 1980 et d'autres pouvoirs d'intervention décrétés en 1981 et 1982, les dépenses de tous les niveaux d'administration ont été réduits. La part des dépenses fédérales dans le Produit social a nettement diminué – à 1¾ point – entre 1978 et 1982.

Malgré une accélération de l'inflation nettement plus forte que prévu, la croissance des recettes et des dépenses fédérales en 1982 a été inférieure aux projections. Selon des chiffres provisoires, les recettes fédérales ont progressé de 20¾ % alors que le budget de 1982 prévoyait une augmentation de 26½ %. Cet écart est principalement imputable (pour 3,7 milliards de dinars) à une moins-value du produit de la taxe sur les ventes, en raison de la réduction en cours d'année des taux applicables à certains produits et de la progression légèrement plus faible que prévu de la consommation privée. Les

Tableau 13. **Budget fédéral**
En milliards de dinars

	1978	1979	1980	1981	1982 Résultats provisoires	1983 Plan
Recettes ordinaires	72.6	93.5	109.5	164.8	199.0	245.3
Droits de douane	23.4	24.6	20.7	26.2	28.3	39.0
Impôt de base sur les ventes	26.3	37.7	47.4	71.3	85.2	106.2
Contributions financières des républiques et des provinces autonomes	20.8	28.4	38.5	63.8	80.4	94.0
Divers	2.2	2.8	2.9	3.5	5.1	6.1
Dépenses	77.8	97.3	129.5	167.0	195.7	243.5
Défense nationale	42.6	55.1	76.3	101.0	117.8	152.5
Administration	6.2	7.1	9.3	13.8	14.9	17.4
Versement aux républiques et aux provinces autonomes	7.0	10.5	14.3	16.0	20.7	24.3
Investissements	1.9	2.4	2.0	1.1	1.5	1.0
Versement aux caisses de retraite	16.4	19.4	24.9	31.3	38.9	45.1
Subventions et remboursements d'impôts	1.4	—	—	—	—	—
Divers	2.3	2.8	2.7	3.8	1.9	3.2
Solde des opérations ordinaires	-5.2	-3.8	-20.0	-2.2	3.3	1.8
Dotations	4.3	4.7	2.5	2.4	3.3	1.8
Réserves budgétaires	0.3	0.2	0.1	0.3	0.2	0.1
Amortissement de la dette et divers	4.0	4.5	2.4	2.1	3.1	1.7
Financement						
Recettes	9.5	8.5	22.5	4.6	—	—
Avances de la Banque nationale	9.5	8.5	9.2	4.6	—	—
Emission d'obligations	—	—	13.3	—	—	—

Source : Chiffres communiqués à l'OCDE.

18. Les dépenses publiques (c'est-à-dire le total figurant au tableau 14), comprennent les budgets des administrations de l'État Fédéral, des Républiques et des Provinces, les subventions à la consommation et les dépenses consacrées aux communautés d'intérêt autogérées, ainsi que certains fonds spéciaux.

importations s'étant davantage contractées qu'on ne l'escomptait, les recettes douanières ont été légèrement en retrait par rapport aux prévisions (2 milliards de dinars), mais cet écart a été en partie compensé par une augmentation des recettes provenant d'autres sources. Les dépenses fédérales ont progressé de 17¼ % – soit d'environ 5¾ points de moins que prévu – tous les principaux postes accusant un recul notable par rapport aux prévisions, exception faite des subventions aux Républiques et aux Provinces et des versements aux caisses de retraite. Étant donné que les recettes de l'administration fédérale ont augmenté plus vite que ses dépenses, le compte des opérations ordinaires, déficitaire en 1981, a enregistré un excédent de 3.3 milliards de dinars (tableau 13).

Le budget consolidé du secteur public a aussi dégagé un excédent en 1982, pour la seconde année de suite (tableau 14), ce qui témoigne d'une orientation budgétaire très restrictive. Les recettes publiques totales ont progressé de deux à trois points de moins que le Produit social nominal, mais elles ont néanmoins augmenté nettement plus vite qu'on ne le pensait du fait principalement que l'inflation a été plus forte que prévu. En 1982, la progression des recettes a été freinée par la mise en application d'un additif à la loi fédérale d'intervention de 1981 et d'une loi limitant les recettes que les communautés socio-politiques et les communautés d'intérêt tirent de la taxe sur le chiffre d'affaires, ces recettes n'ayant augmenté que de 18 %. En revanche, le produit des impôts spéciaux des Républiques et des communautés sur les échanges commerciaux a augmenté de 27 % et de 18 % respectivement, tandis que les autres recettes des communautés d'intérêt autogérées ont progressé en moyenne de 29 %¹⁹. L'impôt sur le revenu des

Tableau 14. Recettes et dépenses consolidées du secteur public¹
En milliards de dinars

	1978	1979	1980	1981	1982 ²
Recettes					
Impôts directs ³	232.5	279.6	351.4	458.6	586.3
Impôts indirects ⁴	126.3	157.7	190.0	272.9	324.1
Autres impôts et recettes non fiscales	25.5	33.4	46.1	66.3	94.5
Recettes totales	384.3	470.7	587.6	797.8	1 004.9
Dépenses					
Défense nationale et administration	83.9	103.8	141.2	190.8	242.0
Enseignement	57.4	67.5	82.2	110.9	123.0
Sécurité sociale et services sociaux	146.5	178.6	220.6	286.6	386.1
Interventions économiques	38.1	42.2	53.1	66.0	83.8
Autres dépenses ⁵	63.4	77.7	101.2	130.0	151.8
Dépenses totales	389.3	469.8	598.3	784.3	986.7
Excédent ou déficit	-5.0	0.9	-10.7	13.5	18.2
Financement					
Extérieur, net	-0.1	—	—	—	—
Intérieur, net	5.1	-0.9	10.7	-13.5	-18.2

1. Y compris les budgets, fonds et communautés d'intérêt à tous les niveaux d'administration. Non compris le fonds de développement des régions sous-développées. Après déduction des transferts entre unités du secteur public.

2. Chiffres provisoires.

3. Y compris les impôts sur les bénéfices des entreprises et le revenu des particuliers, les cotisations de Sécurité sociale, les taxes sur les salaires à la charge des employeurs et les impôts fonciers.

4. Y compris les impôts sur les biens et autres opérations avec l'étranger.

5. Y compris les dépenses consacrées au logement et aux services d'intérêt collectif, les investissements et les subventions à la consommation.

Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

19. Ces recettes servent principalement à financer les dépenses sociales, et les augmentations se répartissent de la manière suivante : santé (27 %), retraites (32 %), protection de l'enfance (28 %) et enseignement (26 %).

personnes physiques a augmenté de 18 %, soit nettement moins que la rémunération moyenne – mais les autres prélèvements obligatoires ont connu une progression beaucoup plus soutenue, à peine inférieure, au total, à celle du Produit social. Outre les lois limitant le produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires, la baisse des importations et la réduction déjà mentionnée de la taxe de vente applicable à certains produits ont freiné l'augmentation des recettes tirées des impôts indirects. L'augmentation notable des « autres impôts et recettes non fiscales » (tableau 14) est attribuable à des postes comme la taxe sur l'essence, dont la hausse n'a pas été limitée. Comme en 1981, la croissance des dépenses publiques totales²⁰ a été légèrement inférieure à celle des recettes, de sorte que l'excédent s'est accru (tableau 14). Pour s'assurer que les excédents dégagés à d'autres niveaux d'administration que celui de la Fédération ne donneront pas lieu à une augmentation de la consommation et des investissements à caractère général et collectif, les autorités ont promulgué une loi dont le seul objet est de bloquer temporairement une partie des liquidités de ces administrations.

IV. LA STABILISATION A COURT TERME ET L'AJUSTEMENT A PLUS LONG TERME

Les autorités ont fait face avec résolution à la gravité de la situation dans l'immédiat et aux problèmes économiques à long terme. Sur bien des points, les politiques et objectifs arrêtés précédemment sont actuellement réexaminés et, ainsi qu'on l'a déjà souligné, un grand nombre de mesures d'urgence ont été prises. Celles-ci sont souvent très rigoureuses et marquent une nette rupture avec l'attitude antérieure des autorités, mais la plupart ont un caractère temporaire et seront rapportées quand les dispositions à long terme du programme de stabilisation seront mises en œuvre et que la situation économique commencera de s'améliorer. Les changements institutionnels et structurels de caractère plus durable ne peuvent faire l'objet d'aucune décision avant que se soit déroulé un processus complexe de consultations et de négociations avec toutes les parties intéressées. L'examen des réformes nécessaires à moyen terme a été confié à la Commission de stabilisation économique dont on a parlé au chapitre I et qui a été créée dans les premiers mois de 1982. Le mandat de la Commission est très large et ses conclusions seront incorporées au Programme de stabilisation économique à long terme, lequel couvrira un grand nombre de questions liées entre elles, telles que la lutte contre l'inflation, la politique énergétique, la politique régionale et la stratégie devant gouverner les relations économiques avec l'étranger. La plupart des rapports établis sur ces différents points ont été publiés et approuvés par les autorités. Les recommandations qu'ils formulent prendront valeur d'éléments constitutifs de la politique officielle quand elles auront été entérinées par un vote du Parlement et elles serviront à l'élaboration du plan de développement économique et social à long terme. Les conclusions doivent aussi en inspirer le plan révisé pour 1981 à 1985.

La nouvelle orientation donnée récemment à la politique économique ainsi que les objectifs à court et moyen terme ont été exposés par la Délégation yougoslave au Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement lors d'une

20. Estimation provisoire. La ventilation des dépenses publiques de 1982 n'était pas encore disponible au moment de la rédaction de l'Étude.

réunion spéciale qui s'est tenue le 24 janvier 1983. Les autorités yougoslaves ont indiqué quelles étaient les politiques arrêtées pour atteindre les objectifs économiques prioritaires pour 1983, à savoir :

- i) Honorer à bonne date toutes les obligations envers l'extérieur venant à échéance en 1983.
- ii) Créer les conditions d'une augmentation de la production et des exportations en dépit de la nouvelle limitation des importations.
- iii) Dégager un excédent au titre de la balance des opérations courantes en 1983²¹.

Les autorités ont informé le Comité que, dans une perspective à moyen terme, une révision radicale des priorités et des tâches en matière de développement avait été entreprise. Se fondant sur les changements apportés à la politique économique, le Gouvernement a déclaré : « la Yougoslavie entreprend pour une longue période une phase de son développement nouvelle d'un point de vue qualitatif. La croissance sera avant tout le fruit d'une compétitivité économique accrue, d'un renforcement de l'intégration de l'économie yougoslave à l'échelon national et international, d'un accroissement de la production et de la productivité fondés sur la spécialisation dans le cadre de la division internationale du travail... »

La rigueur qui inspire l'orientation de la politique à court terme et la volonté des autorités d'honorer leurs engagements envers l'étranger ont accru la confiance de la communauté financière internationale, laquelle vient d'appuyer les efforts de stabilisation pour 1983 en mettant sur pied un dispositif global d'aide financière. Les principaux éléments de ce dispositif sont l'octroi par un certain nombre de pays de l'OCDE de concours publics pour un total de 1.4 milliard de dollars (sous forme, principalement, de crédits à l'exportation), des tirages sur le FMI à concurrence de 600 millions de dollars, des crédits de la Banque des Règlements internationaux d'un montant de 500 millions de dollars²² et un arrangement avec les banques commerciales occidentales portant sur 4 milliards de dollars²³. En même temps, la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement doit accélérer ses versements au titre de la fraction non encore utilisée de crédits se montant à près de 1 milliard de dollars, ce qui devrait représenter un apport d'environ 400 millions de dollars en 1983. La balance des paiements et l'application de la nouvelle politique monétaire seront, avec d'autres aspects de la politique économique, réexaminées conjointement avec le FMI, et les modifications qu'il serait jugé nécessaire d'apporter aux objectifs seront effectuées au milieu de l'année. Toutefois, à cause des délais tenant à la procédure et de la nature de certains de ces concours (il s'agit, notamment, de prêts liés), les sommes effectivement versées en 1983 seront probablement un peu moindres qu'on ne l'envisageait primitivement.

La stabilisation à court terme

La politique économique à court terme et les perspectives pour 1983 sont commandées essentiellement par la contrainte qu'exerce la balance des paiements. Un grand nombre de mesures ont été prises en 1982 pour desserrer cette contrainte extérieure, mais elles se sont révélées insuffisantes et il a fallu prendre de nouvelles dispositions en 1983. En mai 1982, des règles ont été fixées à l'effet de donner la priorité

21. Cet objectif fait actuellement l'objet d'un nouvel examen.

22. Le concours accordé par la BRI est un crédit à court terme (remboursable en 1983).

23. Cet arrangement comprend l'octroi de 600 millions de dollars de crédits nouveaux, un rééchelonnement de 1.4 milliard de dollars de prêts à moyen terme venant à échéance en 1983 et le report de 1983 à 1985 du remboursement de 1.8 à 2 milliards de crédits à court terme.

absolue, dans l'affectation des ressources de change, au service de la dette. Ces dispositions ont été modifiées et renforcées en décembre 1982²⁴. Auparavant, d'importantes mesures administratives de contrôle des sorties de devises avaient accompagné la dévaluation de 17 % du dinar intervenue le 21 octobre 1982. Certaines de ces mesures visaient aussi à limiter l'utilisation des devises dans les opérations intérieures et la thésaurisation de monnaies étrangères par les ménages et par les entreprises²⁵. Un autre changement important (qui figure dans la loi sur les opérations de change adoptée à la fin de décembre 1982) est l'inflexion de la politique économique dans le sens d'une plus grande unification de la planification et du contrôle des opérations avec l'étranger. Alors que, ces dernières années, les projections concernant la balance des paiements de la Yougoslavie considérée dans son ensemble étaient, en fait, la somme des chiffres prévus pour les différentes républiques et provinces autonomes, la nouvelle loi dispose que les priorités en matière de balance des paiements et les projections correspondantes seront établies à l'échelle nationale, les républiques et les régions étant responsables de la réalisation de ces projections. En outre, les restrictions aux importations ont été aggravées plusieurs fois au cours de la période récente.

Un autre aspect fondamental de la politique économique externe a été l'adoption, dans les derniers mois de 1982, d'une politique de change axée davantage sur le marché, à commencer par la dévaluation d'octobre. Compte tenu de cette dernière, le dinar a été dévalué en plusieurs fois, dans la période de sept mois qui s'est écoulée jusqu'au milieu de mai 1983, de 40 % en termes effectifs, ce qui implique une dépréciation « effective » importante en termes réels. Le taux de change « effectif » sera ajusté régulièrement au long de l'année 1983 en fonction de l'écart de taux d'inflation par rapport aux partenaires commerciaux de manière à améliorer encore la compétitivité extérieure. Pour la période allant du milieu d'octobre 1982 à la fin de 1983, l'objectif – fixé en accord avec le FMI et qui sera réexaminé en commun au milieu de 1983 – est de parvenir à un taux important de dépréciation en termes effectifs et réels. La politique d'ajustement continu du taux de change contribuera manifestement à faire progresser les exportations vers les pays à monnaie convertible et à favoriser un nouveau transfert de ressources vers le secteur extérieur. Une dévaluation importante aidera aussi à

24. L'affectation des recettes en devises a été modifiée de manière à donner la priorité absolue simultanément au service de la dette et aux besoins des entreprises exportatrices, après quoi viennent, dans l'ordre, les besoins de la Fédération, les importations de pétrole, les fournisseurs de matières premières et d'équipements destinés aux industries exportatrices et, en dernier lieu, les administrations publiques de niveau inférieur et les travaux d'infrastructure. Les devises restantes seront cédées à certaines banques qui doivent devenir le noyau du marché des changes. En outre, les banques commerciales ont été chargées de faire en sorte que le service des emprunts des entreprises à l'étranger soit convenablement assuré, les entreprises sont maintenant tenues d'avoir un seul compte bancaire en devises (pour permettre une meilleure surveillance des opérations de change) et le risque de change a été transféré des banques aux entreprises.

25. Les restrictions à l'utilisation des devises étrangères et chèques étrangers dans les transactions intérieures ont été renforcées. En vertu d'une convention entre les banques les retraits d'espèces (en monnaies étrangères) sur les comptes en devises de résidents ont été limités à 250 dollars par mois pendant un certain temps (cette mesure a déjà été levée). Les paiements par chèque au profit de l'étranger ne sont pas plafonnés (de sorte que la convertibilité des dépôts en devises est maintenu). Les résidents yougoslaves effectuant des voyages touristiques à l'étranger sont tenus de constituer des dépôts non rémunérés (pendant un an) dans des banques déterminées; pour le premier voyage, le dépôt se monte à 5 000 dinars, soit un peu plus du tiers des gains annuels moyens et, pour les voyages ultérieurs au cours de la même année, il est exigé à chaque fois un nouveau dépôt supérieur de 2 000 dinars au précédent, soit 7 000 dinars pour le deuxième voyage, 9 000 pour le troisième, etc. Il est prévu de supprimer ces dernières restrictions vers la fin de 1983; entre-temps, les voyages à l'étranger se seront considérablement réduits, ce qui entraînera une importante économie sur les dépenses en devises, lesquelles, dans le passé, absorbaient une grande partie des recettes brutes au titre du tourisme. Les importations directes par les résidents ont été, elles aussi, fortement restreintes, et le bénéfice de l'exonération de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les achats de biens durables a été limité principalement aux non-résidents. Enfin, des mesures de rationnement de la consommation du pétrole ont été prises (notamment, le contingentement de l'essence à raison de 40 litres par automobile et par mois).

contrebalancer les conséquences défavorables pour les exportateurs de la suppression de la possibilité de vendre à un taux majoré la fraction de leurs recettes en devises excédant leurs besoins immédiats. En revanche, elle accélèrera inévitablement l'inflation. De plus il n'est pas certain que la Yougoslavie ait la possibilité, à court terme, d'accroître ses exportations de produits non agricoles et de services vers les pays à monnaie convertible dans une proportion suffisamment importante pour justifier l'importance de la dévaluation envisagée.

Du fait qu'ils prévoient pour 1983 une forte réduction de la demande intérieure, les pouvoirs publics ont dû exercer une action très restrictive sur cette demande, mais les objectifs budgétaires et monétaires décrits ci-après seront extrêmement difficiles à atteindre. Comme cela a été le cas chaque année depuis 1978, la part du secteur public dans le Produit social devrait diminuer en 1983. Les dépenses consolidées du secteur public (non compris les transferts) augmenteront, prévoit-on, d'environ 13 % aux prix courants, soit 10 points de moins que la progression escomptée du Produit social en valeur. Comme en 1982, la Banque nationale ne financera absolument pas le budget fédéral, qui devrait être légèrement excédentaire. Du fait, surtout, du gonflement considérable des dépenses militaires, les dépenses budgétaires fédérales augmenteront, d'après les prévisions, d'environ 25 % en valeur; abstraction faite des dépenses militaires, les autres postes de dépenses inscrits au budget fédéral font apparaître globalement une hausse de quelque 17 %. Pour assurer le financement de ce budget, il est envisagé de majorer les taux de certains impôts et d'affecter à l'administration fédérale une proportion accrue des recettes procurées par les droits de douane. Le taux de progression prévu des dépenses des républiques, des provinces et des administrations locales (soit environ 12 %) est inférieur de plus de moitié à celui des dépenses fédérales. Les autres dépenses du secteur public²⁶, qui relèvent des communautés d'intérêt autogérées et des fonds spéciaux, devraient augmenter d'environ 18 %. En termes réels, toutes les catégories de dépenses autres que celles qui sont consacrées à la défense seront en forte baisse. Les investissements du secteur public, en particulier, devraient diminuer dans une proportion considérable, de plus de 60 %, prévoit-on, en ce qui concerne la santé, la culture, l'éducation, les activités sociales et l'administration. Les gains moyens dans le secteur public, toujours en termes réels, devraient aussi marquer un recul sensible. En outre certaines subventions accordées par les administrations des républiques et des provinces pour limiter la hausse des prix seront progressivement supprimées dans le courant de l'année 1983.

Conformément aux dispositions législatives en vertu desquelles les communautés d'intérêt autogérées et les administrations de niveau inférieur ne peuvent enregistrer ni excédents ni déficits et parce qu'il est plus facile de surveiller les recettes que les dépenses, les autorités ont décidé de renforcer le contrôle des recettes fiscales de manière à assurer la réalisation des objectifs budgétaires très restrictifs retenus pour 1983. En conséquence, elles ont renforcé cette année le système, mis en place au milieu de l'an dernier, consistant à bloquer en grande partie la fraction des plus-values fiscales excédant le chiffre fixé et de ne la reverser aux contribuables que dans une mesure limitée. Les recettes seront suivies mois par mois et si, pendant trois mois consécutifs, elles dépassent les prévisions, l'excédent sera déposé sur un compte spécial à la Banque nationale de Yougoslavie et bloqué au moins jusqu'à la fin de 1984. Des mesures seront prises, toutefois, pour reverser une partie de ces recettes aux contribuables par voie de remboursement d'impôts et de cotisations. On escompte que ce système poussera les organismes publics à ajuster assez rapidement leurs recettes et leurs dépenses sur les

26. Celles-ci consistent essentiellement en paiements de transfert – prestations de sécurité sociale, retraites, dépenses d'éducation et de santé et autres paiements de caractère social – ainsi que certaines dépenses d'équipement.

objectifs. Si l'on enregistre néanmoins un excédent à la fin de 1983, celui-ci sera bloqué pendant une année au moins. Outre ces dispositions de caractère général relevant de l'orientation globale de la politique budgétaire en 1983, les autorités ont décidé de limiter les dépenses au premier trimestre de 1983 à un quart de leur montant en 1982, ce qui implique une légère baisse par rapport au niveau atteint à la fin de l'an dernier.

L'orientation de la politique monétaire en 1983 est extrêmement restrictive. Pour renforcer le contrôle de la liquidité, les autorités se sont fixé cette année comme principal objectif le volume net des actifs intérieurs du système bancaire et non pas l'expansion du crédit. En pratique, toutefois, leur attention se concentre maintenant surtout sur le passif des bilans des banques, parce que les données correspondantes sont disponibles plus rapidement mais aussi parce que cet agrégat prend en compte certains postes du passif de ces bilans qui, auparavant, n'étaient pas surveillés étroitement. La masse monétaire au sens large représente l'équivalent des 4/5^e environ des actifs intérieurs nets du système bancaire et les exigibilités nettes envers l'étranger et le cinquième restant. En raison du volume considérable des exigibilités en devises (y compris les dépôts en devises dans les banques commerciales qui sont inclus dans la masse monétaire), les effets nets des variations du taux de change sur la valeur en dinars de ces dépôts ne seront pas pris en compte dans l'estimation du taux de croissance des actifs intérieurs nets retenu comme objectif et du taux qui sera effectivement enregistré. L'objectif a été fixé à 12 % pour 1983 (environ 5 % pendant les six premiers mois). Si l'on tient compte de l'effet de réévaluation (c'est-à-dire de la hausse de la valeur en dinars des dépôts en devises et des autres exigibilités en monnaies étrangères), ces objectifs sont compatibles avec l'expansion prévue du crédit intérieur net, soit environ 13½ %, et de la masse monétaire au sens large, soit 18 %. Ce sont là des objectifs très restrictifs qu'il sera peut-être difficile d'atteindre, même si la vitesse de circulation de la monnaie augmente sensiblement, sans préjudice important pour l'activité. Les autorités ont réduit aussi de 25 % à 20 % la proportion des crédits à court terme que les entreprises peuvent utiliser pour les dépenses d'équipement à long terme. Afin d'améliorer les mécanismes de contrôle et d'empêcher d'importants dérapages qu'il serait peut-être difficile de corriger ultérieurement, l'expansion du crédit est maintenant suivie mois par mois alors que, auparavant, elle l'était à la fin de chaque trimestre. On s'efforce aussi actuellement de renforcer le contrôle du crédit interentreprises (qui représente l'équivalent de plus de 50 % de l'expansion du crédit comptabilisé); des textes législatifs sont en cours d'élaboration à cette fin. Ceux-ci obligeront les entreprises débitrices à rembourser leurs dettes, même si elles doivent pour cela réduire les salaires versés; des sanctions sont envisagées à l'encontre des entreprises qui ne se conformeraient pas à la loi.

Le relèvement des taux d'intérêt est un élément capital de la nouvelle orientation donnée à la politique monétaire. A la fin de mars 1983, les taux servis sur la plupart des catégories de dépôts en dinars avaient plus que triplé par rapport à fin 1981 et la grande majorité des taux débiteurs augmenté en conséquence (voir le tableau 11 du chapitre I). Si certains taux demeurent relativement bas, notamment ceux des crédits privilégiés²⁷, d'autres sont maintenant positifs en termes réels, les taux nominaux étant supérieurs de plus de 20 points à leur niveau de 1979. Ces changements – qu'avaient déjà recommandés plusieurs Études économiques antérieures de l'OCDE sur la Yougoslavie – et l'intention déclarée de s'acheminer vers des taux d'intérêt réels globalement positifs dès que cela sera jugé faisable devraient avoir, à long terme, des effets nettement favorables sur le fonctionnement de l'économie. A court terme, cependant, l'ajustement présentera des difficultés.

27. Le taux des crédits à l'exportation et des crédits en faveur de l'agriculture est de 10 %; celui des concours aux autres secteurs prioritaires est fixé à 12 %. Les crédits privilégiés comptent pour un quart environ dans l'expansion du crédit intérieur.

Le but premier fixé dans la Résolution économique pour 1983 est de dégager un excédent au titre de la balance des opérations courantes avec les pays à monnaie convertible. Pour parvenir à cette fin, il est prévu de peser surtout sur la demande intérieure. Cette dernière devrait donc diminuer considérablement cette année, mais, étant donné la réduction des importations et la forte progression prévue des importations, on s'attend à ce que le Produit social en volume augmente légèrement (tableau 15). Cependant, les différents objectifs concernant la demande réelle cadrent mal entre eux et, exception faite de la consommation générale et collective, qui devrait être stationnaire, toutes les autres principales composantes de la demande intérieure font apparaître des diminutions importantes qui semblent difficiles à réaliser²⁸. La contraction de 6 % qu'on prévoit pour les dépenses de consommation se fonde sur une baisse des gains moyens réels d'environ 7½ % et sur une stabilité approximative des

Tableau 15. **Résolution économique 1983 et perspectives d'évolution**
Taux annuel de variation en pourcentage, en volume

	1982	1983	
		Résolution économique	Estimations de l'OCDE
Dépenses de consommation	½	-6	-1½
Consommation des administrations publiques	-1½	½	-½
Formation de capital fixe	-6½	-20	-10
Demande intérieure finale	-2	-10	-4
Formation de stocks	-3	-1	-½
Demande intérieure totale	-4½	-10	-4½
Balance extérieure	2½	2½	2½
Exportations de biens et services	-3½	8½	2
Importations de biens et services	-13½	-4½	-7
Ecart statistique	3	7½	—
Produit social	1	1	-1½
<i>dont</i> : Industrie	—	2	-1½
<i>Pour mémoire :</i>			
Exportations de marchandises (en volume) vers les pays à monnaie convertible	-2½	20	7
Emploi	2	2	1½
Productivité	-2½	-1½	-3
Coût de la vie	3½		35
<i>Objectifs monétaires</i> ¹ (compte non tenu des effets de réévaluation ²)			
M1	26½	12	
M2	13	13½	
M3	17	13	
Avoirs intérieurs nets	15½	12	
Crédit intérieur	18	13½	

1. De décembre à décembre.

2. C'est-à-dire de l'augmentation des engagements nets en devises due à la dévaluation du dinar.

Sources : Données communiquées directement à l'OCDE et estimations du Secrétariat.

28. Il existe un écart statistique important entre les composantes identifiables de la demande et le Produit social; cet écart représente une contribution positive de 7¼ % au Produit social en 1983 et incite à penser que les composantes de la demande seront plus vigoureuses et/ou le Produit social plus faible que prévu.

autres revenus des ménages. Peut-être parviendra-t-on à comprimer les gains moyens réels dans le secteur public dans une proportion supérieure à la moyenne, mais, dans le reste de l'économie, il y aura sans doute des résistances à une baisse aussi importante, qui porterait à 20 % environ la diminution totale depuis 1979. Au premier trimestre de 1983, les gains moyens réels ont diminué de 10 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. L'accélération des gains nominaux qu'on prévoit pour le reste de l'année et un ralentissement de l'inflation devraient ramener cette baisse à quelque 6 % en moyenne annuelle sur 1983. De plus, il se peut que les ménages prélèvent sur leurs dépôts en devises dont la valeur en dinars augmente rapidement avec la hausse des taux d'intérêt et la politique de dévaluation continue. Ces facteurs, joints à la dérive initiale résultant de l'évolution observée en 1982 ainsi qu'à la tendance marquée par les ventes au détail au début de 1983 (tableau 16), amènent à penser que les dépenses de consommation diminueront probablement beaucoup moins que prévu.

Les restrictions de crédit, les majorations de taux d'intérêt et le contrôle plus strict exercé sur l'engagement de nouveaux projets devraient, d'après les prévisions officielles, se traduire par une contraction de 20 % du volume de la formation brute de capital fixe en 1983. Les investissements du secteur public et des entreprises du secteur socialisé diminueront, prévoit-on, de 60 % et 22 % respectivement tandis que les investissements des entreprises du secteur privé et la construction de logements augmenteront un peu. Une compression importante de l'investissement sera certainement obtenue, mais, comme les deux dernières années, les projections ont peut-être tendance à surestimer la capacité des entreprises de réduire fortement leurs dépenses d'équipement. En outre, ces dernières se sont maintenues à un niveau assez élevé au second semestre de 1982, de sorte que l'objectif ne pourra être réalisé que si leur diminution, en glissement annuel, est très supérieure aux 22 % fixés. S'il est douteux que l'objectif concernant la formation brute de capital fixe soit atteint, cet agrégat n'en accusera pas moins probablement, comme les deux années précédentes, un recul important. Compte tenu de l'effet légèrement négatif de la formation de stocks, la baisse de la demande intérieure totale devrait être nettement moins forte qu'il n'est prévu dans la Résolution économique. Dès lors c'est un volume de ressources équivalant à 10 % environ du PIB qui aura été mis à la disposition du secteur extérieur depuis 1980.

L'orientation restrictive de la politique économique, la contraction attendue de la demande intérieure et les effets de la dévaluation ont amené les autorités à prévoir une réduction considérable du déséquilibre extérieur en 1983. A l'origine, elles s'étaient fixé comme principaux objectifs dans ce domaine une expansion de 20 % du volume des exportations et un excédent de 1½ milliard de dollars au titre des opérations courantes avec les pays à monnaie convertible. Ces objectifs sont en cours de révision pour la raison, notamment, que le déficit commercial en 1982 s'est révélé plus important qu'on ne le pensait à l'époque où le contenu de la Résolution économique a été arrêté, mais aussi pour tenir compte d'une nouvelle évaluation de la demande extérieure probable. Les effets sur les courants d'échanges avec l'étranger de la forte dévaluation qui est prévue sont difficiles à apprécier ; néanmoins, ils ne seront peut-être pas très marqués en 1983. Indépendamment du freinage de la progression des exportations qu'entraînent les pénuries de moyens de production importés, les possibilités de croissance à court terme des ventes à l'étranger de produits non agricoles aux pays à monnaie convertible semblent devoir être inférieures à ce qu'impliquent les objectifs en matière d'échanges et de taux de change. La balance commerciale bénéficiera, toutefois, de la forte augmentation de la production agricole en 1982, cela devant accroître les exportations et contribuer à limiter les importations. De même, après un certain délai, la réduction récente des prix du pétrole devrait avoir une incidence favorable sur le compte des échanges commerciaux. Les estimations du Secrétariat indiquent que les exportations

Tableau 16. Indicateurs de conjoncture
Pourcentages de variation sur douze mois

	1980	1981		1982				1983				
	Moyenne	Moyenne	T4	Moyenne	T1	T2	T3	T4	T1	Jan.	Fév.	Mars
Production industrielle (Taux annuel CVS) ¹	4.2	4.3	2.7 (4.2)	0.1	2.8 (—)	— (-4.0)	-0.7 (-1.3)	-1.2 —	0.0	-1.0	0.5	-3.2
Construction (nombre d'heures travaillées)	-2.2	-4.0	-3.7	-3.0	-0.7	-2.1	-3.7	-2.1	-3.0	-7.0	-3.0	
Volume des ventes au détail	1.0	-5.7	-4.8	1.9	5.5	4.1	-3.2	-0.5	-1	-1.5	-2.2	-5.7
Volume des stocks des détaillants	0.7	-6.9	2.3	5.0	11.3	6.6	0.8	1.9	0.0	—	-0.7	-2.7
Prix industriels à la production	27.3	45.1	38.6	25.0	25.6	24.2	27.2	24.6	24.2	24.8	24.6	25.7
Prix de détail, total	30.4	47.1	41.5	29.5	28.1	26.5	31.8	30.3	31.2	31.9	31.9	35.7
Produits industriels	31.6	49.3	44.2	28.6	28.8	24.5	30.2	29.5	29.3	33.2	30.4	35.7
Produits agricoles	34.1	38.9	34.3	43.8	33.2	29.5	47.1	45.4	47.9	51.3	47.4	45.4
Services	22.7	29.9	27.2	20.3	19.7	20.6	22.4	20.1	22.1	22.6	21.8	21.9
Coût de la vie	30.3	40.8	37.8	31.7	29.2	30.1	34.6	32.8	34.1	35.0	35.6	38.2
Alimentation	31.5	42.9	39.4	38.8	33.5	36.3	44.1	40.7	42.5	46.4	42.7	42.7
Gains nets moyens, total	20.5	33.6	33.0	27.4	33.2	29.5	26.6	22.2				
Entreprises	20.9	35.0	34.0	27.4	33.7	29.7	26.2	22.1		20.4		
Administrations publiques	18.9	27.5	28.8	27.9	30.9	28.4	28.2	22.4				
Gains nets moyens en termes réels, total	-7.5	-5.7	-3.4	-3.3	3.5	0.3	-6.2	-8.0		-10.8		
Emploi (non compris l'agriculture privée)	3.2	2.9	2.7	2.2	2.2	2.3	2.1	2.1		2.1		
				En milliards de dollars (chiffres annuels CVS)								
Déficit commercial	6.1	4.3	2.4	3.1	3.3	3.5	3.3	2.3	1.6			
Exportations	9.0	10.2	11.5	10.2	9.3	10.8	9.3	11.4	9.7			
Importations	15.1	14.5	13.8	13.3	12.6	14.3	12.6	13.7	11.3			

1. Taux annuel de variation sur six mois (CVS).

Source : Chiffres communiqués directement à l'OCDE.

vers les pays à monnaie convertible, exprimées en dollars, pourraient augmenter d'un peu plus de 10 % en valeur et les importations diminuer d'un peu moins de 10 %, ce qui ramènerait le déficit commercial de 3¼ milliards de dollars en 1982 à entre 2 et 2½ milliards cette année²⁹. Au premier trimestre, le solde négatif des échanges avec cette zone a été de 500 millions de dollars, chiffre représentant à peu près les deux cinquièmes de celui de la période correspondante de l'année précédente. En ce qui concerne les recettes tirées des opérations invisibles, la persistance de la crise mondiale des transports maritimes devrait faire baisser les sommes encaissées sous la rubrique « transports », tandis que la compression des revenus des particuliers dans les pays européens de l'OCDE et la montée du chômage limiteront probablement les recettes brutes au titre du tourisme. Toutefois, les restrictions apportées aux voyages et aux importations directes ainsi que les mesures prises pour limiter l'utilisation des devises dans les transactions intérieures devraient entraîner une légère progression des remises nettes d'émigrants. Au total et à supposer que les versements d'intérêts restent approximativement stables, l'excédent dégagé par les opérations invisibles avec les pays à monnaie convertible diminuera peut-être légèrement. Le déficit de la balance des opérations courantes vis-à-vis de ces pays devrait baisser fortement, passant de 1½ milliard de dollars en 1982 à un chiffre de l'ordre de ¼ à ½ milliard en 1983.

Les ajustements très importants de la balance des paiements et de la demande intérieure qu'on attend en 1983 n'auront probablement pas comme contrepartie une amélioration dans le domaine de l'inflation. La raison en est notamment que les mesures telles que les dévaluations et les majorations sélectives de prix intervenues depuis décembre dernier³⁰ se sont traduites à court terme par une accélération de l'inflation. De fait, le taux de hausse du coût de la vie sur douze mois a fortement augmenté au second semestre de 1982 pour atteindre 38 % en avril 1983, pourcentage supérieur de 8 points à celui de la période correspondante de l'année précédente.

Au cours de l'année passée, les autorités ont pris un certain nombre de mesures pour essayer de maîtriser la hausse des prix et la progression des revenus nominaux. La plupart de ces mesures, toutefois, ont un caractère temporaire. La responsabilité de la fixation des prix, comme on l'a noté ci-dessus au chapitre I, a été transférée en juillet 1982 des « communautés » chargées des prix dans les républiques et dans les régions à la « communauté » fédérale chargée des prix, et un large contrôle des prix ainsi que le blocage de certains autres prix ont été instaurés. Ce dispositif a été assoupli au début de l'année 1983 et la responsabilité des majorations de prix de nombreux produits et services a été transférée de nouveau aux « communautés » chargées des prix dans les républiques et dans les régions de sorte que le plafonnement des prix de ces produits et services a été supprimé. Les entreprises ne sont plus tenues, comme c'était le cas en vertu des dispositions antérieures, de demander l'approbation des autorités fédérales pour tous les relèvements de prix ; elles ont à notifier ceux-ci aux « communautés » des républiques ou des régions, lesquelles n'interviennent que si certaines hausses sont contraires à la politique générale des prix et/ou à des critères déterminés³¹. A moins que les autorités ne définissent une autre politique, la fixation centralisée des prix (sauf pour certains

29. Du fait de la politique consistant à avoir un déficit vis-à-vis des pays avec lesquels les échanges sont réglés par voie de compensation (afin de favoriser les exportations vers les pays à monnaie convertible) le déficit commercial global devrait diminuer d'un tiers environ pour s'établir à un chiffre légèrement supérieur à 2 milliards de dollars en 1983.

30. Les prix de l'énergie, de certains produits alimentaires, des transports et des loyers ont fortement augmenté, de 35 % dans certains cas.

31. Ces critères se rapportent (i) aux variations de productivité, (ii) à l'évolution des prix mondiaux, (iii) à l'équilibre de la demande et de l'offre, (iv) aux objectifs de la politique sociale, (v) à l'affectation des recettes dans les entreprises déficitaires, (vi) au jeu des mécanismes du marché, etc. Nombre de ces critères ne sont pas définis de manière rigoureuse, ce qui permet des interprétations différentes.

produits et services présentant un caractère prioritaire pour le pays)³² devrait être supprimée d'ici à la fin de juin 1983, et la surveillance des prix incombera de nouveau aux « communautés » chargées des prix dans les républiques et dans les régions.

Le contrôle des revenus a porté principalement sur les gains en termes réels; cependant, au second semestre de 1982, quand la progression des revenus nominaux des particuliers a risqué de compromettre gravement la réalisation du Programme de stabilisation, les autorités sont intervenues pour limiter les gains nominaux. Cette orientation a été encore renforcée dans la Résolution économique pour 1983 : les gains moyens (par travailleur) au premier trimestre de 1983 ne peuvent dépasser le niveau atteint au dernier trimestre de 1982, ce qui, compte tenu des facteurs saisonniers, implique une très faible hausse. En outre, dans certaines républiques, des accords entre les entreprises ont été signés à l'effet de réglementer la croissance des revenus « personnels ». Pour consolider le dispositif et faire en sorte que la progression des gains nominaux ne s'accélère pas à l'excès, les autorités ont renforcé le contrôle du Service de la « comptabilité sociale » sur les revenus personnels.

En outre, les pouvoirs publics veulent renforcer la réglementation concernant les revenus personnels nominaux dans les entreprises déficitaires de manière que les travailleurs portent le poids de l'ajustement. Il est stipulé que ces revenus doivent être ramenés, s'il le faut, au niveau minimum garanti, lequel représente « grosso modo » un peu moins des deux tiers du niveau moyen des revenus (et, dans certaines républiques, la moitié seulement de ce dernier). Dans les quelques cas où même cet ajustement en baisse ne suffit pas à rétablir l'équilibre financier, il est prévu que les entreprises devront fermer leurs portes comme cela s'est produit dans deux cas au second semestre de 1982. Les primes et autres allocations versées aux salariés³³ qui n'entrent pas dans la catégorie des revenus personnels et qui ont accusé une forte hausse au cours des deux dernières années, particulièrement en 1982, doivent, elles aussi, être mieux contenues.

Le Service de la « comptabilité sociale » (par l'intermédiaire duquel s'effectuent tous les encaissements et versements des entreprises) est, en principe, responsable de l'observation par les entreprises des directives et accords relatifs aux modifications des revenus personnels. Le projet de loi, en cours d'examen, visant à étendre les activités de ce service modifie l'ordre de priorité des obligations financières des entreprises. Actuellement, le paiement des revenus personnels constitue leur obligation première; si le nouveau système est adopté, elles devront s'acquitter d'abord de leurs engagements financiers externes, ensuite de leurs engagements internes, puis des sommes dues aux autorités. Ce n'est qu'une fois remplies ces obligations qu'elles pourront payer les revenus personnels. L'adoption du nouveau système devrait représenter un pas important dans le sens d'une amélioration de la gestion financière des entreprises.

Compte tenu de tout ce qui précède, le Secrétariat a établi des estimations provisoires pour 1983³⁴. Après le ralentissement du premier trimestre, la croissance des gains moyens devrait s'accélérer (sous l'effet de la hausse du taux d'inflation) pour s'établir à 26 % pour l'ensemble de l'année 1983, ce qui permettrait de maintenir la

32. Le contrôle centralisé des prix ne sera maintenu que pour un nombre limité de biens tels que le pétrole, certains produits agricoles, le minerai de fer et les cigarettes.

33. Si l'on ajoute ces versements aux revenus personnels proprement dits, la baisse des gains moyens en termes réels dans le secteur des entreprises se trouve réduite de moitié, puisque en 1982 elle revient de 3½ % à 1¾ %.

34. Étant donné (i) les problèmes statistiques examinés dans la présente Étude (par exemple, l'ajustement statistique pour 1982 – année de base pour les estimations pour 1983 – s'élève à 3 % du produit social et explique amplement la progression effective de cet agrégat); (ii) les changements de politique qui peuvent intervenir après l'examen effectué en milieu d'année, surtout dans le domaine des taux de change, et aussi la difficulté qu'il y a à apprécier l'ampleur des restrictions aux importations, la marge d'erreur affectant les prévisions est importante.

progression des coûts salariaux unitaires à environ 27 %. Conjugée à une compression des bénéfices des entreprises, l'évolution des coûts salariaux unitaires pourrait à peu près contrebalancer les hausses spécifiques de prix du début de l'année (voir le chapitre I) et le renchérissement des produits alimentaires, de sorte que les coûts intérieurs pourraient augmenter d'un peu moins de 30 % sur l'ensemble de 1983. Les effets de la dépréciation effective réelle du dinar depuis le milieu d'octobre 1983³⁵ devraient ajouter environ 5 points à la hausse des prix intérieurs, ce qui laisse prévoir une augmentation du coût de la vie d'environ 35 %³⁶ sur une base annuelle. Une baisse du taux d'épargne des ménages par rapport au niveau élevé atteint en 1982 pourrait limiter la diminution de la consommation privée à un peu moins de 2 %. Le fléchissement des investissements (notamment dans le secteur public) sera important, mais peut-être moins que ne l'envisageait la Résolution économique. Compte tenu d'un ralentissement de la formation de stocks, la demande intérieure totale pourrait baisser d'un peu plus de 4 %.

Étant donné la faiblesse de la demande d'exportations, la difficulté qu'il y a à ajuster rapidement la production de façon à l'orienter vers les exportations à destination des pays développés ainsi que la médiocrité des recettes liées au tourisme et aux transports maritimes, les exportations totales pourraient s'accroître d'environ 2 % sur l'ensemble de 1983, mais à un taux beaucoup plus fort en glissement annuel. Les retards dans la mise en place du dispositif financier et aussi la politique générale de restriction des importations amènent à prévoir que les importations totales accuseront une baisse sensible en 1983 pour la quatrième année de suite, de sorte que la variation de la balance extérieure réelle aurait une incidence positive d'environ 2¼ % sur le produit social. Au total, le produit social pourrait diminuer d'un petit peu plus de 1 % au lieu d'augmenter de 1 % comme cela était prévu dans la Résolution économique, L'ampleur de la baisse dépendra des éléments suivants :

- i) Degré de rigueur des restrictions à l'importation qui, en raison des besoins à court terme en devises, pourraient nuire plus fortement que prévu à la production et à la capacité de l'industrie à exporter.
- ii) Mesure dans laquelle l'orientation restrictive de la politique économique sera modulée, dans le courant de l'année, pour tenir compte d'une inflation plus élevée que l'objectif initial.

La production industrielle, elle aussi, pourrait diminuer légèrement en 1983, pour la première fois depuis 1967. L'activité de la construction devrait également se réduire sensiblement alors que la production de services pourrait, en gros, demeurer stationnaire. Dans ces conditions, le chiffre de 2 % que les prévisions officielles retiennent pour la croissance de l'emploi semble optimiste; on s'attend donc à une nouvelle augmentation du chômage et à une nouvelle baisse de la productivité.

Les Problèmes à moyen terme

Des mesures importantes ont été prises qui amélioreront à long terme le fonctionnement de l'économie, mais nombre des défauts structurels majeurs et des

35. Entre le milieu d'octobre 1982 et mai 1983, la dépréciation effective du dinar a été d'environ 40 %, ce qui, compte tenu des écarts dans les prix de gros, donne une dépréciation effective en termes réels de l'ordre de 20 %.

36. En disant cela, on présume qu'il n'y aura pas de nouvelle baisse du taux de change effectif réel après mai 1983. Si tel n'est pas le cas, non seulement cela entraînera, de façon directe, une plus forte augmentation du coût de la vie, mais aussi, indirectement, une plus vive accélération de l'augmentation des rémunérations (les travailleurs essayant de compenser l'érosion progressive de leurs revenus réels), ce qui renforcerait l'inflation dans sa composante interne et pourrait relancer la course des salaires et des prix.

problèmes de formulation et de coordination des politiques mis en évidence dans de précédentes Études économiques de l'OCDE sur la Yougoslavie sont toujours en cours d'examen par les autorités ou n'ont pas encore été abordés. Il s'agit essentiellement du système d'action sur la demande par la détermination des prix et des salaires, de l'efficacité des investissements et de la gestion des avoirs de change.

L'objectif à moyen terme est de ramener le taux d'inflation à 10 % d'ici à 1985 ; or, sans réformes fondamentales, cet objectif sera difficile à atteindre. Indépendamment des facteurs qui seront examinés ci-après, les tensions inflationnistes resteront probablement fortes du fait des corrections apportées périodiquement aux prix de certains produits importants en fonction des prix relatifs, des effets inévitables sur les prix des ajustements structurels opérés dans l'économie, de la baisse de la productivité et des anticipations inflationnistes qu'une longue période de hausses rapides des prix a ancrées dans les esprits³⁷. La lutte contre l'inflation achoppe en particulier sur une longue tradition de protection de l'économie. L'absence de concurrence étrangère a été plus marquée depuis l'instauration récente de restrictions sévères dans le domaine des importations ; elle est donc partiellement responsable de l'apparition de puissants facteurs internes d'inflation. La concurrence est particulièrement faible dans le domaine des biens de consommation puisque ceux qui sont achetés aux pays à monnaie convertible représentent moins de 5 % du total des importations. De plus, les produits importés, en quantité croissante, sous le régime de la compensation, spécialement en provenance des pays de l'Europe de l'Est, ne font pas une véritable concurrence.

Les effets de l'insuffisance de la concurrence étrangère ont été aggravés par la faiblesse de la concurrence intérieure. Celle-ci tient en grande partie au système de formation des prix, qui encourage les pratiques restrictives et limite ainsi les échanges entre régions. Les prix de la plupart des produits et services, depuis les biens de consommation courante jusqu'à l'électricité, varient d'une république à l'autre et parfois d'une région à l'autre dans la même république selon les politiques suivies par les différentes « communautés » chargées des prix. Le poids des intérêts des producteurs dans ces « communautés » (producteurs qui sont, dans une large mesure, protégés de la concurrence étrangère et intérieure) se traduit souvent par une fixation oligopolistique des prix qui entraîne la fragmentation du marché. On ne pensait pas que les « communautés » instituées au niveau local, au début de 1981, pour contrôler les prix auraient à faire face à une inflation exceptionnellement virulente comme celle enregistrée depuis 1979. Néanmoins, à cause, surtout, de la faiblesse de la concurrence liée au cloisonnement des marchés intérieurs, le fait de transférer les responsabilités en matière de prix de l'administration fédérale aux « communautés » locales n'a pas permis d'endiguer les facteurs inflationnistes. Étant donné la contrainte qu'exerce la balance des paiements, il est peut-être peu réaliste de penser que la concurrence des produits importés pourrait être fortement accrue dans l'avenir proche. En revanche, on ne voit guère pourquoi les autorités ne pourraient prendre des mesures visant à accroître considérablement la concurrence intérieure. Il faudrait, en particulier, réduire les obstacles au libre mouvement des biens et des services à travers l'ensemble de l'économie.

37. Le taux élevé d'inflation est, par lui-même, la cause de distorsions importantes qui se superposent aux autres sources de difficultés et tendent à leur tour à attiser l'inflation. Par exemple, quand le taux d'inflation anticipé est faible, les entreprises s'efforcent d'accroître leur productivité afin d'augmenter leurs recettes totales et leurs bénéfices, mais, lorsque l'inflation est forte, comme c'est le cas actuellement, un gain de productivité de 3 ou 4 % ne peut contribuer que pour un-dixième à l'accroissement des recettes totales des entreprises, de sorte que celles-ci se préoccupent beaucoup moins des ajustements structurels qui vont de pair avec les gains de productivité. Les entreprises s'efforcent soit de maintenir les rapports de prix entre elles soit de relever les prix de leurs propres produits plus que ne font les autres entreprises pour parvenir à augmenter leurs recettes.

La politique des revenus semblerait avoir, elle aussi, un rôle important à jouer dans la lutte contre l'inflation. Pas plus que dans la formation des prix, les mécanismes du marché n'interviennent beaucoup dans la détermination des revenus. Le principal inconvénient de l'actuelle politique des revenus – ainsi qu'on l'a déjà noté dans la présente Étude économique, et dans plusieurs autres Études antérieures – est qu'elle se préoccupe principalement de la répartition du revenu total entre la masse salariale et les revenus non salariaux, mettant ainsi l'accent sur l'évolution des gains et revenus des particuliers en termes réels. Les modalités essentielles de la détermination des revenus n'ont pas changé depuis très longtemps³⁸. Les autorités ont annoncé leur intention de réduire progressivement, à moyen terme, la hausse des gains nominaux et les tensions inflationnistes internes corrélatives en appliquant une politique du crédit et des taux d'intérêt plus sévère et en prêchant d'exemple dans le secteur public par un ralentissement des augmentations de revenus personnels. Ces mesures amélioreront, certes, la gestion financière de l'économie du point de vue financier, mais elles ne s'attaquent pas aux facteurs de dérive inflationniste inhérents au système de détermination des revenus. Il est indispensable d'accorder une plus grande attention aux critères de marché et à la situation financière dans la détermination des revenus nominaux. Il semble curieux que, dans un pays où la plupart des décisions sont fondées sur un consensus se dégageant de discussions approfondies entre les parties intéressées, on ne soit pas parvenu à une politique des revenus efficace, qui tienne compte des conséquences inflationnistes des augmentations des revenus nominaux.

Dans le système d'autogestion, la détermination des revenus personnels ne relève pas de l'autorité des pouvoirs publics qui ne peuvent qu'énoncer des critères généraux. Consciente de l'importance de l'évolution des revenus nominaux, la Commission de stabilisation a recommandé l'adoption de nouveaux critères, qui sont actuellement examinés avec les syndicats, pour faire en sorte que la formation des revenus nominaux concourt à un ralentissement de l'inflation. Les critères proposés lient l'évolution des revenus nominaux à ce que l'on appelle l'efficacité sociale de l'utilisation du capital. Fondamentalement, le rapport de l'épargne de chaque entreprise à la valeur de son stock de capital est comparé au rapport moyen entre ces deux grandeurs pour chaque république et chaque province, et les entreprises ne peuvent augmenter les revenus de leurs salariés que lorsque leur rapport dépasse d'un montant déterminé le rapport moyen pour la république ou la province (lorsqu'il lui est inférieur, les gains moyens versés par l'entreprise doivent aussi rester inférieurs aux gains moyens au niveau de la république ou de la région). Les provisions pour amortissement seront utilisées pour maintenir le volume de capital constant, l'objectif étant de limiter le recours aux hausses de prix pour accroître les revenus personnels distribués.

L'action sur la demande est un second domaine où les questions de coordination des différents aspects de la politique économique jouent un rôle important. La politique monétaire devrait être rendue plus efficace par le contrôle des actifs intérieurs nets du système bancaire et par la hausse des taux d'intérêt. Or, ainsi qu'on l'a noté ci-dessus au chapitre II, le relèvement des taux d'intérêt ne s'applique pas aux prêts déjà consentis et les taux des crédits privilégiés restent très bas. De même, les mesures prises antérieurement pour réduire les crédits interentreprises se sont révélées inefficaces, et la nouvelle réglementation ne permet sans doute guère de limiter cette forme de concours. Une autre difficulté réside dans les effets de la gestion monétaire sur les importants dépôts en devises du secteur des ménages, qui sont favorisés par la structure des taux d'intérêt. D'autre part, il est très difficile d'utiliser efficacement la politique budgétaire pour agir sur la demande : l'administration du pays étant largement décentralisée et de

38. On trouvera une description des systèmes de détermination des prix et des salaires dans l'Étude Économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de juillet 1982, pages 41 et 42.

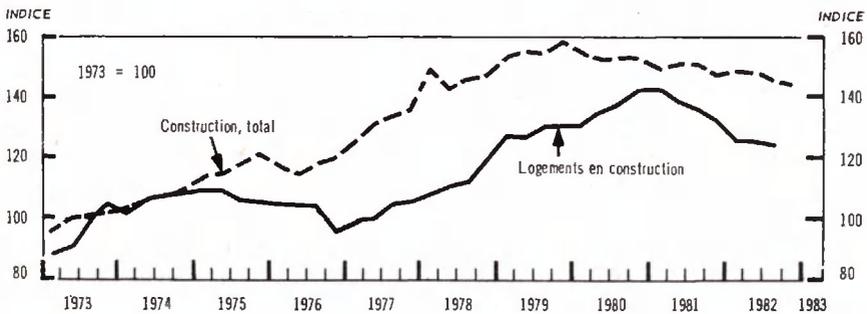
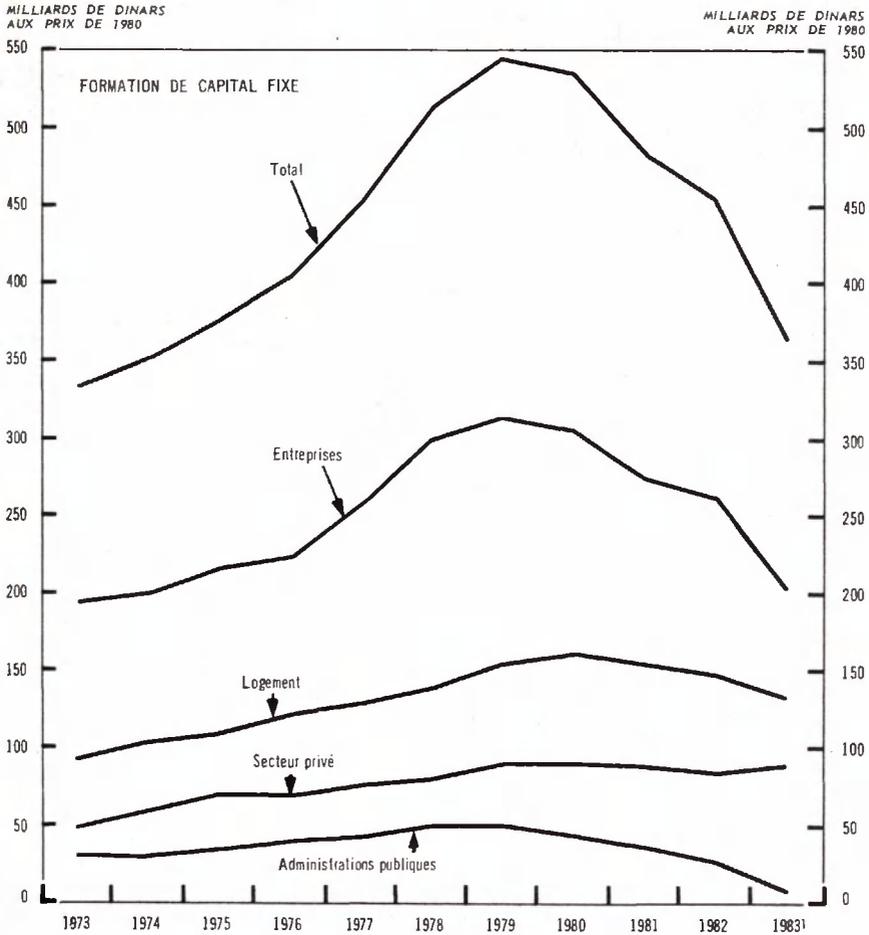
nombreux organismes publics jouissant d'une grande indépendance, l'État fédéral n'a qu'un pouvoir limité sur les dépenses publiques autres que les siennes propres (qui représentent environ 7 % du Produit social). Néanmoins, cette politique a eu ces dernières années un effet fortement restrictif, avec la suppression du déficit fédéral et la réduction de la part des dépenses publiques totales dans le Produit social depuis 1978, cette part ayant diminué de 9 points pour revenir à 34 % environ. Si l'on considère les prélèvements globaux sur les ressources nationales pendant la période considérée, cette réduction était nécessaire et judicieuse, encore qu'elle ait frappé les investissements du secteur public dans une mesure excessive. Dans l'avenir, il serait possible d'accroître le rôle anti-cyclique de la politique budgétaire par des modifications de la structure de la fiscalité, par exemple en uniformisant davantage les impôts sur les transactions ou les ventes dans l'ensemble du pays. La structure de la fiscalité a été examinée par la Commission de stabilisation qui rédige actuellement des recommandations.

Les caractéristiques propres des finances publiques de la Yougoslavie soulèvent aussi d'importantes questions sous l'angle de l'affectation des ressources. Ainsi qu'on l'a vu, le système se distingue notamment par le fait que les recettes et dépenses des administrations publiques sont déterminées en majeure partie sur une base régionale ou locale, des dispositions spéciales étant prises pour transférer des ressources aux régions moins développées. On peut faire observer que la solution consistant à lier directement les contributions des ménages et des entreprises dans chaque région et même dans chaque commune à la fourniture de services de caractère social et à la consommation collective est loin d'être sans mérites sur le plan économique et social. En revanche, la très forte réduction des dépenses fédérales en termes relatifs est peut-être allée trop loin. Les décisions régionales relatives aux dépenses de caractère « économique » plutôt que social – par exemple en matière d'investissements publics, de subventions ou de tarifs publics essentiels tels que ceux de l'électricité – sont extrêmement difficiles à coordonner en pratique. On observe que des projets font double emploi et que les prix et coûts relatifs présentent des distorsions qui sont aggravées par l'incidence des différences de taux d'imposition entre les régions. Ces dispositions ont contribué au cloisonnement des marchés à l'intérieur du pays et réduit l'efficacité économique moyenne. Dans le cadre de l'autonomie régionale le problème du bon fonctionnement de l'économie nationale reste à résoudre.

Un autre gros problème, déjà analysé plusieurs fois dans les Études économiques de l'OCDE sur la Yougoslavie, concerne les dépenses de capital fixe : le fait que leur volume soit élevé et qu'elles présentent souvent un caractère peu rentable s'est traduit par une mauvaise affectation de ressources limitées. (La part moyenne de ces dépenses dans le PIB pendant la période 1978-1980 a été supérieure à 30 %, chiffre à peu près comparable à celui du Japon.) La réalisation par les différentes républiques et provinces de projets faisant double emploi et le fait que les taux d'intérêt réels soient fortement négatifs expliquent, pour l'essentiel, le niveau élevé des dépenses d'équipement qui ont été engagées sans qu'on ait pris suffisamment en considération leur taux de rendement réel. La nouvelle politique de relèvement des taux d'intérêt devrait, avec le temps, aboutir automatiquement à l'élimination de nombreux projets d'investissement contraires à la logique économique, mais il faudrait la compléter par un contrôle strict du volume des crédits « privilégiés » qui demeurent assortis de taux très faibles³⁹. Toutefois, l'efficacité économique semble devoir rester largement battue en brèche tant que subsistera la fragmentation du marché national celle-ci faisant obstacle à la circulation

39. Le maintien de taux d'intérêt extrêmement bas pour les prêts anciens amène à poser le problème très important de la comptabilisation du stock de capital existant dans des conditions conformes à la logique économique. Bien qu'on ne puisse revenir sur les décisions malencontreuses du passé, des mesures spéciales sont nécessaires (sous forme, par exemple, de facilités d'amortissement) pour tenir compte du coût d'opportunité actuel de l'exploitation des équipements en place.

Graphique 7. Structure de l'investissement



1. Projections officielles.

Source : Index et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

des capitaux, des biens et des services entre les régions, et tant que les marchés intérieurs plus concurrentiels ne se seront pas formés.

Cependant, les mesures prises récemment pour réduire considérablement les investissements en raison de la contrainte pressante qu'exerce la balance des paiements amènent à poser le problème plus général de la rationalité économique des choix opérés dans ce domaine. Comme cela s'est déjà fait dans le passé dans des circonstances analogues, on s'emploie actuellement, dans le cadre de consultations et autres procédures spéciales menées au niveau national et au niveau régional, à effectuer une sélection dans les projets en cours entre ceux dont la réalisation doit être poursuivie et ceux qu'il y a lieu de suspendre au prix, inévitablement, d'un certain gaspillage. Cette méthode de sélection *ex post* est manifestement peu valable par comparaison avec les signaux automatiques qui proviennent du marché *ex ante* et qui indiquent surtout la nécessité d'une monnaie nationale relativement stable et de prix relatifs moins faussés. Ces critères objectifs de sélection des projets d'investissement sont extrêmement importants aussi pour la planification à long terme; celle-ci s'est trop souvent attachée, dans le passé, aux bilans-matières et aux coefficients techniques sans tenir suffisamment compte des facteurs économiques. Même dans des domaines tels que l'énergie et les transports, les effets d'une forte inflation à travers toute l'économie, les différences et incompatibilités dans les pratiques régionales en matière de tarifs publics, d'impôts indirects et de subventions ont rendu extrêmement difficile l'élaboration de plans d'équipement qui assurent à l'économie nationale le maximum d'avantages au regard des coûts.

Il y a enfin les problèmes de la balance des paiements et des dispositions en matière de change. Dans le passé, la tendance à la dégradation de la balance des paiements avec les pays à monnaie convertible a entraîné l'établissement de liens, sous différentes formes, entre les exportations et les importations qui, avec ceux qui découlent de la part importante du commerce effectué dans un cadre bilatéral et du système de gestion des échanges extérieurs au niveau régional, ont entraîné inévitablement une mauvaise affectation de ressources limitées. Les mesures prises récemment pour améliorer le contrôle des changes, créer un marché des changes unifié et s'acheminer vers la planification nationale de l'évolution de la balance des paiements sont bienvenues. Cependant, elles ne constituent qu'un premier et petit pas dans la bonne direction; il faut aller beaucoup plus loin. Il sera difficile de parvenir à une gestion efficace des ressources de change tant que la proportion de l'épargne des ménages maintenue sous forme de dépôts en devises restera élevée et continuera d'augmenter (56 % du volume total des dépôts des ménages à fin 1981 et 60 % à fin 1982). Comme on l'a noté dans de précédentes Études économiques de l'OCDE sur la Yougoslavie, l'expansion très rapide de ces comptes a contribué à saper la confiance dans la monnaie nationale et, en pratique, favorisé l'utilisation des ressources en devises, pourtant peu abondantes, pour la consommation privée alors que, dans le même temps, on était dans l'obligation de restreindre les importations de biens essentiels pour la production. De même, le système actuel consistant à rationner les devises affectées au règlement des importations est coûteux pour l'économie et pénalise en particulier les exportateurs potentiels qui n'ont pas la possibilité de se procurer des devises par ailleurs. Il est indispensable de modifier ce système pour qu'il soit plus transparent et qu'il reflète les coûts d'opportunité relatifs dans la mesure du possible. Sinon, il sera difficile de parvenir à l'efficacité économique dans les relations avec l'extérieur, gérées de manière coordonnée à l'échelle nationale, qui est nécessaire à moyen terme.

V. CONCLUSIONS

L'objectif majeur de la politique économique, depuis quelques années, est de réduire le déficit de la balance des opérations courantes de manière à faciliter le service de la dette extérieure. Les déséquilibres importants qui sont apparus dans l'économie dans les dernières années 70 ont amené la Yougoslavie à emprunter très largement à l'étranger (voir les chapitres I et II de la présente Étude) tandis que les difficultés de l'ajustement ont été aggravées par l'effet de la récession mondiale et le niveau élevé des taux d'intérêt internationaux. En 1982, la politique économique est devenue nettement plus restrictive si bien que la demande intérieure a fortement baissé et que des mesures administratives ont été prises pour réduire le volume des importations. De ce fait, le déficit de la balance des opérations courantes a diminué pour revenir à environ 500 millions de dollars. Le service des intérêts de la dette extérieure a représenté une somme supérieure au déficit à l'égard des pays à monnaie convertible (quelque 1½ milliard de dollars); en outre, des sommes importantes ont été versées au titre de l'amortissement de cette dette.

Devant faire face en 1983 à des charges de service de la dette aussi importantes (de l'ordre de 5 milliards de dollars) et résolues à honorer leurs obligations, les autorités yougoslaves ont pris de nouvelles mesures pour comprimer de nouveau fortement les revenus en termes réels et la demande intérieure. Les principaux objectifs et les principales dispositions à prendre pour y parvenir ont été fixés au terme de consultations avec le Fonds Monétaire International, auquel la Banque des Règlements Internationaux, un certain nombre de pays de l'OCDE et un consortium de banques commerciales étrangères se sont joints pour fournir des concours financiers à la Yougoslavie et soutenir ainsi son programme de stabilisation. Sans cet ensemble d'aides extérieures, il aurait fallu, pour faire face aux obligations envers l'étranger, chercher à dégager un excédent important au titre de la balance des opérations courantes avec les pays à monnaie convertible sans grande chance d'y parvenir. En effet, les restrictions sévères appliquées aux importations dans la période récente ont englobé les matières premières et les biens intermédiaires, perturbant ainsi gravement la production, tant pour le marché intérieur que pour les exportations, et elles ont accentué les tensions inflationnistes sous-jacentes.

L'aide financière à venir, la reprise progressive de l'activité économique à laquelle on s'attend dans la zone de l'OCDE et la baisse des prix du pétrole devraient atténuer les difficultés d'ajustement à court terme de l'économie yougoslave. Ces difficultés n'en restent pas moins redoutables et les autorités se montrent particulièrement résolues à atteindre les objectifs de stabilisation en imposant des sacrifices sur le plan des revenus réels et de la consommation pour la troisième année de suite et en abaissant le niveau de l'investissement. Dans une perspective à court terme, on se trouve en face d'un certain nombre de points d'interrogation importants. L'orientation des politiques d'action sur la demande pour 1983 et, en particulier, de la politique monétaire est très restrictive. Si les considérations de balance des paiements et d'inflation donnent à cette orientation un caractère impératif, le risque n'en existe pas moins de voir les objectifs monétaires et les objectifs de dépenses publiques réduire la demande intérieure en volume plus sévèrement et perturber l'économie plus fortement que cela n'est nécessaire. Aussi semble-t-il indispensable de suivre de près l'évolution de l'économie dans le courant de l'année et, s'il le faut, d'ajuster les objectifs de manière réaliste. De plus, s'il faut approuver le souci d'avoir désormais un taux de change plus valable, l'objectif fixé quant à la dévaluation du dinar en termes réels va peut-être au-delà de ce que justifie la capacité de l'économie de transférer des ressources, à court terme, au secteur extérieur. En même temps, cette politique a des effets inflationnistes notables qui rendront plus

difficiles la désinflation et la restructuration à moyen terme. En conséquence, il faudra absolument, quand seront examinés au milieu de l'année 1983 les ajustements qu'il convient d'apporter au taux de change, tenir compte des conséquences inflationnistes ainsi que de la balance des paiements.

Indépendamment des mesures de stabilisation à court terme, les autorités yougoslaves ont donné à la politique économique, depuis l'an dernier, une nouvelle orientation à plus long terme qui a été exposée au Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE en janvier 1983. Il s'agit essentiellement d'améliorer le fonctionnement de l'économie et de corriger ses déséquilibres structurels en donnant un rôle accru aux mécanismes du marché et en développant, à moyen terme, les relations économiques de la Yougoslavie avec l'extérieur dans une optique multilatérale. Ces orientations, qui sont conformes aux principes généraux inspirant les travaux de l'Organisation, ont reçu un accueil très favorable de la part du Comité.

Les mesures concrètes qu'exige la réalisation de ces objectifs généraux sont actuellement en cours d'élaboration. Bien des questions ont été examinées par la Commission de stabilisation dont le rapport final devrait être présenté d'ici la fin de juin. Un grand nombre de problèmes structurels devront être abordés et le chapitre IV de la présente étude rappelle certains de ceux qui ont été soulevés dans des études précédentes. Le plus important est peut-être la tendance permanente à une forte inflation. Si ce problème de l'inflation n'est pas résolu, il faudra maintenir la demande au-dessous du niveau optimal et le chômage élevé qui en résultera persistera plus longtemps qu'il ne faudrait au regard des possibilités de l'économie. Des politiques monétaires et budgétaires plus strictes faciliteront la lutte contre l'inflation, mais il y a le gros problème – évoqué dans les Études économiques de l'OCDE depuis le milieu des années 60 – du système de détermination des prix et des revenus et des moyens propres à améliorer le fonctionnement du système économique d'autogestion. L'amélioration des résultats exige essentiellement, semble-t-il, de renforcer les facteurs de concurrence dans le cadre d'un marché national plus intégré.

- i) L'ouverture de l'économie aux produits en provenance des pays à monnaie convertible pourrait contribuer pour une part importante à accroître la concurrence, encore que, à court terme, les possibilités d'action en ce sens soient manifestement limitées par la contrainte de balance des paiements.
- ii) Déployer de nouveaux efforts pour supprimer les obstacles à la libre circulation des capitaux et des biens et services à l'intérieur du pays permettrait également d'accroître la concurrence. Étant donné les faibles possibilités d'action sur les importations, il est encore plus important de se débarrasser des réglementations officielles et des pratiques oligopolistiques qui ont conduit à la fragmentation actuelle du marché intérieur.

Cependant, il semble indispensable de s'attaquer aussi au problème de la course des salaires et des prix en suivant une politique judicieuse, qu'elle qu'en soit la forme, propre à éviter des hausses excessives des revenus nominaux et des prix. Les divers systèmes de surveillance et de contrôle des prix appliqués jusqu'à présent n'ont pas donné de résultats durables. Quant aux mesures appliquées afin de maîtriser les mouvements relatifs des salaires et du surplus dégagé par les entreprises, elles ont souvent entraîné une baisse des salaires réels sans ralentir aucunement l'inflation.

Le problème endémique de l'inflation est étroitement lié aux autres problèmes structurels rappelés dans la présente Étude, notamment : le volume considérable, dans le passé, des investissements en capital fixe, souvent peu rentables ; la fragmentation du marché intérieur ; les problèmes structurels de finances publiques ; le degré élevé de liaison entre les exportations et les importations et la multiplicité des niveaux de responsabilité en matière de commerce extérieur et de paiements extérieurs. Des

mesures importantes ont été prises pour s'attaquer à ces problèmes : on en a un exemple notable avec le revirement complet et bienvenu de la politique de taux d'intérêt. Cependant, il faut manifestement procéder à une réévaluation globale et cohérente des différentes politiques suivies. On s'est interrogé, dans la présente Étude, sur les grands problèmes économiques et la façon dont ils pourraient être résolus. Il semble notamment que la décentralisation de la prise de décision en matière économique en Yougoslavie – aspect heureux et essentiel du système – ne sera vraiment un facteur d'efficience que si elle est complétée par des politiques macro-économiques plus efficaces au niveau fédéral. Il faudrait en particulier une stratégie unifiée de balance des paiements dans le cadre d'un marché national intégré. En dépit de toutes les mesures vigoureuses prises ces dernières années, le fait que la monnaie nationale ne joue pas son vrai rôle, sapée qu'elle est par une très forte inflation et par la fuite vers les monnaies étrangères, compromet la réalisation des objectifs économiques et sociaux. De ce fait, inévitablement, de nombreux aspects de la vie économique ont été et se trouvent encore soumis à des restrictions quantitatives et à un contrôle administratif destinés à parer au plus pressé. En outre, du fait de la tendance à la planification quantitative à moyen terme par secteurs sur laquelle se fonde tout le système, on n'accorde pas suffisamment d'attention – à cause du taux élevé d'inflation – aux coûts et prix relatifs. En laissant les mécanismes du marché jouer davantage, on contribuerait à atténuer ces contradictions et à rendre l'économie plus efficiente et moins inflationniste. Il est à souhaiter que les recommandations de la Commission de stabilisation servent de base à l'élaboration de mesures concrètes propres à assurer le bon fonctionnement d'une économie unifiée et axée sur le marché.

NOTES TECHNIQUES¹

INTERPRÉTATION DES STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES COMPTES NATIONAUX

Évaluation des opérations avec l'extérieur

Ces dernières années, la conversion en dinars des opérations avec l'extérieur concernant les échanges de biens et de services, le tourisme, les envois de fonds des travailleurs migrants et les autres transferts a posé de sérieux problèmes. La conversion à partir de la monnaie de transaction se faisait en utilisant le taux de change en vigueur au début de chaque année, celui-ci servant de facteur de conversion fixe, valable pour l'ensemble de l'année en question. Pour la présentation internationale la conversion ultérieure en dollars des États-Unis a aussi été faite selon la méthode du taux de change en début d'année. Cette procédure ne tenait pas compte en cours d'année des mouvements des taux de change alors que ces fluctuations sont très accusées depuis quelques années. En dollars, les opérations avec l'étranger ont été sous-évaluées durant la période où le dollar fléchissait par rapport aux grandes monnaies mondiales (1978-1980) et sur-évaluées lorsqu'il s'inscrivait en hausse (1981 et 1982). Les autorités ont annoncé que, lorsque certains problèmes techniques liés à l'établissement des statistiques du commerce auront été résolus, la conversion des opérations avec l'extérieur serait effectuée sur la base des taux de change en vigueur à la date de la transaction considérée.

Le tableau 1 fait apparaître les échanges extérieurs de la Yougoslavie avec l'Allemagne, l'Italie et la zone de l'OCDE dans son ensemble, tels qu'ils ressortent respectivement des statistiques de la Yougoslavie et de celles de ses partenaires commerciaux. Étant donné que les pays donnent les importations sur la base CAF et les exportations sur la base FOB, les chiffres figurant, dans chaque cas, à la troisième ligne, représentent en l'absence de différence de temps une estimation des coûts moyens de fret et d'assurance exprimés en pourcentage des valeurs FOB.

Dans tout ce tableau, les valeurs des biens enregistrés comme importations dans les statistiques du commerce de la Yougoslavie sont inférieures aux valeurs des biens enregistrés comme exportations par ses partenaires commerciaux. On aboutit à une conclusion absurde, à savoir que les coûts de fret et d'assurance des importations yougoslaves seraient négatifs. S'agissant des exportations, tous les pourcentages sont affectés du signe approprié pour les exportations vers l'Italie en 1981, mais très souvent les chiffres apparaissent incroyablement élevés. Des problèmes de cette sorte ne sont certainement pas exclusifs à la Yougoslavie, et l'examen de chiffres du commerce extérieur d'autres pays de l'OCDE révèle des cas similaires d'incohérences. Pour les autres pays, par contre, les écarts statistiques sont généralement d'une échelle plus petite, et le tableau 1 suggère que le commerce extérieur de la Yougoslavie (aussi bien les importations que les exportations) serait sérieusement sous-estimé pour la période considérée.

Variations des stocks

Un aspect frappant des comptes nationaux de la Yougoslavie est que les stocks – matières premières, produits finis et produits ou travaux en cours – ont fortement augmenté ces vingt dernières années. Durant chacune des deux décennies écoulées, l'accroissement des stocks aux prix courants a représenté en moyenne quelque 7 % du PIB, en Yougoslavie, tandis que, pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, il n'était que de 1 % environ du PIB. Qui plus est, les stocks en Yougoslavie ont augmenté chaque année depuis le milieu des années 50, alors que, dans tous les autres pays de l'OCDE (à l'exception du Japon), les stocks ont baissé durant au moins une année et, en général, plusieurs années au cours de cette même période.

La source principale de données pour les estimations des stocks est constituée par les réponses annuelles aux enquêtes des établissements du secteur « matières premières » et « production », qui indique la valeur des stocks et des produits ou travaux en cours aux prix de fin d'année. En période d'inflation, les correspondants

1. Les présentes notes ne prennent pas en compte les observations que pourraient faire les autorités yougoslaves.

peuvent très bien avoir des difficultés à évaluer correctement les stocks en fin d'année, et dans certains cas, il existe peut-être une tendance à surestimer les prix pour faire apparaître la production de l'établissement sous le jour le plus favorable possible. Une autre difficulté vient de ce que, pour calculer la variation des stocks d'une année sur l'autre, le Service de statistiques convertit les estimations de stocks en fin d'année aux prix en milieu d'année. On pense maintenant que les indices utilisés à cet effet ont uniformément sous-estimé la proportion de hausse des prix incorporée dans les estimations des stocks en fin d'année données dans l'enquête sur les établissements. Il semble donc probable que les estimations de la variation des stocks comportent un élément de gonflement qui a pu être assez important ces dernières années.

Outre ces problèmes d'évaluation, certaines questions se posent également quant au domaine couvert par les estimations de stocks. En particulier, l'accroissement des stocks peut comprendre des biens qui ont été produits durant l'année mais qui sont restés en stock à la fin de l'année pour cause de défauts de fabrication ou de conception. Si, de fait, un certain nombre de marchandises invendables sont systématiquement incluses dans l'évaluation de la variation de stocks, on peut voir là un autre aspect du problème de l'évaluation de ces derniers, étant donné que des prix positifs sont alors attribués à des articles dont la valeur est pratiquement nulle. Par ailleurs, on a des raisons de douter que la formation de stocks par les organismes d'État soit notifiée avec précision et incorporée entièrement aux séries de données sur les stocks.

Écart statistique

Le Produit social, qui est le principal agrégat du système de comptes de la Yougoslavie et qui peut être considéré équivalant grosso modo au « PIB du secteur des entreprises », est évalué par addition : rémunération des salariés, revenu des travailleurs indépendants, excédent d'exploitation et consommation de capital fixe du « secteur des entreprises ». Après estimation des emplois finals du Produit social – consommation, investissements et solde des échanges – il reste un écart statistique qui, ces dernières années, a parfois atteint 1½ % environ du Produit social aux prix courants, un chiffre relativement plus élevé que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Fait particulièrement regrettable, on a enregistré ces dernières années, d'importantes fluctuations de l'écart statistique pour les estimations à prix constants des dépenses finales. En d'autres termes, il n'a pas été possible de ventiler avec précision la croissance en termes réels du Produit social suivant les composantes de la demande finale.

Par définition, pourrait-on dire, il est impossible d'expliquer les écarts statistiques : si l'on en connaissait l'origine, on s'arrangerait pour les supprimer. Dans le cas présent, il est peu probable que le problème lié à l'estimation de l'accroissement des stocks soit en cause, étant donné que, si l'accroissement des stocks est surestimé dans la partie « emplois finals » du compte du Produit social, la valeur ajoutée figurant dans la partie « ressources » se trouvera réduite d'un montant identique. Une explication plus plausible, réside peut-être dans l'évaluation des opérations avec l'étranger, mais il y a presque certainement des erreurs assez importantes dans les estimations de chacune des dépenses de consommation ou des investissements fixes.

Le système du Produit social

La Yougoslavie fournit régulièrement à l'OCDE des statistiques annuelles des comptes nationaux établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies et de l'OCDE². Ces statistiques sont utilisées dans l'Étude de l'OCDE sur la Yougoslavie et publiées aussi dans les « Comptes nationaux » annuels de l'OCDE. Toutefois, le système comptable de base en Yougoslavie est le système de Comptabilité du produit matériel (CPM)³; de fait, bon nombre de tableaux et de comptes figurant dans l'Étude reposent sur ce système. La principale différence entre le système CPM et SCN est que le premier désigne un groupe important de services comme étant « non matériels » ou « improductifs »; dans l'optique du CPM, ces services n'engendrent pas de valeur ajoutée, ils entraînent seulement une redistribution de la valeur ajoutée créée par les industries « productives », c'est-à-dire les activités produisant des biens et des services « matériels ».

Les règles et définitions comptables du système CPM sont plus souples que celles du SCN. Les pays disposent d'une grande latitude pour adapter les principes du CPM à leur situation socio-économique, ce qui rend plus complexe l'interprétation des statistiques d'un pays donné utilisant ce système. Les tableaux 2 à 7 ci-après du système de comptabilité du produit matériel tel qu'il est appliqué par la Yougoslavie sont présentés avec recours, autant que possible, à la terminologie du SCN. Voici des indications succinctes sur la manière dont chaque compte s'apparente à son équivalent dans le SCN.

Le compte du Produit social (tableau 2) couvre les activités des industries « productives », définies comme étant les industries qui produisent soit des *biens*, soit des services *matériels*. Ces derniers comprennent le transport des marchandises et des voyageurs, la distribution de gros et de détail ainsi que l'hôtellerie et la restauration. Tous les autres services – santé, enseignement, services culturels et récréatifs, administrations publiques et défense, banque, assurances et services personnels tels que coiffure et blanchisserie – sont classés comme « non matériels » et ne contribuent pas au Produit social.

2. *Système de comptabilité nationale, Nations Unies, New York 1968.*

3. Ce système est décrit dans *Principes de l'établissement de la balance de l'économie nationale, Nations Unies, New York 1977.*

La partie gauche du compte fait apparaître la production des industries « productives », tandis que la partie droite indique comment cette production est utilisée – pour la consommation des ménages, la formation de capital fixe, la formation de stocks, etc. Ce compte concerne le produit social *brut* : si l'on en déduit la dernière rubrique de part et d'autre – la consommation intermédiaire – il reste le « Produit social » proprement dit (cet agrégat est encore « brut », dans la mesure où l'on n'en a pas encore retranché la consommation de capital fixe). Le Produit social étant le principal agrégat du système comptable yougoslave, il est intéressant de le comparer au principal agrégat du SCN, à savoir le produit intérieur brut :

Produit social et produit intérieur brut
A prix courants, en milliards de dinars

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Produit social (PS)	407	503	593	734	902	1 165	1 553	2 208
Produit intérieur brut (PIB)	473	577	683	835	1 013	1 294	1 724	2 410
PS en pourcentage du PIB	86	87	87	88	89	90	90	92

En Yougoslavie, la production des biens et des services matériels est assurée par deux types d'unités. Les premières et les plus importantes sont les coopératives de travailleurs, appelées « organisations de travail en commun » dans la terminologie yougoslave et comme « entreprises » dans l'Étude. Les travailleurs des « organisations de travail en commun » gèrent les actifs financiers et les immobilisations (les « actifs sociaux ») de l'organisation. L'essentiel de la production – activités minières, production manufacturière, construction et services d'utilité publique – est assuré par des coopératives de travailleurs. En second lieu, on trouve les travailleurs *indépendants*, qui exercent leur activité seuls ou avec des membres de leur famille. C'est surtout dans l'agriculture l'alimentation, les travaux manuels, et la construction de logements privés qu'ils jouent un rôle important.

La rubrique 1.1.1 s'apparente à la rubrique « rémunération des salariés » du SCN, mais les salaires sont donnés nets d'impôts et de cotisations sociales, et les avantages en nature ne sont pas pris en compte. La rubrique 1.2 couvre les dépenses courantes des coopératives de travailleurs au titre de primes de vacances, de loisirs et autres services fournis aux travailleurs; dans le SCN, ces services sont considérés comme des avantages en nature et incorporés à la rémunération des salariés s'ils profitent surtout à ces derniers ou à la consommation intermédiaire s'ils profitent essentiellement à l'employeur. La formation brute de capital fixe mentionnée dans la rubrique 1.2 consiste principalement en investissements dans le logement pour les membres des coopératives de travailleurs.

La somme des rubriques 1.3 et 1.4 et de la formation brute de capital fixe figurant à la rubrique 1.2 constitue l'épargne nette (ou « bénéfices non distribués ») des coopératives de travailleurs. Si l'on additionne les rubriques 1.5 à 1.8, on obtient l'équivalent de l'excédent brut d'exploitation du SCN. On peut donc considérer que la somme des rubriques 1.1 à 1.8 inclus représente à peu de chose près la valeur ajoutée brute telle que définie dans le SCN. Elle s'en écarte par excès dans la mesure où la rubrique 1.2 englobe les dépenses courantes de services fournis aux travailleurs qui seraient classées à la rubrique « consommation intermédiaire » selon les règles du SCN.

La rubrique 1.10 ne recouvre pas entièrement la consommation totale des ménages, car elle exclut les achats de services « non matériels », qui ont atteint ces dernières années 7 à 8 % de cette consommation totale. La rubrique 1.11 porte sur la consommation intermédiaire des administrations publiques et des institutions financières. Son équivalent le plus proche dans le SCN – la consommation finale des administrations publiques – s'obtiendrait en déduisant de la somme des salaires et traitements versés par ces administrations la consommation de biens et de services matériels des institutions financières. Les autres emplois finals énumérés dans ce compte – rubriques 1.12, 1.13 et 1.14 – ont des équivalents très proches dans le SCN, à savoir : la formation brute de capital fixe, l'accroissement des stocks et le solde des échanges de biens et de services respectivement.

Le tableau 3 est, à maints égards, analogue au compte « revenu et dépenses » du SCN. La principale différence est que, dans le présent agrégat, les salaires et traitements sont donnés nets d'impôts directs et de cotisations sociales, de sorte que ces deux sous-rubriques n'ont pas à figurer dans la partie « dépenses » du compte.

La consommation finale des ménages dans l'optique du SCN est calculée en additionnant les rubriques 2.2 et 2.1.1. Cette dernière comprend les « achats » de services personnels ainsi que divers frais (généralement non matériels) relatifs aux services médicaux, éducatifs et culturels; la rubrique 2.1.2 couvre les quelques autres charges payées sur le revenu des ménages, de sorte que tout ce qui reste à la partie « emplois » du compte représente l'épargne des ménages. Celle-ci est divisée en deux composantes – la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire les investissements au titre du logement (rubrique 2.3) et l'épargne financière (rubrique 2.4).

La partie « recettes » du compte appelle peu d'explications. Les rubriques 2.5 et 2.6 chiffrent les salaires et traitements et le revenu des travailleurs indépendants pour les activités « productives » et « non productives »

respectivement. Les autres rubriques consistent en recettes courantes qui ont des équivalents très proches dans la partie «ressources» du compte «revenu et dépenses» du SCN.

Le compte présenté au tableau 4 n'a pas d'équivalent proche dans le SCN. On peut dire que c'est un compte combiné «production» et «revenu/dépenses» pour les industries productrices de services non matériels.

En Yougoslavie, il existe plusieurs catégories d'unités de production qui assurent des services non matériels. En premier lieu, on trouve quelques milliers d'organismes dénommés «communautés d'intérêt autogérées» qui fournissent des services de santé, d'éducation et de culture à l'ensemble de la population. Ils sont financés par les cotisations sociales des actifs qui utilisent ces services et gérés par des Commissions élues par les prestataires et les consommateurs des services fournis. La plupart des communautés d'intérêt sont organisées à l'échelon local, mais un petit nombre d'entre elles – notamment les communautés responsables de l'enseignement supérieur – fonctionnent au niveau des Républiques ou des provinces. En second lieu, on trouve les ministères et les autres organes de l'administration fédérale et des Républiques qui remplissent les fonctions habituelles de la puissance publique, à savoir l'administration et la défense. Dans la comptabilité yougoslave ces organismes sont désignés comme des communautés socio-politiques. Un troisième groupe se compose des banques et compagnies d'assurance qui sont organisées sur le modèle des coopératives de travailleurs mais qui sont placées sous la tutelle des pouvoirs publics pour ce qui concerne leur politique de placements, de prêts et de taux d'intérêt. Enfin, il existe des coopératives de travailleurs et des travailleurs indépendants assurant les services personnels.

La plupart des rubriques de ce compte sont tout à fait explicites. Le «secteur public» (3.1.1) désigne l'ensemble des trois premières catégories d'organismes décrites au paragraphe précédent : le terme «autres secteurs» (3.1.2) vise les coopératives de travailleurs et les travailleurs indépendants assurant des services personnels. L'épargne dans l'optique du SCN correspond à la somme des rubriques 3.7 et 3.8. Cette dernière concerne les investissements des organismes «non productifs» en actifs «productifs». Il s'agit, par exemple, d'investissements pour des réseaux d'irrigation ou de dépenses de réparation des dégâts causés par les tremblements de terre. Dans la partie droite du compte, les recettes sont classées par origine : industries productrices de biens et de services matériels, ménages et unités assurant des services non matériels.

La somme des rubriques 3.1.1 (salaires et traitements dans le secteur public) et 3.4 (consommation intermédiaire de biens et de services matériels) constitue un équivalent proche de la consommation finale des administrations publiques dans l'optique du SCN. Il ne s'agit toutefois que d'une approximation, car chacune de ces deux rubriques englobe non seulement les administrations publiques, mais aussi les institutions financières; de plus, les salaires et traitements (3.1.1) sont donnés nets d'impôts directs et de cotisations sociales.

Le tableau 5 n'est pas véritablement un compte au sens habituel du terme, puisque les parties «consommation» et «dépenses» comportent exactement les mêmes rubriques. Le principal intérêt de ce compte est que, dans la comptabilité nationale yougoslave, les rubriques 4.1.1 et 4.1.2 sont ventilées par catégories de biens et de services – produits alimentaires, boissons et tabac, articles d'habillement et chaussures, etc. Il convient de noter que ce compte ne permet d'évaluer ni la consommation finale des ménages ni celle des administrations publiques, étant donné qu'il englobe seulement la consommation de biens et de services matériels.

Les rubriques du tableau 6 ont des équivalents proches dans les comptes d'accumulation de capital et de financement du SCN. Ce compte couvre tous les secteurs de l'économie : industries productives, ménages et unités non productives. Il montre dans quelle mesure la formation brute de capital (5.1 + 5.2) est financée par la consommation de capital fixe (5.3), par l'épargne nette des industries productives (5.4 + 5.5), par l'épargne nette des unités non productives (5.6 + 5.7), par l'épargne nette des ménages (5.8 + 5.9), par les emprunts nets à l'étranger (5.10) et par les transferts de capitaux (5.11).

Le tableau 7 est très semblable au compte des opérations avec l'extérieur du SCN, si ce n'est que les versements et les recettes au titre du revenu de la propriété et de l'entreprise et de la rémunération des salariés sont considérés comme des transferts et non comme des opérations portant sur le revenu des facteurs. Les revenus du tourisme présenté dans la rubrique 6.1.3 incluent seulement les paiements opérés par les touristes au bénéfice des coopératives des travailleurs (principalement pour l'alimentation et l'hôtellerie). Les dépenses des touristes, pour la nourriture et le logement fournis par les travailleurs indépendants, sont inclus dans la rubrique 6.2.2. La rubrique 6.5.3 «Dépenses tourisme» inclut le total des montants prélevés par les ménages de la rubrique des comptes de change, et par conséquent comprend d'autres dépenses que celles consacrées au tourisme. Les rubriques 6.2 et 6.6 couvrent les opérations relatives au revenu des facteurs entre, d'une part, le reste du monde et, d'autre part, les ménages, les coopératives de travailleurs et les travailleurs indépendants résidents. Les opérations relatives au revenu des facteurs concernant les administrations publiques ou les institutions financières, en particulier les versements d'intérêts au titre de la dette publique, sont comptabilisées sous les rubriques 6.3 et 6.7.

Tableau 1. **Tableau comparatif des échanges de la Yougoslavie suivant les statistiques nationales et suivant les statistiques des partenaires commerciaux**
En millions de dollars des Etats-Unis, en chiffres mensualisés

	1978	1979	1980	1981
<i>Echanges avec l'Allemagne</i>				
Importations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	147.0	184.9	202.0	156.5
(b) statistiques de l'Allemagne	209.9	263.7	237.3	187.0
(a) - (b) en pourcentage de (b)	-30	-30	-15	-16
Exportations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	38.5	47.8	61.8	55.5
(b) statistiques de l'Allemagne	77.4	100.2	107.2	95.2
(b) - (a) en pourcentage de (a)	101	110	73	71
<i>Echanges avec l'Italie</i>				
Importations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	67.5	87.2	88.8	82.8
(b) statistiques de l'Italie	73.6	104.2	101.8	90.7
(a) - (b) en pourcentage de (b)	-8	-16	-13	-9
Exportations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	43.3	54.7	66.1	64.9
(b) statistiques de l'Italie	56.5	66.2	74.4	61.4
(b) - (a) en pourcentage de (a)	30	21	13	-5
<i>Echanges avec l'ensemble des pays de l'OCDE</i>				
Importations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	458.9	590.0	633.3	535.5
(b) statistiques de l'OCDE	542.4	707.8	685.2	579.1
(a) - (b) en pourcentage de (b)	-15	-17	-8	-8
Exportations :				
(a) statistiques de la Yougoslavie	177.6	213.9	264.7	222.7
(b) statistiques de l'OCDE	249.9	314.4	341.2	281.3
(b) - (a) en pourcentage de (a)	41	47	29	26

Source : *Statistiques du Commerce Extérieur, bulletin mensuel (Série A), OCDE.*

Tableau 2. Compte du Produit social
En millions de dinars

Formation du produit social brut	1980	1981	Emplois du produit social brut	1980	1981
1.1. Salaires et traitements, et revenu des travailleurs indépendants, après déduction des impôts directs et des cotisations sociales	573 256	851 456	1.10. Consommation de biens et de services matériels par les ménages	818 829	114 330
1.1.1. Sommes versées	508 017	753 597	1.11. Consommation de biens et de services matériels par les unités assurant :	143 060	198 200
1.1.2. Autoconsommation	65 239	97 859	1.11.1. les services de santé, d'enseignement et de culture	63 484	91 650
1.2. Dépenses courantes et formation brute de capital fixe des coopératives de travailleurs au profit de leurs salariés	94 081	102 137	1.11.2. les services d'administration publique, de défense, de banque et d'assurances	79 576	106 550
1.3. Formation brute de capital fixe non dénommée ailleurs	140 479	241 404	1.12. Biens et services matériels utilisés pour la formation brute de capital fixe	545 664	676 623
1.3.1. Coopératives de travailleurs	125 211	216 921	1.12.1. Industries productrices de biens et de services matériels	386 297	471 154
1.3.2. Travailleurs indépendants	15 268	24 483	1.12.2. Unités fournissant des services non matériels	159 367	205 469
1.4. Accroissement du patrimoine financier des coopératives de travailleurs	26 092	39 130	1.13. Accroissement des stocks	119 622	238 087
1.5. Cotisations sociales versées par les coopératives de travailleurs, les salariés et les travailleurs indépendants	260 005	351 025	1.14. Biens et services matériels : exportations moins importations	-132 439	-124 726
1.6. Impôts directs acquittés par coopératives de travailleurs, les salariés et les travailleurs indépendants	195 067	277 914	1.15. Erreur statistique	58 353	79 655
1.7. Agios bancaires et primes d'assurance versés par les coopératives de travailleurs et les travailleurs indépendants	111 585	145 435	1.16. Consommation intermédiaire de biens et de services matériels	2 091 229	3 018 142
1.8. Consommation de capital fixe	152 524	202 638			
1.9. Consommation intermédiaire de biens et de services matériels	2 091 229	3 018 142			
Total	3 644 318	5 229 281	Total	3 644 318	5 229 281

Tableau 3. **Emplois et ressources des ménages**
En millions de dinars

Emplois	1980	1981	Ressources	1980	1981
2.1. Dépenses au titre des services collectifs et autres services non matériels	88 382	118 273	2.5. Salaires et traitements et revenu des travailleurs indépendants, nets des impôts directs et des cotisations sociales, dans les industries productrices de biens et de services matériels	573 256	851 456
2.1.1. Dépenses directes au titre des services collectifs et autres services non matériels	59 428	79 040	2.5.1. Sommes versées	508 017	753 597
2.1.2. Cotisations sociales bénévoles, impôts indirects, droits de timbre et primes d'assurance	28 954	39 233	2.5.2. Autoconsommation	65 239	97 859
2.2. Consommation de biens et services matériels par les ménages	818 829	1 143 300	2.6. Salaires et traitements et revenu des travailleurs indépendants, nets des impôts directs et des cotisations sociales, dans les unités fournissant des services collectifs et d'autres services non matériels	140 498	182 916
2.2.1. Achats	753 590	1 045 441	2.6.2. Secteur public	137 806	179 496
2.2.2. Autoconsommation	65 239	97 859	2.6.3. Autres secteurs	2 692	3 420
2.3. Formation brute de capital fixe	71 771	101 190	2.7. Prestations reçues au titre des régimes de sécurité et de protection sociales	158 549	210 870
2.4. Accroissement net du patrimoine financier	44 995	78 612	2.8. Dépenses courantes des coopératives de travailleurs en faveur de leurs employés et transferts, non dénommés ailleurs, en faveur des ménages par les unités fournissant des services collectifs	32 518	27 697
			2.9. Indemnités d'assurance pour les véhicules à moteur et autres biens personnels non productifs, bourses, récompenses, gains aux jeux de hasard et autres transferts en faveur des ménages non dénommés ailleurs	8 840	12 280
			2.10. Envois nets des travailleurs migrants et autres transferts de l'étranger aux ménages	110 316	156 156
Total	1 023 977	1 441 375	Total	1 023 977	1 441 375

Tableau 4. Services collectifs et autres services non matériels
En millions de dinars

Emplois	1980	1981	Ressources	1980	1981
3.1. Salaires et traitements et revenu des travailleurs indépendants, nets des impôts directs et des cotisations sociales	140 498	182 916	3.11. Recettes des industries produisant des biens et des services matériels	566 657	774 374
3.1.1. Secteur public	137 806	179 496	3.11.1. Cotisations sociales versées par les coopératives de travailleurs, les salariés et les travailleurs indépendants	260 005	351 025
3.1.2. Autres secteurs	2 692	3 420	3.11.2. Impôts directs acquittés par les coopératives de travailleurs, les salariés et les travailleurs indépendants	195 067	277 914
3.2. Prestations versées aux ménages au titre des régimes d'assurance et de protection sociales	158 549	210 870	3.11.3. Agios bancaires et primes d'assurance	111 585	145 435
3.3. Indemnités d'assurance pour les véhicules à moteur et autres biens personnels non productifs, bourses, récompenses, gains aux jeux de hasard et autres transferts aux ménages non dénommés ailleurs	18 849	23 240	3.12. Dépenses des ménages au titre des services collectifs et autres services non matériels	88 382	118 273
3.4. Consommation de biens et de services matériels par les unités fournissant :	143 060	198 200	3.12.1. Dépenses directes au titre des services collectifs et autres services non matériels	59 428	79 040
3.4.1. les services de santé, d'éducation et de culture	63 484	91 650	3.12.2. Cotisations sociales bénévoles, impôts indirects, droits de timbre et primes d'assurance	28 954	39 233
3.4.2. les services d'administration publique et de défense, de banque et d'assurance	79 576	106 550	3.13. Recettes tirées des unités fournissant des services non matériels	92 316	117 433
3.5. Cotisations sociales versées aux unités fournissant des services non matériels	92 316	117 433	3.13.1. Services de santé, d'enseignement et de culture	75 140	98 857
3.6. Consommation de capital fixe	11 156	14 878	3.13.2. Services d'administration publique et de défense, de banque et d'assurance	17 176	18 576
3.7. Formation brute de capital fixe sous forme d'actifs destinés aux unités fournissant des services non matériels, et accroissement des stocks et patrimoine financier de ces unités	114 062	157 996	3.14. Transferts nets reçus et non dénommés ailleurs	11 236	16 225
3.8. Formation brute de capital fixe sous forme d'actifs destinés à la production de biens et services matériels	24 325	36 607			
3.9. Subventions aux industries de biens et de services matériels	15 355	35 400			
3.10. Transferts nets au reste du monde	40 421	48 765			
Total	758 591	1 026 305	Total	758 591	1 026 305

Tableau 5. Bilan des dépenses de consommation finale au titre des biens et des services matériels
En millions de dinars

Consommation	1980	1981	Dépenses	1980	1981
4.1. Consommation des ménages au titre des biens et services matériels	818 829	1 143 300	4.4. Dépenses des ménages au titre des biens et des services matériels	818 829	1 143 300
4.1.1. Achats	753 590	1 045 441	4.4.1. Dépenses effectives	753 590	1 045 441
4.1.2. Autoconsommation	65 239	97 859	4.4.2. Autoconsommation	65 239	97 859
4.2. Consommation de biens et de services matériels par les unités assurant les services de santé, d'enseignement et de culture	63 484	91 650	4.5. Dépenses au titre des biens et services matériels des unités assurant :	143 060	198 200
4.3. Consommation de biens et de services matériels par les unités assurant les services d'administration publique et de défense, de banque et d'assurance	79 576	106 550	4.5.1. les services de santé, d'enseignement et de culture	63 484	91 650
			4.5.2. les services d'administration publique et de défense, de banque et d'assurance	79 576	106 550
Total	961 889	1 341 500	Total	961 889	1 341 500

Tableau 6. Compte de la formation brute de capital et de son financement
En millions de dinars

Formation brute de capital	1980	1981	Financement	1980	1981
5.1. Formation brute de capital fixe	545 664	676 623	5.3. Consommation de capital fixe	163 680	217 516
5.1.1. dans les industries produisant des biens et des services matériels	386 297	471 154	5.3.1. dans les industries productrices de biens et de services matériels	152 524	202 638
5.1.2. dans les autres secteurs	159 367	205 469	5.3.2. dans les unités fournissant des services non matériels	11 156	14 878
5.2. Accroissement des stocks	119 622	238 087	5.4. Epargne nette des industries productrices de biens et de services matériels	166 517	280 534
			5.4.1. Formation brute de capital fixe	140 479	241 404
			5.4.2. Accroissement des stocks et du patrimoine financier	26 092	39 130
			5.5. Formation brute de capital fixe par les coopératives de travailleurs au profit de leurs salariés	71 572	85 400
			5.6. Formation brute de capital fixe par les unités fournissant des services non matériels sous forme d'actifs destinés à la production de biens et de services matériels	24 325	36 607
			5.7. Formation brute de capital fixe par les unités fournissant des services non matériels sous forme d'actifs destinés à la fourniture de services non matériels, et accroissement des stocks et du patrimoine financier de ces unités	114 062	157 996
			5.8. Formation brute de capital fixe par les ménages	71 771	101 190
			5.9. Accroissement du patrimoine financier des ménages	44 995	78 612
			5.10. Emprunts nets à l'étranger	62 544	17 335
			5.11. Transferts nets, non dénommés ailleurs, au profit des unités fournissant des services non matériels	-11 236	-16 225
			5.12. Ecart statistique	-42 998	-44 255
Total	665 286	914 710	Total	665 286	914 710

Tableau 7. **Compte des opérations avec l'extérieur**
En millions de dinars

Ressources	1980	1981	Dépenses	1980	1981
6.1. Exportations de biens et de services	382 900	436 144	6.5. Importations de biens et de services	515 339	560 870
6.1.1. Biens (données FOB, rendu frontière yougoslave)	245 086	298 362	6.5.1. Biens (données CAF, rendu frontière yougoslave)	411 257	430 166
6.1.2. Transport, assurance et services, nda	107 383	100 927	6.5.2. Transport, assurance et services nda	31 667	46 144
6.1.3. Tourisme	30 431	36 855	6.5.3. Tourisme	72 415	84 560
6.2. Transferts de l'étranger aux ménages	110 565	159 257	6.6. Transferts des ménages à l'étranger	249	3 101
6.2.1. Envois de fonds des travailleurs migrants	107 580	97 298	6.7. Transferts des unités fournissant des services non matériels	46 546	64 775
6.2.2. Autres transferts	2 985	61 959			
6.3. Transferts au profit des unités fournissant des services non matériels	6 125	16 010			
6.4. Solde des opérations courantes	62 544	17 335			
Total	562 134	628 746	Total	562 134	628 746

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. **Produit social (concepts et définitions yougoslaves)**

Millions de dinars

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Aux prix courants											
Dépenses des consommateurs	110 514	137 025	168 877	220 187	275 283	326 191	397 837	487 200	622 447	818 829	1 143 300
Consommation collective	17 508	21 286	26 708	35 962	49 620	60 265	72 556	86 439	110 900	143 060	198 200
Formation brute de capital fixe	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581	545 665	684 961
Variation des stocks	21 983	14 500	31 957	57 827	44 760	30 286	59 100	28 767	82 209	119 622	239 622
Balance extérieure	-15 043	-8 024	-14 550	-44 698	-43 606	-25 897	-59 553	-73 768	-118 527	-132 439	-124 726
Exportations de biens et services	40 575	56 026	72 278	95 128	105 231	120 851	129 855	146 929	201 309	382 900	436 144
Importations de biens et services	55 618	64 050	86 828	139 826	148 837	146 748	189 408	220 697	319 836	515 339	560 870
Écart statistique	4 863	6 631	7 832	20 555	13 651	-5 568	-3 592	15 863	20 807	58 352	66 893
Produit social	204 476	245 395	306 326	407 220	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417	1 553 089	2 208 250
Aux prix de 1972											
Dépenses des consommateurs	130 960	137 025	140 695	151 030	156 174	163 097	174 595	186 737	197 101	198 481	196 496
Consommation collective	20 256	21 286	22 160	23 774	25 980	28 448	30 553	32 540	34 015	33 670	32 050
Formation brute de capital fixe	72 668	73 977	77 074	84 054	92 181	99 689	109 114	120 589	128 293	120 717	108 887
Variation des stocks	25 967	14 500	21 344	31 095	19 132	15 380	22 123	9 683	25 300	29 319	41 965
Balance extérieure	-20 911	-8 024	-14 719	-24 866	-23 556	-9 075	-22 878	-22 521	-36 370	-18 598	-7 289
Exportations de biens et services	47 622	56 026	59 835	60 424	59 346	68 189	64 508	63 991	67 455	74 851	83 982
Importations de biens et services	68 533	64 050	74 554	85 290	82 902	77 264	87 386	86 512	103 825	93 449	91 271
Écart statistique	6 600	6 631	11 130	14 598	19 982	3 652	11 814	20 771	23 798	17 275	14 288
Produit social	235 540	245 395	257 684	279 685	289 893	301 191	325 321	347 799	372 317	380 864	386 397

1. Chiffres préliminaires.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau B. Produit national et dépenses (concepts et définitions standardisés)
Millions de dinars, aux prix courants

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Dépenses des consommateurs en biens et services	95 593	121 722	151 687	187 146	244 100	294 900	351 500	428 950	528 400	672 125	881 140	1 126 437
Dépenses courantes de l'État en biens et services	30 484	36 686	45 290	52 742	74 300	97 900	118 700	147 500	177 200	227 500	290 967	380 850
Formation brute de capital fixe	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581	545 665	684 961
Variation des stocks	13 638	21 983	14 702	31 957	57 800	44 600	30 300	59 100	28 767	82 209	119 622	239 622
Exportations de biens et services	31 841	42 909	59 206	76 436	101 100	111 200	129 500	136 400	153 220	206 575	383 634	438 177
moins : Importations de biens et services	40 494	56 291	64 996	87 951	142 000	150 000	148 800	190 800	221 188	325 232	527 173	571 226
Écart statistique	-807	3 651	3 296	7 832	20 013	15 313	-5 683	-13 906	-10 994	-16 822	29 843	11 424
Produit national brut aux prix du marché	181 918	235 311	283 162	353 664	472 700	577 200	682 800	835 200	1 012 719	1 293 936	1 723 698	2 410 245
Revenus en provenance du reste du monde	5 728	10 024	15 411	22 644	26 710	26 773	29 000	34 800	55 570	64 687	115 943	170 096
Revenus versés au reste du monde	1 610	2 236	2 818	3 778	4 800	4 273	5 000	6 400	8 300	15 604	34 971	57 720
Produit national brut aux prix du marché	186 036	243 099	295 755	372 530	494 610	599 700	706 800	863 600	1 059 989	1 343 019	1 804 670	2 522 821
Impôts indirects	15 864	22 041	27 279	29 239	58 070	62 000	71 200	105 300	123 085	163 085	195 332	269 014
Subventions	1 287	2 790	7 015	8 194	12 280	15 000	10 000	26 100	26 400	34 233	42 894	50 711
Produit national brut au coût des facteurs	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	645 600	784 400	963 217	1 214 167	1 652 232	2 304 518
Amortissement et provisions pour autres opérations	16 644	21 180	27 979	36 290	50 840	61 000	70 000	83 600	102 717	128 507	174 746	236 125
Produit national net au coût des facteurs	154 815	202 668	247 512	315 195	397 980	491 700	575 600	700 800	860 500	1 085 660	1 477 486	2 068 393

1. Chiffres préliminaires.

Source: Renseignements communiqués à l'OCDE.

Tableau C. **Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité**
Millions de dinars, aux prix courants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Agriculture, sylviculture et pêche	38 005	43 890	60 277	71 682	83 552	97 463	111 936	112 636	146 842	201 025	304 192
Industries extractives	5 360	6 426	7 492	11 113	13 182	14 780	17 360	19 679	24 315	38 544	56 919
Industries manufacturières	62 002	74 980	94 637	132 331	160 275	180 359	221 395	271 936	343 933	481 113	699 372
Électricité, gaz et eau	5 200	6 536	8 428	11 526	14 268	17 081	20 562	24 548	31 533	45 030	59 839
Construction	23 402	28 083	32 516	40 247	53 870	63 399	78 786	100 024	128 446	167 770	226 019
Transports et communications	17 675	21 492	26 337	34 464	44 111	50 921	58 892	73 723	97 013	127 239	176 500
Commerce de gros et de détail	27 215	32 208	39 342	51 590	62 523	77 072	87 894	111 241	145 390	195 237	264 400
Banques, assurances, services immobiliers, commerciaux et financiers	6 070	7 820	10 047	12 724	17 061	20 627	27 334	36 557	43 932	59 881	80 242
Services personnels, sociaux et communaux	30 815	38 134	48 196	60 779	80 752	99 313	131 280	165 603	203 680	255 421	324 459
Services divers	316	411	432	454	606	585	661				
Produit intérieur brut au coût des facteurs	216 060	259 980	327 704	426 910	530 200	621 600	756 100	915 947	1 165 084	1 571 260	2 191 942
Paiement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde	7 788	12 593	19 320	21 910	22 500	24 000	28 300	47 270	49 083	80 972	112 576
Produit national brut au coût des facteurs	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	645 600	784 400	963 217	1 214 167	1 652 232	2 304 518
Ajustement	-	2 918	4 461	-	-	-	-	-	-	-	-

1. Chiffres préliminaires.

Source: Renseignements communiqués à l'OCDE.

Tableau D. Formation brute de capital fixe
Millions de dinars, aux prix courants

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Total	51 723	64 651	73 977	85 500	117 400	163 200	207 300	268 000	357 300	447 600	545 600	685 000
Secteur privé	9 657	13 335	16 098	22 100	28 200	30 900	36 300	45 700	53 600	71 000	88 500	121 600
Secteur socialisé	42 066	51 316	57 879	63 400	89 200	132 300	171 000	222 300	303 700	376 600	457 100	563 400
<i>Par type d'activités :</i>												
Productrices	36 304	45 684	50 455	57 600	79 600	114 200	146 600	192 500	260 800	319 600	386 300	485 700
Non productrices	15 419	18 967	23 522	27 900	37 800	49 000	60 700	75 500	96 500	128 000	159 300	199 300
<i>Par branches d'activités :</i>												
Agriculture et forêts	3 818	4 722	5 687	8 282	11 078	12 100	14 700	20 800	26 000	31 500	36 700	51 200
Industrie	15 895	21 000	24 250	26 014	38 588	64 000	80 700	98 000	136 000	157 800	199 600	254 600
Construction	1 642	1 700	2 015	2 340	3 328	4 000	4 800	9 300	10 900	13 800	14 400	19 300
Transports	8 393	9 103	9 995	12 803	16 102	21 000	27 700	37 000	52 000	65 900	72 900	81 200
Commerce, restaurants et tourisme	5 791	6 985	6 144	5 190	7 218	9 400	10 400	15 900	20 000	28 890	32 200	40 500
Logement et activités communales	12 438	15 332	18 512	23 166	31 145	39 000	48 700	59 800	77 000	103 600	134 200	172 500
Autres branches d'activité	3 746	5 809	7 374	7 705	9 941	13 700	20 300	27 200	35 400	46 110	55 600	65 700
<i>Par genres d'investissements :</i>												
Machines et équipements	19 919	24 705	27 936	33 200	47 000	66 730	86 100	110 900	139 600	167 900	191 600	232 800
d'origine nationale	11 499	13 553	16 400	18 800	27 100	35 530	50 200	64 900	85 600	109 000	125 500	163 700
d'importation	8 420	11 152	11 536	14 400	19 900	31 200	35 900	46 000	54 000	58 900	66 100	69 100
Travaux de construction	30 037	37 622	43 218	47 300	64 600	88 960	110 700	141 300	194 800	249 800	309 400	386 700
Divers	1 767	2 324	2 823	5 000	5 800	7 510	10 500	15 800	22 900	29 900	44 600	65 500

Note : Les chiffres comportent les dépenses sur les avoir déjà existants et indiquent la valeur des investissements effectivement réalisés indépendamment des dates de leur remboursement.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau E. Le revenu national et le compte des particuliers (concepts et définitions yougoslaves)

Millions de dinars

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<i>Revenu national :</i>											
Traitements et salaires nets des employés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280	573 256	
Impôts sur le revenu et cotisations de Sécurité sociale	29 688	35 437	42 958	62 334	83 643	108 780	131 681	171 856	206 920	260 005	
Intérêt et impôts à la charge des entreprises Accumulation des entreprises productrices et des producteurs individuels	36 284	45 879	59 359	71 610	84 307	101 377	131 510	168 429	236 384	306 652	
Revenu national	30 937	32 530	44 927	63 356	78 364	64 839	88 612	111 050	159 419	260 652	
plus : Amortissements	186 138	220 959	275 549	363 350	454 336	528 458	661 878	812 923	1 054 003	1 400 565	
Produit social	18 338	24 436	30 777	43 939	48 659	64 102	72 426	88 892	111 414	152 524	
	204 476	245 395	306 326	407 289	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417	1 553 089	
<i>Compte des particuliers :</i>											
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280	573 256	
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises non productrices	20 054	24 149	28 675	37 321	48 294	58 440	74 007	91 644	114 369	140 498	
Prestations de Sécurité sociale et autres prestations sociales	18 146	23 688	30 114	38 329	49 890	63 548	79 102	99 600	127 190	158 549	
Autres transferts intérieurs	964	1 067	3 603	4 479	5 749	7 716	11 768	17 434	30 018	41 358	
Transferts nets en provenance de l'étranger	11 452	17 403	25 395	29 839	31 248	34 615	37 513	58 582	65 649	110 316	
Total des revenus	139 845	173 420	216 092	276 018	343 203	417 781	512 465	628 848	788 506	1 023 977	
Dépenses de consommation en biens et services du secteur productif	98 107	122 162	150 477	197 967	249 083	295 351	362 117	447 710	572 842	753 590	
Auto-consommation de produits	12 407	14 863	18 400	22 220	26 200	30 840	35 720	39 490	49 605	65 239	
Dépenses de consommation encaissées par le secteur non productif	10 127	12 018	15 869	19 836	26 129	34 912	44 069	54 318	69 560	88 382	
Épargne	19 204	24 377	31 346	35 995	41 791	56 678	70 559	87 330	96 499	116 766	
Taux d'épargne (en %)	13.7	14.1	14.5	13.0	12.2	13.6	13.8	13.9	12.2	11.4	

Source: FSO. Statistički Godisnjak.

Tableau F. Agriculture

	Unité ou base	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
<i>Indices de la production agricole</i>		1951-1955 = 100												
Total		175	187	184	197	209	203	217	227	213	225	225	228	(244)
Production végétale		167	180	179	195	199	193	205	212	186	205	204	206	(227)
Production animale		190	194	197	209	235	235	244	263	268	270	273	279	(287)
<i>Production de certains produits</i>														
Blé	Millions de t métr.	3.8	5.6	4.8	4.8	6.3	4.4	6.0	5.6	5.4	4.5	5.1	4.3	5.2
Maïs	—	6.9	7.4	7.9	8.3	8.0	9.4	9.1	9.9	7.6	10.1	9.3	9.8	11.1
Betterave sucrière	—	2.9	3.0	3.3	3.3	4.3	4.2	4.7	5.3	5.2	5.9	5.2	6.2	5.7
Viande	Milliers de t métr.	811	880	817	839	1 000	1 031	1 034	1 144	1 237	1 227	1 207	1 221	...
Bois en grumes	Millions de m ³	17.5	17.9	17.3	17.4	18.2	18.6	18.5	19.5	19.7	19.9	19.4	20.4	(20.0)
Nombre de tracteurs en service ¹	Milliers	80.0	96.7	120.5	150.0	195.1	225.5	260.9	296.8	342.0	385.1	415.7	458.6	...
Consommation d'engrais	Milliers de t métr.	1 678	1 747	1 821	1 919	1 817	1 964	1 970	2 056	2 147	2 203	2 131	2 384	...

1. A la fin de l'année.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau G. Production industrielle

	Unité ou base	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
<i>Indices de la production industrielle</i>		1970 = 100												
Total	Base originale	100	110	119	126	139	147	152	167	181	195	204	212	212
Industries extractives	1953 = 100	100	108	110	117	124	130	133	139	143	148	153	158	162
Industries manufacturières		100	110	119	126	140	149	154	168	184	200	208	218	217
Métallurgie de base		100	108	121	132	150	157	158	171	188	196	199	214	211
Transformation des métaux		100	109	107	123	140	154	157	175	199	219	226	237	238
Produits chimiques		100	117	132	146	169	178	182	206	234	251	275	301	299
Textiles		100	107	118	125	135	142	145	152	158	172	182	189	187
Alimentation, boissons, tabac		100	111	119	126	136	137	147	160	173	187	189	195	199
<i>Production de certains produits</i>														
Électricité	Milliards de kWh	26.0	29.5	33.2	35.1	39.5	40.0	43.6	48.6	51.3	55.0	59.4	60.4	62.1
Lignite et charbon	Millions de t métr.	27.4	29.8	30.3	31.9	33.0	35.0	36.3	38.6	39.2	41.7	46.6	51.5	54.2
Produits pétroliers ¹	—	7.1	7.8	8.4	9.1	10.4	10.9	11.7	13.8	14.2	15.8	15.2	13.4	13.6
Minerai de cuivre	—	9.4	10.3	11.9	14.2	14.9	14.6	17.4	17.5	17.1	16.4	19.6	18.3	19.7
Minerai de plomb	Milliers de t métr.	127	124	120	119	120	127	122	130	124	130	121	119	113
Minerai de zinc	—	101	99	97	97	95	103	107	112	104	102	95	89	70
Acier brut	Millions de t métr.	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	2.9	2.8	3.2	3.5	3.5	3.6	4.0	3.9
Ciment	—	4.4	4.9	5.8	6.3	6.6	7.1	7.6	8.0	8.7	9.1	9.3	9.8	9.7
Machines à travailler les métaux ou le bois	Milliers de t métr.	10.9	12.6	15.9	12.5	15.5	17.1	20.5	28.6	31.9	37.5	46.4	46.3	49.3
Machines pour la construction	—	26.8	28.4	28.0	34.4	34.6	34.6	38.4	47.1	67.8	82.6	71.4	71.3	63.3
Machines rotatives	—	21.5	26.0	26.8	30.7	34.3	39.8	30.1	34.9	40.6	44.1	43.6	47.3	49.2
Pâte à papier et cellulose	—	450	489	517	527	560	527	495	584	612	608	606	642	659
Cotonnades	Millions de m ²	390	391	374	361	365	376	385	384	410	418	385	377	372

1. Pétrole brut et raffiné.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau H. Population active et emploi
Milliers

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Population active (estimation en milieu d'année) ¹	8 834	8 890	9 014	9 034	9 087	9 147	9 206	9 242	9 286	9 324	9 385	9 871	...
Nombre de personnes occupant un emploi rémunéré	3 850	4 034	4 210	4 306	4 514	4 758	4 925	5 148	5 383	5 615	5 798	5 966	6 105
Nombre de chômeurs recensés	320	291	315	382	449	540	635	700	735	762	785	809	826
Reste de la population active ¹	4 664	4 565	4 489	4 346	4 124	3 849	3 646	3 394	3 168	2 947	2 802	3 096	...
Émigration de travailleurs (nette) ²	783	923	1 020	1 100	1 035	940	870	825	800	790	770	770	760
Travailleurs yougoslaves employés en Allemagne ³	423	478	475	535	470	410	390	375	360	360	350	336	320
Emploi intérieur rémunéré par secteur :													
Secteur socialisé ⁴	3 765	3 944	4 115	4 213	4 423	4 667	4 833	5 052	5 280	5 506	5 681	5 846	5 980
Activités productrices	3 130	3 279	3 422	3 495	3 671	3 876	4 004	4 182	4 364	4 560	4 709	4 848	4 955
Activités non productrices	635	665	693	718	752	791	829	870	916	946	972	998	1 025
Secteur privé (non compris l'agriculture)	85	90	95	93	91	91	92	96	103	109	117	120	125
Emploi intérieur rémunéré par branches d'activité ⁴													
Dans l'agriculture	159	158	160	161	168	176	178	179	183	188	191	200	210
Dans l'industrie	1 438	1 512	1 591	1 638	1 726	1 819	1 874	1 954	2 022	2 102	2 162	2 242	2 313
Dans la construction	412	424	430	420	444	479	500	531	567	602	622	622	612
Dans les transports et communications	291	303	315	320	329	346	357	372	381	387	399	408	416
Dans le commerce	357	385	411	429	452	476	494	507	529	558	582	596	607

1. Y compris les travailleurs yougoslaves temporairement employés à l'étranger.

2. Selon le Bureau fédéral de l'emploi.

3. Chiffres de septembre (1981 = 31 mars).

4. Les données pour les travailleurs du secteur socialisé, par activités économiques, ont été modifiées de 1969 à 1976 sur la base de la dernière de ces données, d'après la classification types des activités économiques appliquée depuis janvier 1977.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau I. Prix et salaires
Indices, 1969 = 100

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Prix à la production des produits agricoles	115	145	180	225	257	291	333	373	417	524	709	1 087	...
Prix à la production des produits industriels	109	126	140	158	205	250	266	291	315	357	455	658	822
Matières premières	112	132	146	165	232	285	301	328	354	410	550	793	1 009
Biens d'équipement	105	118	126	138	156	191	216	236	250	265	297	372	430
Biens de consommation	107	121	136	154	188	227	239	265	291	323	391	562	701
Valeurs unitaires des exportations, en dollars	109	114	121	144	191	208	217	244	266	305	364	395	...
Valeurs unitaires des importations, en dollars	108	112	118	142	207	218	224	255	267	318	381	421	...
Coût de la vie													
Total	111	128	149	178	216	268	299	345	394	474	617	870	1 149
<i>dont :</i>													
Denrées alimentaires	112	131	156	190	220	273	312	369	425	503	661	946	1 309
Services	108	122	134	156	186	231	260	295	338	407	490	623	762
Salaires par personne employée dans le secteur socialisé	118	145	169	196	250	309	357	424	513	617	744	995	...

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau J. Bilan consolidé du système bancaire¹ à l'exclusion des organismes financiers et autres et des banques internes
Milliards de dinars, fin de période

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total des opérations à court terme	118.4	139.1	169.1	227.7	274.9	397.8	494.3	870.6	1 356.4	1 981.4
Or et devises	26.9	27.1	21.3	47.3	49.0	56.7	34.0	75.7	133.1	133.7
Créances en devises	6.3	7.4	16.6	11.2	10.2	8.7	10.3	51.2	147.2	284.6
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	63.0	74.5	96.8	116.4	135.9	176.2	233.0	307.9	474.6	612.6
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	2.4	2.8	7.2	12.5	16.9	14.3	14.7	17.4	24.3	37.2
Prêts aux ménages	1.1	1.9	2.5	3.8	4.8	4.8	5.8	7.7	11.8	10.9
Autres actifs ²	18.7	25.4	24.7	36.5	58.1	137.1	196.5	410.7	565.4	902.4
Total des opérations à long terme	241.9	298.7	367.8	473.7	603.3	778.1	968.0	1 241.9	1 425.2	1 764.2
Créances en devises sur le reste du monde	1.2	2.1	4.1	0.7	7.9	10.0	13.6	20.7	25.8	32.2
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	147.2	186.4	230.9	290.3	365.8	454.9	571.0	733.7	812.5	1 013.9
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	42.0	47.4	58.5	70.0	89.5	101.9	120.1	137.2	147.6	154.6
Prêts aux ménages	7.5	11.6	17.5	24.7	38.1	48.0	53.2	57.3	63.3	91.3
Prêts à la construction de logements	34.5	40.5	45.2	59.1	64.9	97.0	136.0	193.2	253.8	307.7
Autres actifs ³	9.5	10.7	11.6	28.9	37.1	66.3	74.1	99.8	161.2	164.5
Actif total	360.3	437.8	536.9	701.4	878.2	1 175.9	1 462.3	2 112.5	2 784.6	3 745.6
Total des engagements à court terme	195.1	244.3	312.8	423.2	519.2	698.6	860.5	1 268.8	1 696.0	2 264.1
Engagements en devises	29.7	39.4	51.0	57.1	73.1	111.0	157.3	321.5	477.3	645.4
Masse monétaire	77.6	97.2	130.7	206.5	251.1	315.3	375.1	461.6	584.3	740.0
Autres et dépôts faisant l'objet de restrictions	61.7	72.6	89.9	112.4	135.2	155.2	195.7	254.7	329.8	509.0
Divers ⁴	26.1	35.1	41.2	47.2	59.8	117.1	132.4	231.0	304.6	369.7
Total des engagements à long terme	145.0	170.6	196.7	241.6	314.2	419.4	536.4	769.7	998.9	1 376.9
Engagements en devises	29.5	39.2	52.9	71.6	98.9	144.6	197.1	349.6	512.1	783.3
Dépôts à terme	30.3	34.7	42.0	55.8	71.8	105.2	132.1	163.1	208.4	252.4
Emprunts	85.2	96.7	101.8	114.2	143.5	169.6	207.2	257.0	278.4	341.2
Fonds	20.2	22.9	27.4	36.6	44.8	57.9	65.4	74.0	86.7	104.6
Passif total	360.3	437.8	536.9	701.4	878.2	1 175.9	1 462.3	2 112.5	2 781.6	3 745.6

1. Les données ont été recalculées selon les nouvelles méthodes de la Banque Nationale de Yougoslavie.

2. Portefeuille d'obligations publiques et autres créances.

3. Portefeuille d'obligations publiques, participation au capital d'organismes financiers internationaux et autres créances.

4. Emissions d'obligations, paiements à effectuer et autres engagements.

Source: Banque Nationale de Yougoslavie.

Tableau K. **Importations et exportations par groupes de produits**
Millions de dollars US

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
CTCI SECTIONS														
Importations														
0. et 1.	Produits alimentaires, boissons et tabacs	207	296	308	508	666	420	637	784	605	977	991	788	689
	<i>dont</i> : Céréales et produits à base de céréales	18	100	73	57	213	17	142	92	20	271	302	98	228
2.	Matières premières	314	312	336	486	1 004	739	693	940	995	1 205	1 544	1 637	1 422
	<i>dont</i> : Fibres textiles et déchets	110	118	137	193	419	255	248	335	348	376	415	457	424
3.	Combustibles minéraux	138	193	176	358	951	943	1 082	1 296	1 431	2 248	3 549	3 786	3 433
5.	Produits chimiques	267	297	349	450	811	834	791	989	1 140	1 653	1 824	2 027	1 658
6.	Articles semi-manufacturés	826	917	844	1 081	1 806	1 747	1 364	1 763	1 698	2 243	2 376	2 595	2 007
	<i>dont</i> : Métaux communs	427	469	427	521	881	963	700	841	835	1 151	1 313	1 419	1 040
7. et 8.	Articles manufacturés	1 102	1 187	1 170	1 598	2 239	2 899	2 731	3 791	4 058	5 637	4 674	4 816	4 071
	<i>dont</i> : Machines	629	768	785	981	1 382	1 987	1 935	2 580	2 833	3 993	3 450	3 417	2 810
	Matériel de transport	326	250	233	434	576	628	548	814	796	1 038	766	944	897
4. et 9.	Autres produits	20	51	49	30	65	115	69	70	56	56	106	108	54
Total		2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697	7 367	9 633	9 983	14 019	15 064	15 757	13 334
Exportations														
0. et 1.	Produits alimentaires, boissons et tabacs	314	319	392	459	412	478	618	607	687	720	1 023	1 157	1 147
	<i>dont</i> : Animaux vivants et viande	159	176	247	251	148	222	261	267	313	300	352	629	431
	Céréales et produits à base de céréales	21	11	8	62	73	36	103	86	80	23	108	152	113
2.	Matières premières	157	149	184	275	360	282	429	510	451	619	665	554	497
	<i>dont</i> : Bois	64	66	84	157	183	140	248	315	265	318	368	293	251
5.	Produits chimiques	97	129	143	176	384	380	353	331	469	636	1 010	1 377	1 073
6.	Articles semi-manufacturés	492	494	603	814	1 245	1 180	1 337	1 204	1 259	1 606	1 994	2 414	2 251
	<i>dont</i> : Métaux communs	256	246	308	444	748	579	603	492	497	606	697	700	662
7. et 8.	Articles manufacturés	595	698	886	1 088	1 342	1 712	2 077	2 409	2 598	2 939	3 996	5 162	5 043
	<i>dont</i> : Machines	192	242	301	365	491	622	802	1 000	1 030	1 329	1 656	2 117	2 147
	Navires	142	136	162	178	248	304	287	415	421	252	317	310	323
3., 4. et 9.	Autres produits	24	26	29	41	62	40	64	195	204	274	289	265	230
Total		1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072	4 878	5 256	5 668	6 794	8 977	10 929	10 241

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau L. Importations et exportations par zones
Millions de dollars US

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Importations, caf													
Pays de l'OCDE	1 981	2 140	2 113	2 820	4 562	4 677	4 038	5 481	5 890	8 530	7 951	8 395	6 832
CEE	1 334	1 435	1 423	1 905	3 016	3 162	2 876	3 806	3 829	5 794	5 219	5 588	4 486
Italie	378	396	400	531	889	869	760	1 029	827	1 146	1 117	1 291	1 023
Allemagne	567	617	604	856	1 356	1 437	1 233	1 571	1 801	2 888	2 500	2 243	1 858
États-Unis	160	198	198	185	357	417	370	546	615	1 059	1 015	957	846
Autres pays de l'OCDE	487	507	492	730	1 189	1 098	792	1 129	1 446	1 677	1 717	1 850	1 500
Pays à économie planifiée ¹	593	778	802	1 117	1 755	1 907	2 259	2 781	2 498	3 566	4 535	4 961	4 621
dont : URSS	193	281	283	408	752	807	1 002	1 301	1 375	1 793	2 698	2 966	2 737
Pays en voie de développement :	300	336	316	574	1 225	1 112	1 070	1 371	1 595	1 923	2 578	2 401	1 881
En Afrique	78	85	100	146	292	159	258	323	397	570	936	1 126	833
En Amérique	81	78	93	189	275	185	212	327	222	308	468	357	221
En Extrême-Orient	71	83	65	63	114	180	118	164	440	185	247	252	350
Au Moyen-Orient	70	90	57	176	544	588	482	555	536	860	927	666	477
Total	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697	7 367	9 633	9 983	14 019	15 064	15 757	13 334
Exportations, fob													
Pays de l'OCDE	942	960	1 272	1 588	1 773	1 452	2 040	2 101	2 437	2 988	3 348	3 501	2 883
CEE	655	645	809	1 018	1 044	930	1 327	1 395	1 305	2 083	2 368	2 531	2 091
Italie	255	226	308	465	432	372	596	664	531	716	833	1 012	781
Allemagne	198	210	264	319	364	316	426	390	472	739	778	867	720
États-Unis	90	109	150	233	316	265	354	297	371	373	393	387	311
Autres pays de l'OCDE	197	206	313	337	413	258	359	409	761	532	587	583	481
Pays à économie planifiée ¹	545	666	807	970	1 581	1 924	2 069	2 109	2 180	2 747	4 149	5 433	5 228
dont : URSS	242	267	329	407	668	1 012	1 142	1 138	1 394	1 401	2 489	3 644	3 424
Pays en voie de développement :	192	188	158	295	451	696	769	1 046	1 051	1 059	1 480	1 995	2 130
En Europe	10	1	1	1	1	3	4	6	3	4	5	4	4
En Afrique	60	68	55	113	170	289	307	469	467	543	735	876	883
En Amérique	22	42	43	66	62	68	57	122	47	27	57	74	65
En Extrême-Orient	65	41	20	55	90	161	203	151	300	128	206	311	293
Au Moyen-Orient	35	36	39	60	128	175	198	298	234	357	477	730	885
Total	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072	4 878	5 256	5 668	6 794	8 977	10 929	10 241

1. Conseil d'aide Économique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine et Albanie.
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau M. Balance des paiements
Millions de dollars US

	1972 ¹	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ²	1982 ³
Balance commerciale	-992	-1 658	-3 715	-3 625	-2 489	-4 380	-4 317	-7 225	-6 086	-4 828	-3 089
Exportations, fob	2 241	2 853	3 805	4 072	4 878	5 254	5 671	6 794	8 978	10 229	10 247
Importations, caf	-3 233	-4 511	-7 520	-7 697	-7 367	-9 634	-9 988	-14 019	-15 064	-15 757	-13 336
Services et transferts, nets	1 411	2 143	2 532	2 622	2 654	2 798	3 061	3 564	3 795	4 078	2 625
Transports	240	323	396	473	429	568	585	731	832	1 044	980
Tourisme	219	589	644	702	725	750	930	1 028	1 515	1 853	1 415
Revenus d'investissements	-155	-181	-198	-281	-279	-258	-300	-633	-1 084	-1 710	-1 773
Transferts privés et envois de fonds des travailleurs	1 049	1 412	1 379	1 310	1 415	1 427	1 745	1 710	1 539	2 042	1 255
Autres services	58		311	418	364	311	101	728	993	849	748
Balance des opérations courantes	419	485	-1 183	-1 003	165	-1 582	-1 256	-3 661	-2 291	-750	-464
Capitaux à long terme, net	810	424	677	1 141	1 285	1 263	1 597	1 590	2 281	1 458	479
Prêts à long terme reçus	838	601	702	1 219	1 415	1 463	1 702	1 740	2 516	1 708	679
Prêts à long terme prolongés	-28	-177	-25	-78	-130	-200	-105	-150	-235	-250	-200
Capitaux à court terme, net	-153	-38	13	6	-	75	247	283	739	261	-506
Soldes bilatéraux (- : sorties de capitaux)	113	-	196	-137	-146	161	-65	-664	354	-770	-805
Erreurs et omissions	-646	-285	200	123	183	147	-52	-153	-484	-79	284
Variations des réserves (+ : accroissement)	543	586	-97	130	1 487	64	471	-1 277	599	120	-1 012

1. La couverture ayant été modifiée, le chiffre de 1973 n'est pas entièrement comparable à celui des années antérieures.

2. Les données du commerce extérieur dans le tableau diffèrent de celles des tableaux K et L. Dans le tableau ci-dessus, pour 1981, le taux de change statistique utilisé par les autorités est de 41.80 dinars pour 1 \$ alors que pour les tableaux précédents le taux est de 27.30 dinars pour 1 \$.

3. Chiffres préliminaires.

Sources : *Annuaire de la balance des paiements*. FMI et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
Période de référence			Unités																									
POPULATION	Mi-1980	Milliers	14 616	7 509	9 857	23 959	5 125	4 780	53 713	61 566	9 599	229	3 401	57 042 ²	116 782	365	14 144	3 131	4 087	9 966	37 381	8 316	6 373	45 078	56 010	227 658	22 340	
	»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	248	73	2	48	189	309	141	418	12	13	108	74	18	154	58	230	24	87	
	Mi-1970 à Mi-1980	%	1.4	0.1	0.2	1.2	0.4	0.4	0.6	0.1	0.9	1.1	1.4	0.6	1.2	0.7	0.8	1.1	0.5	1.0	1.1	0.3	0.2	2.4	0.1	1.1	0.9	
EMPLOI	1980	Milliers	6 242	3 070	3 751	10 655	(2 470)	2 192	21 142	25 265	(3 347)	(101)	1 149	20 572	55 360	159	4 677	1 270	1 914	3 951	11 254	4 232	3 012	14 610	24 397	97 270	9 690 ³	
	»	% du total	6.5	10.5	3.0	5.5	(8.1)	11.6	8.8	6.0	(29.7)	(11.9)	19.1	14.2	10.4	5.7	6.0	11.0	8.5	28.3	18.9	5.6	7.2	60.4	2.6	30.6	..	
	»	Industrie ⁴	31.0	40.3	34.8	28.5	(28.6)	34.4	35.9	44.8	(30.0)	(37.6)	32.4	37.8	35.3	38.2	31.8	33.6	29.7	35.7	36.1	32.2	39.5	16.3	38.0	30.6	22.3	
	»	Autres activités	62.5	49.2	62.2	66.0	(63.3)	54.0	55.3	49.2	(40.3)	(50.5)	48.5	48.0	54.3	56.1	62.2	55.4	61.8	36.0	45.0	62.2	53.3	23.3	59.4	65.8	41.9	
PIB aux prix du marché	1980	Milliards de dollars des É-U ⁵	140.0	77.0	116.5	253.3	66.4	49.9	651.9	819.1	40.4	2.8	17.8	394.0	1 040.0	4.6	167.6	23.3 ⁶	57.3	24.1	211.1	122.8	101.5	52.9	522.9	2 587.1	56.2 ⁵	
	1975 à 1980	%	2.5	3.5	2.9	3.0	2.6	3.1	3.3	3.6	4.4	3.7	3.9	3.8	5.1	2.3	2.5	0.7	4.6	5.2	2.2	1.2	1.6	2.8	1.6	3.9	5.6	
	1980	Dollars des É-U ¹¹	9 580	10 250	11 820	10 580	12 950	10 440	12 140	13 310	4 210	12 410	5 190	6 910	8 910	12 570	11 850	7 442	14 020	2 430	5 650	14 760	15 920	1 170	9 340	11 360	2 516	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1980	% du PIB	22.8	25.3	21.4	23.1	18.3	24.6	21.6	23.6	23.5 ⁸	26.5	27.9	20.0	31.7	25.3	21.0	17.8	25.0	20.9	19.6	20.3	23.8	18.0	17.8	18.2	35.5	
	1979	»	..	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8 ¹⁹	8.0	10.7	9.2 ²²	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9 ¹⁹	7.3	7.1	..	9.3	7.4	..	
	»	Construction de logements	4.2 ¹⁰	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4 ¹⁹	5.1	7.4	6.6 ²²	5.8	3.3	5.3	3.7	..	5.0	..	3.8	3.0	4.8	7.2	
	1975 à 1980	%	1.6	2.2	1.6	2.3	-0.3	-2.2	2.0	5.2	3.8	2.3	7.6	3.5	4.7	1.1	1.4	-7.7	-0.5	4.7	-0.9	-0.2	2.2	-0.2	0.3	3.3	5.7	
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ¹²	1980	% du PIB	21.4 ¹⁰	26.2	16.3	21.5	14.4	24.8	21.7	23.1	25.6	24.5	19.8	22.3	30.7	50.1	20.1	19.3 ⁶	29.9	20.5	18.9	17.3	26.7	16.6	19.2	18.3	37.0	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1979	% du PIB	16.2	18.0	17.7	19.4	25.2	18.4	14.9	20.0	16.3	11.7	20.0	16.1	9.8	15.9	18.1	16.0 ⁶	19.7	14.8	10.8	28.4	12.9	13.7	20.0	17.4	17.6	
	»	Emplois courants ¹³	29.6 ¹⁰	42.2	46.2	35.8	49.4	34.6	42.1	40.9	29.7	25.0 ²²	41.7 ¹⁹	41.1	24.2	43.5	55.1	..	47.1	30.7	26.7	56.8	29.9	23.4	40.0	31.5	..	
	»	Ressources courantes	32.5 ¹⁰	44.2	43.2	35.8	50.3	38.2	43.4	42.9	30.6	34.0 ²²	37.8 ¹⁹	35.7	26.6	52.2	55.8	..	52.2	26.9	27.5	57.4	33.2	23.8	39.0	32.5	..	
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1980	% du PNB	0.5	0.2	0.5	0.4	0.7	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.2	0.3	..	1.0	0.3	0.8	..	..	0.8	0.2	..	0.3	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1980	Dollars des É-U ¹¹	5 800	5 650	7 540	5 950	7 270	5 720	7 690	7 340	2 750	7 560	3 310	4 270	5 220	7 430	7 200	4 550	6 600	1 790	3 950	7 630	10 128	851	5 581	7 370	1 343	
	1978	Nombre	479	272	302	410 ²³	219	235	327	346	80	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	11 ¹⁴	256	536	85	
	1979	»	440 ¹⁰	375	352	666	609	470	415	434	281	444 ¹⁹	174	318	460	547	486	545 ¹⁹	423	132	294	772	700	39	480	793	79 ¹⁹	
	1977	»	351 ¹⁴	247 ¹⁰	286	363 ¹⁴	338	372	308	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ²⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ²⁰	199	
	1977	»	1.5 ¹⁴	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6 ¹⁴	2.0	2.2	1.7 ¹⁶	1.2	2.3	1.2	1.1	1.7	1.4	1.8	1.5	1.8	1.8 ¹⁴	2.0	0.6	1.5	1.7	1.3	
	1979	% du groupe d'âge	44.4	32.0 ²²	61.3 ²²	64.9 ²²	57.4 ²²	68.5	55.9	45.4 ¹⁹	45.4 ²⁰	..	50.5	43.9 ¹⁴	71.4	37.3 ¹⁹	65.0	44.8 ²²	65.0	33.4 ¹⁴	41.3 ¹⁹	56.3 ¹⁴	70.1 ²²	12.7 ²⁰	46.2 ²²	75.0	52.2	
	1980	Nombre	11.0	13.9	11.2 ²³	10.9 ²³	8.8 ²³	7.7 ²³	10.0	13.5 ²³	18.7 ²³	..	5.4 ²³	12.4 ²³	14.3	7.4	11.5	8.7 ²³	12.6 ²³	8.8 ²³	26.0 ²³	11.1	6.7	8.5 ²³	..	11.8	12.6	33.4 ¹⁹
	1975 à 1980	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	..	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	35.5	14.9	8.5	19.0	
1975 à 1980	%	10.6	5.3	6.4	8.7	10.4	10.7	10.5	4.1	16.3	41.5	14.1	16.6	6.5	6.1	6.0	14.4	8.4	21.8	18.6	10.5	2.3	50.1	14.4	8.9	17.9		
COMMERCE EXTÉRIEUR	1980	Millions de dollars des É-U ¹¹	22 068	17 364	64 500 ⁷	64 944	16 740	14 148	111 312	191 688	5 184	924	8 508	77 904	129 588	..	73 836	5 421	18 492	4 644	20 820	30 924	29 616	2 748	115 176	220 704	8 568	
	»	%	15.8	22.8	55.7	25.8	25.2	28.2	17.2	23.3	12.3	33.0	47.8	19.8	12.5	..	46.0	23.3	32.2	19.3	9.8	25.3	29.9	5.2	22.4	8.6	15.2	
	1975 à 1980	%	3.7	9.3	5.9	6.3	6.2	10.5	6.8	6.3	8.9	12.7	9.6	5.9	9.2	..	4.6	8.1	9.2	..	9.9 ²⁰	2.1	6.3	4.7	4.7	6.7	3.8	
	1980	Millions de dollars des É-U ¹¹	20 208	24 252	71 676 ⁷	58 992	19 320	15 612	134 856	185 856	10 632	996	11 148	99 708	141 108	..	76 872	5 468	16 956	9 300	34 176	33 420	36 336	6 252	120 156	241 200	14 436	
»	%	14.5	31.8	61.8	23.4	29.1	31.2	20.8	22.5	25.2	35.6	62.6	25.4	13.6	..	47.9	23.5	29.5	38.7	16.1	27.4	36.7	11.8	23.3	9.4	25.7		
1975 à 1980	%	5.0	9.7	5.5	3.2	3.2	2.3	8.7	7.3	3.9	4.9	10.3	7.6	4.4	..	4.7	0.9	4.4	..	0.7 ²⁰	0.8	9.0	-4.1	3.9	6.7	0.5		
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES ²⁴	Fin 1980	Millions de dollars des É-U	2 044	6 223	9 349 ⁷	4 029	3 459	1 914	30 994	52 261	1 301	176	2 876	26 117	25 717	..	13 607	353	6 100	1 784	12 516	3 690	19 374	1 442	21 492	27 395	1 467	
	En 1980	%	10.1	25.7	13.0	6.8	17.9	12.3	23.0	28.1	12.2	17.7	25.8	26.2	18.2	..	17.7	6.5	36.0	19.2	36.6	11.0	53.3	23.1	17.9	11.4	10.2	

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.
2. Population résidente totale.
3. Secteur privé et socialisé.
4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5. Produit social.
6. A prix constants.
7. Y compris le Luxembourg.

8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9. Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
10. Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
11. Aux prix et taux de change courants.
12. Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
13. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
14. 1976.

15. Jeunes de 15 à 19 ans.
16. 1974.
17. Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
18. En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
19. 1978.
20. 1975.
21. 1972.
22. 1977.
23. 1979.

24. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).
25. 1976 à 1980.

Note : Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.
Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galeria Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent/Agent local :

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

CCLS - LCLS

19, rue Plantin, 1070 BRUXELLES. Tel. 02.521.04.73

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiapa 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Que. H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications/Sales Section, Baskerville House,
2/F., 22 Ice House Street

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/1421/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1. Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari :
Ugo Tassi
Via A. Farnese 28, 00192 ROMA. Tel. 310590
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628
Costantino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI. Tel.
405210

Libreria Hoeppli, Via Hoeppli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446

Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Aciou"
Via Meravigli 16, 20123 MILANO. Tel. 807679

Libreria Zanichelli
Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna. Tel. 237389

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR
Universiti of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Panisi Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel Chr. Plantijnstraat 1
Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENHAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubacade World Trade Centre
Mail Orders: Private Bag
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,
Mail Orders: Private Bag
DUNEDIN: Retail: Princess Street
Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 10.812.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7.
Tel. 317.53.08, 317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
P.O. STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec. 2
Chung Hsiao E. Road
TAIPEI. Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları İş-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No : 77/B
KIZILAY/ANKARA. Tel. 17 02 66
Dolmabahçe Cad. No : 29
BESIKTAS/ISTANBUL. Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977. Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 42550

**(10 83 41 2) ISBN 92-64-22441-6
ISSN 0304-3363**



IMPRIMÉ EN FRANCE



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1982-1983) US\$ 67,00 £ 30,00 F 300,00

(10 83 41 2) ISBN 92-64-22441-6
ISSN 0304-3363

F18/400

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.